



## **Conseil de Métropole**

### **Montpellier Méditerranée Métropole**

-----

**Séance publique  
du 23 mai 2019**

-----

## **PROCÈS-VERBAL**

**Monsieur le Président**

Veillez prendre place. Je vais demander à Mademoiselle BODKIN de faire l'appel.

*Madame BODKIN procède à l'appel.*

**Madame Maud BODKIN**

L'appel est clos, Monsieur le Président.

**Monsieur le Président**

Merci, Mademoiselle BODKIN. Le quorum est largement atteint. Nous pouvons donc valablement délibérer.

*Monsieur le Président déclare la séance du Conseil de Métropole du 23 mai 2019 ouverte.*

**Monsieur le Président**

Avant de procéder à l'ordre du jour, je voudrais vous faire part d'un certain nombre d'informations utiles pour Montpellier Méditerranée Métropole et ce Conseil.

Premier point, c'est un courrier reçu de Madame la Ministre des Transports, Madame Élisabeth BORNE, qui confirme la poursuite des études en vue de l'engagement des travaux de la section de Montpellier-Béziers à l'horizon de dix ans et de la section Béziers-Perpignan à l'échéance de vingt ans. C'est ce qui concerne la ligne nouvelle Montpellier-Perpignan.

Deuxième courrier, remerciements de l'ambassadeur délégué interministériel à la Méditerranée, Pierre DUQUESNE, pour l'accueil et l'aide à l'organisation du 5+5 ministériel aménagement et cohésion des territoires et du forum culture, médias, tourisme, qui se sont tenus à Montpellier fin avril-début mai, à l'initiative du Gouvernement, pour préparer, le 24 juin, le sommet des deux rives, où sera présent le Président de la République, en principe, à Marseille.

Troisième courrier, un courrier qui émane de Monsieur Julien DELJARRY, actionnaire du Montpellier Handball (MHB), qui déclare se porter candidat à la Présidence de la société Montpellier Handball, à la suite de la décision de Monsieur Serge GRANGER de cesser son mandat. Je remercie Monsieur DELJARRY de la transparence de son courrier. Il nous en avertit officiellement. Vous savez que pour le Montpellier Handball, il y a un certain nombre de chefs d'entreprise qui ont accepté de financer le club. Nous les remercions, parce qu'à l'époque où ils l'ont fait, le MHB était en mauvaise posture. Monsieur Serge GRANGER a décidé de ne pas poursuivre la Présidence des actionnaires. Monsieur Julien DELJARRY le remplace. C'est une affaire entre actionnaires, sur laquelle la Métropole n'a pas à dire un seul mot, si ce n'est un grand merci à tous ceux qui financent le MHB de façon privée, sur des entreprises privées. Cela nous aide à avoir les résultats que nous avons, puisque vous le savez, nous occupons les deux ou trois premières places aux niveaux national et européen chaque année avec le handball masculin et le MHB. Voilà ce que j'ai à dire sur ce courrier. Cela n'appelle pas d'autre commentaire.

Un courrier très intéressant qui émane d'une entreprise des Hauts cantons de l'Hérault et de la Communauté de communes des Monts de Lacaune, qui profitent du partenariat de réciprocité, que nous avons sur le bois énergie et le bois construction, pour candidater à un programme de construction immobilière, proposée par la SERM de bâtiments béton et bois. Ce qui signifie que le contrat de réciprocité que nous avons avec les Hauts cantons de l'Hérault n'est pas seulement du bla-bla-bla, bla-bla-bla. Cela débouche sur des choses concrètes et sur des réponses à des appels d'offres, qui sont importantes pour nous, puisque j'ai incité l'ensemble des promoteurs du secteur, et ceux qui travaillent notamment sur la Métropole, de plus utiliser le matériau bois qui est un matériau très intéressant pour tout ce qui concerne les qualités thermiques et la durabilité. C'est également un matériau que nous trouvons par l'intermédiaire des circuits de proximité non loin de Montpellier, notamment le douglas qui est un bois traité et qui vient directement du parc du Haut-Languedoc. C'est un fait concret qui découle de la convention de partenariat que nous avons avec l'association des communes forestières et avec le partenariat que nous avons passé avec la Communauté de communes des Monts de Lacaune.

Ensuite, hier j'ai rencontré à sa demande et à son invitation le Préfet de Région à Toulouse, Monsieur GUYOT, pour l'évocation d'un certain nombre de dossiers qui intéressent Montpellier Méditerranée Métropole. Nous avons évoqué la ligne nouvelle Montpellier-Perpignan, le Contournement Ouest et la RN 113, l'aéroport, le Contrat Plan État-Région (CPER) et son planning d'élaboration. Nous avons également parlé du Schéma Régional d'Aménagement, de Développement Durable et d'Égalité des Territoires (SRADDET), du plan d'aménagement durable que propose la Région sur l'aménagement du territoire, son planning et puis les trois contributions collectives de la Métropole avec celle de Toulouse. Là aussi, nos bonnes relations avec Toulouse nous ont permis d'apporter une contribution commune à l'élaboration du SRADDET régional. Le Programme National pour la Rénovation Urbaine (PNRU), le Projet de Renouvellement Urbain d'Intérêt Régional (PRIR), le Programme Local de l'Habitat (PHL), et puis nous avons également évoqué tout ce qui concerne le littoral. Montpellier Méditerranée Métropole ne fait pas partie du Parlement de la Mer. Nous avons évoqué la possibilité de l'intégrer si cela est possible.

Enfin, nous avons eu toujours à Toulouse, Monsieur FINA et moi, hier une rencontre avec Monsieur LAFORET, conseiller diplomatique régional auprès de la Préfecture de Région à Toulouse pour évoquer la politique internationale de la Métropole et de la Ville de Montpellier.

**Monsieur Christophe COUR**

*Propos hors micro.*

**Monsieur le Président**

Nous l'avons évoqué.

**Monsieur Christophe COUR**

*Propos hors micro.*

**Monsieur le Président**

Monsieur COUR, vous le saurez dans un prochain épisode.

**Monsieur Christophe COUR**

*Propos hors micro.*

**Monsieur le Président**

Mais présentez-vous aux municipales et nous en discuterons pendant la campagne, si je suis candidat. Si je suis candidat !

Ensuite, j'ai reçu un long courrier. Cela n'intéresse pas directement la compétence de la Métropole. C'est celle de la Ville. Cela concerne les commerçants du centre-ville à la suite des gilets jaunes. J'ai reçu un courrier du Président de la Chambre de Commerce, Monsieur DELJARRY, qui termine en ces termes : « *Sans réunion de l'ensemble des parties prenantes, il nous est impossible de présenter un projet chiffré* ». Il me demande d'organiser une réunion avec l'ensemble des protagonistes.

Cela rejoint exactement l'initiative que je voulais prendre, puisque je vois que personne n'est capable d'initier une rencontre et proposer un projet consistant. Je le proposerai moi-même avec l'ensemble des représentants des Chambres consulaires et avec les représentants des associations de commerçants.

**Monsieur Jean-Pierre GRAND**

*Propos hors micro.*

**Monsieur le Président**

Monsieur GRAND, vous n'avez pas la parole. Ne trépignez pas, Monsieur le Sénateur. Je le ferai. Je proposerai aux responsables des associations commerciales et de la Chambre de Commerce de se retrouver demain soir à 19h15 à la Mairie de Montpellier dans mon bureau.

CQFD. Vous n'arrêtez pas de polémiquer, Monsieur GRAND. Dès qu'on vous lit, c'est pour cracher sur les gens. Ne faites pas le petit crapaud de Substantion.

**Monsieur Abdi EL KANDOUSSI**

*Propos hors micro.*

**Monsieur Jean-Pierre GRAND**

*Propos hors micro.*

**Monsieur le Président**

Vous avez beau insister. Je vous dis non, c'est non. Voilà. Il faut que vous appreniez les règlements des assemblées publiques. Vous n'êtes pas le patron ici.

**Monsieur Jean-Pierre GRAND**

Je demande la parole au Président.

**Monsieur le Président**

Il ne vous la donne pas. Monsieur MEISSONNIER, vous n'avez pas la petite cloche dont vous m'avez parlé ?

**Monsieur Jean-Luc MEISSONNIER**

*Propos hors micro.*

**Monsieur le Président**

Affaire numéro 1. Traditionnellement, après les informations du Président, il n'y a pas de prise de parole. Vous parlerez à la presse. Vous répondez à la presse sur les réseaux sociaux, vous avez l'habitude. Moi, je dis ce que j'ai à dire. Demain soir, 19h15, les associations de commerçants, la Chambre de Commerce, la Chambre des Métiers, la Fédération des Associations de Commerçants, d'Usagers et de Consommateurs (FADUC) avec Alain SIMON, rendez-vous dans mon bureau. Il faut d'abord voter. Soyez gentil, Monsieur GRAND, cela vous changera.

## **ADOPTION DE L'ORDRE DU JOUR DU CONSEIL DE MÉTROPOLE DU 23 MAI 2019**

*M. Joël RAYMOND entre en séance avec la procuration de M. Cyril MEUNIER.*

*Mme Sonia KERANGUEVEN sort de séance.*

**Monsieur le Président**

L'ordre du jour comporte 70 affaires.

Qui est contre ? Qui s'abstient ?

*À l'issue d'un vote à main levée, l'ordre du jour est adopté à l'unanimité.*

*Pour : 88*

## **ADOPTION DU PROCÈS-VERBAL DU 18 AVRIL 2019**

**Monsieur le Président**

Contre ? Abstention ?

*À l'issue d'un vote à main levée, le procès-verbal du 18 avril 2019 est adopté à l'unanimité.*

*Pour : 88*

## **APPLICATION DE L'ARTICLE L. 5211-10 DU CODE GÉNÉRAL DES COLLECTIVITÉS TERRITORIALES**

### **Monsieur le Président**

Vous avez pris connaissance de la synthèse des décisions. Pas de demande d'intervention ?

*Le Conseil prend acte de ces décisions.*

### **AFFAIRE N° 1 : HORS COMMISSION – COMPOSITION DU CONSEIL DE MÉTROPOLE POUR LE MANDAT 2020-2026**

#### **Monsieur le Président**

Affaire 1 : Composition du Conseil de Métropole pour le Mandat 2020-2026. Voyez-vous, la loi est ainsi faite. Le Conseil de Métropole 2014-2020 doit se prononcer sur la composition du Conseil de Métropole de 2020-2026. Il nous appartient donc en assemblée publique de déterminer le nombre d'élus que nous souhaitons avoir pour le mandat 2020-2026. J'ai réuni l'ensemble des Maires dans une Conférence des Maires. À l'unanimité des exprimés, les Maires ont pensé que conserver la même composition pour 2020-2026 que celle d'aujourd'hui était la meilleure décision à prendre. En effet, c'est la décision qui génère le moins de dépenses publiques et qui déstabilise le moins la représentation des communes.

Nous pouvions aller jusqu'à 101 représentants, c'est-à-dire rajouter une dizaine de représentants supplémentaires. L'avis unanime des Maires a été de ne pas le faire. Je leur ai exprimé ma position d'emblée, en leur disant que je ferais ce qu'ils voudraient. Tous les Maires ont dit : « *Nous restons comme nous sommes* ». Il y aura seulement un changement à l'intérieur de la composition du Conseil, c'est qu'il y aura un représentant de plus pour Castelnau-le-Lez et un représentant de plus pour Juvignac, et il y aura un représentant de moins pour Pignan et pour Lattes. Voilà ce qu'entraîne la décision de conserver au même étiage le Conseil de Métropole de 2020 à 2026.

Qui demande la parole ? Monsieur FOURCADE, Madame CASSAR, Monsieur CALVAT, Monsieur DOMERGUE.

#### **Monsieur Jean-Noël FOURCADE**

Merci, Monsieur le Président. Chers élus, juste un mot. Vous l'avez dit, Lattes perd un élu. Je comprends très bien la règle qui fait que d'autres communes sont passées devant nous en population, mais comme nous perdons un siège, je m'abstiendrai ce soir. Merci.

#### **Madame Michelle CASSAR**

Bonsoir, Monsieur le Président. Je voudrais donner une explication du vote et je parle au nom de la commune de Pignan, mais aussi de la commune de Lattes, pour Cyril MEUNIER, Carole DONADA et Éric PASTOR. Vous nous avez dit que c'était à l'unanimité des Maires. Or, dans le rapport, je lis qu'il a été décidé à la majorité des Maires présents.

#### **Monsieur le Président**

Unanimité.

#### **Madame Michelle CASSAR**

Ah non ! Il a été décidé à la majorité des Maires présents d'adopter le principe de répartition du droit commun. Est-ce que c'est la majorité ou l'unanimité ? Cela n'est pas pareil. Vous avez dit l'unanimité des Maires.

#### **Monsieur le Président**

Des exprimés. C'est-à-dire qu'il y en a qui ne se sont pas exprimés parce qu'ils ont dit, dont Madame le Maire de Murviel-lès-Montpellier : « *Je ne prends pas part au vote pendant la séance de la Conférence des Maires parce que je veux revenir devant mon Conseil* ».

**Madame Michelle CASSAR**

C'était lors de la première Conférence des Maires.

**Monsieur le Président**

Oui. J'ai dit : unanimité des exprimés. Il n'y a pas eu de vote contre. Cela veut dire aucun vote contre et il y a eu des abstentions.

**Madame Michelle CASSAR**

En tous les cas, nous comprenons très bien la position. C'est vrai que nous sommes d'accord sur le fait de ne pas augmenter l'enveloppe des indemnités des élus dans le budget de la Métropole et c'est tout à fait normal vu le contexte actuel. Là-dessus, nous n'y revenons pas, mais vous conviendrez qu'en perdant un siège, nous ne pouvons pas voter pour. Alors, tout comme Monsieur FOURCADE, la commune de Pignan et les trois élus que j'ai cités de Lattes s'abstiendront.

**Monsieur le Président**

Je le comprends. C'est logique. Merci de votre intervention.

**Monsieur Renaud CALVAT**

Oui, Monsieur le Président, chers collègues. Je pense que nous aurions pu aborder cette discussion en intégrant ce que nous pourrions appeler un ratio de représentation minimum. Lors de cette Conférence des Maires nous ont été présentés les différents ratios de représentation – je parle sous le contrôle de Madame la Directrice – qui pouvaient aller pour certaines communes de 70 % et pour d'autres communes de 160 %, 180 %, ou peut-être même 200 %, de représentativité. Je pense que nous aurions pu déterminer un ratio minimum en dessous duquel nous aurions pu dire collectivement : « *Nous sommes peut-être face à une mauvaise représentativité ou en tout cas injuste* ». Cela n'a pas été votre souhait. Nous sommes restés sur le débat : 92 %, 94 %, 95 %. Nous aurions pu aborder cette question-là en disant : « *Est-ce qu'en dessous de 80 % de représentation, c'est encore juste par rapport à l'évolution de la population ?* » Cela n'a pas été le cas. Pour cette raison-là, je m'abstiendrai avec Monsieur le Maire de Clapiers.

**Monsieur le Président**

En fait, il y avait un critère. Ce que dit Monsieur CALVAT a été évoqué en Conférence des Maires. Cela a été évoqué. Je reprends ce que j'ai dit concernant Montpellier. J'ai dit : je ferai ce que veulent les Maires, ni plus ni moins. Si je n'ai pas dit cela, qu'il y en ait un qui se lève et qui dise le contraire. Personne ne se lève. Merci de votre honnêteté. Ce qui veut dire que nous avons abordé le problème de la représentativité, du quota, du taux.

Effectivement, nous pouvons considérer que la Ville de Jacou est sous-représentée avec les calculs qui nous ont été proposés puisque vous êtes, Monsieur le Maire, environ à 75 %. La Ville de Montpellier n'est pas bien représentée non plus puisqu'elle est à 82 % alors qu'il y a des communes à 275 %, 146 %, 140 %, 500 %. La Ville de Montaud par exemple est à 500 %. Soyez gentils ! Saint-Brès : 284 %. Sussargues : 186 %. Saussan : 329 %. Ce sont les coefficients de représentation. En fait, il y a quelques communes, Monsieur CALVAT, qui ne sont pas bien représentées et vous avez raison de le signaler. Jacou en fait partie. Montpellier en fait partie et Pignan aussi. Il faut le dire.

**Monsieur Jacques DOMERGUE**

Monsieur le Président, je ne vais pas rentrer dans le détail de la répartition par commune, mais ce qui est quand même souhaitable, c'est que chaque commune soit représentée. C'est déjà la base de la démocratie et c'est ce qui se passe actuellement. Effectivement, je le disais en termes de boutade au Maire de Montaud : « *Tu n'as qu'à venir à une séance sur deux. Comme cela, tu rééquilibreras ton score* ». Le problème n'est pas là. Je voudrais féliciter les Maires et vous-même d'avoir choisi cette solution parce qu'il aurait été très mal venu qu'en période de restriction, disons d'élus politiques, alors que nous voulons diminuer le nombre de députés et de sénateurs, etc., Montpellier Méditerranée Métropole même si la démographie est positive, vienne dire : « *Nous allons augmenter le nombre d'élus* ».

Je conçois que cela puisse choquer les communes qui perdent un élu et nous aurions très bien pu dire : « *Écoutez, puisqu'ils le perdent, nous allons le garder* ». Mais nous aurions affiché un élément qui n'aurait pas été favorable, c'est-à-dire que Montpellier Méditerranée Métropole augmente sa représentativité. Ce n'est pas une bonne chose. Après, que vous travailliez avec les Maires pour savoir s'il y a une répartition plus équitable qui puisse être faite, mais je suppose que la répartition notamment dans les communes comme Castelnau-le-Lez, Lattes qui sont représentées par plusieurs représentants, est probablement liée à la démographie de ces communes et à leur vitalité, mais il n'est jamais facile de faire des choix quand on doit perdre des élus. Je le conçois, mais il faut que les Maires le comprennent et nous, nous comprenons également qu'ils s'abstiennent sur cette décision.

**Monsieur le Président**

Merci, Monsieur DOMERGUE. Je partage votre point de vue. Qui demande la parole sur ce sujet parce qu'il est important ? Monsieur GRAND, Monsieur JAOUL et Monsieur REVOL. Allez-y, Monsieur GRAND.

**Monsieur Jean-Pierre GRAND**

Naturellement, cette expression de maintenir le même nombre de membres de notre assemblée est frappée au coin du bon sens, mais ne perdons pas quand même de vue, Monsieur le Président, qu'il y a des textes à venir au Parlement, dans les prochains mois, et où notamment va être examiné très certainement le nombre de membres dans les Conseils Municipaux et en cascade dans les intercommunalités. De la même façon sera très certainement à l'ordre du jour le traitement des Vice-Présidents dans les représentations des communes dans l'exécutif intercommunal et en particulier les traitements à peu près identiques. Disons que cette partie de la loi très certainement sera appelée « *amendement Conseil de Métropole de Montpellier* ». Merci.

**Monsieur le Président**

Merci, Monsieur GRAND.

**Monsieur Laurent JAOUL**

Monsieur le Président, je voudrais saluer la représentation des petites communes, notamment des communes rurales, dans l'exécutif de la Métropole. Jusqu'à présent, et avant votre gouvernance, la Ville de Montpellier - et c'était tout à fait normal qu'elle représente la moitié des sièges de la Métropole et de l'Agglomération à l'époque - avait au moins la majorité dans l'exécutif de la Métropole. Vous avez fait le choix de laisser cette gouvernance qui en plus est à parité, la parité n'étant pas obligatoire dans les postes de Vice-Présidents. Vous avez fait le choix de la parité, avec 10 femmes et 10 hommes, et vous avez laissé une large place aux communes, et notamment aux communes rurales, qui ne comptent pas qu'un siège dans l'exécutif, puisque 14 communes font partie de votre exécutif sur 20 Vice-Présidents. Je voudrais saluer cette ouverture aux petites communes. Merci.

**Monsieur le Président**

Merci, Monsieur JAOUL.

**Monsieur René REVOL**

J'approuve tout à fait la décision qui a été prise et moi je l'ai prise en tant que Maire de se maintenir dans la loi commune, puisque c'est comme ça que cela nous est proposé, par la loi, notre effectif à 92. Le problème de notre représentation, c'est la combinaison à la fois de la représentation proportionnelle de la population et de la représentation des communes. Or, la loi nous impose que chaque commune, serait-elle infime, serait-telle toute petite, se doit d'avoir un représentant. C'est dans l'esprit de l'intercommunalité de faire que toutes les communes soient représentées. Je crois que nous avons collectivement construit ici un état d'esprit qui fait qu'un Maire = une voix dans la décision de la Conférence des Maires. Dans le Conseil de Métropole, chaque commune peut être représentée. C'est pour cela qu'il y a des taux très élevés pour les petites communes. Il y a des taux plus faibles pour les communes qui sont plus nombreuses, de fait, puisqu'il faut représenter y compris les petites communes. Cela a certes des conséquences sur nos collègues.

Je comprends très bien leur réaction, puisqu'ils perdent un représentant, mais l'objectif est de maintenir cet esprit de l'intercommunalité dans le Conseil de Métropole. À ce sujet, dans la Conférence des Maires, j'avais fait la proposition de réfléchir à une diminution de la représentation de la ville-centre, dans des proportions limitées pour permettre à d'autres communes d'avoir plus de représentants, ce qui est aussi une façon de saluer l'intercommunalité comme, cela se fait dans d'autres Métropoles. Je me suis renseigné pour voir si la loi le permettait et, effectivement, la loi ne le permet pas. Elle fixe un maximum. C'est-à-dire que Montpellier ne peut pas avoir plus de 50 % de la représentation de notre assemblée, mais pour pouvoir diminuer la représentation de Montpellier, il faudrait que sa proportion d'habitants soit inférieure, même si elle était majoritaire. Ce n'est pas le cas. Nous sommes obligés de faire avec cela. Essayons de faire que cette représentation pour la mandature suivante permette toujours le fonctionnement de l'intercommunalité auquel nous tenons.

**Monsieur le Président**

Merci, Monsieur REVOL pour tout ce que vous venez de dire qui est un regard très positif, très bienveillant sur le fonctionnement de Montpellier Méditerranée Métropole. Je vous en remercie.

**Monsieur René REVOL**

J'en fais partie.

**Monsieur le Président**

Mais oui. C'est bien que vous le rappeliez avec des termes aussi clairs et intelligibles.

Je mets aux voix l'affaire numéro 1. Qui est contre ? 0. Qui s'abstient ? 9 abstentions.

*A l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité des voix exprimées.*

*Pour : 79 voix*

*Abstentions : 9 voix*

*Se sont abstenus : M. Renaud CALVAT, Mme Michelle CASSAR, Mme Carole DONADA, M. Jean-Noël FOURCADE, M. Cyril MEUNIER, M. Eric PASTOR, M. Eric PENSO, M. Thierry QUILES, Mme Brigitte ROUSSEL-GALIANA.*

**AFFAIRE N° 2 : HORS COMMISSION – DÉCLARATION D'UTILITÉ PUBLIQUE (DUP) RELATIVE AU PROJET DE CONTOURNEMENT OUEST DE MONTPELLIER – PHASE DE CONSULTATION INTERSERVICES – AVIS**

*Mme Sonia KERANGUEVEN entre en séance.*

*M. Arnaud MOYNIER et M. Christophe COUR sortent de séance.*

**Monsieur le Président**

Affaire 2 : Déclaration d'Utilité Publique (DUP) relative au projet de Contournement Ouest de Montpellier (COM). Vous savez que l'État est maître d'ouvrage du Contournement Ouest. Il demande à ce qu'il y ait un vote sur les grands principes et l'agenda. Nous vous avons présenté, et je m'adresse aux Maires, en Conférence des Maires l'architecture du Contournement Ouest. Vous savez que nous nous sommes engagés à l'unanimité des Maires à poser la première pierre, commencer les premiers travaux, nous allons dire, du rond-point Gennevieux à la fin de l'année 2019. C'est le premier tronçon du COM sur lequel passera un ouvrage d'art, la 5<sup>ème</sup> ligne de tramway. Vous avez ici le trajet du COM à partir de l'échangeur de l'A750 au Nord, jusqu'à la jonction avec l'A709.

Je rappelle que ce projet est nécessaire au contournement de la Métropole. Il est d'intérêt régional, d'intérêt national, d'intérêt départemental, d'intérêt métropolitain. C'est la raison pour laquelle il y a quatre financeurs sur le projet sous la maîtrise d'ouvrage de l'État. Sur les 25 premiers millions qui ont été financés, il y a 42 et quelques % qui ont été financés par l'État



et sur ce qui reste divisé en trois : Régions, au travers du Contrat de Plan État-Région, Département de l'Hérault et Montpellier Méditerranée Métropole.

**Monsieur Jean-Pierre GRAND**

*Propos hors micro.*

**Monsieur le Président**

Attendez, je n'ai pas terminé, mais ce n'est pas possible. Attendez, je n'ai pas fini.

**Monsieur Jean-Pierre GRAND**

*Propos hors micro.*

**Monsieur le Président**

En même temps que nous traiterons le rond-point Gennevieux, nous traiterons un peu plus d'un kilomètre de voirie de part et d'autre du rond-point Gennevieux, ce qui aura pour effet de fluidifier la circulation dans l'Ouest de la Métropole. Évidemment, ce n'est qu'un tronçon. Ce n'est pas la totalité - puisque le COM mesure six kilomètres de long - nous aurons un peu plus d'un kilomètre qui sera réalisé au travers de la réalisation du rond-point Gennevieux.

J'ai fait rajouter l'itinéraire cyclable qui n'avait pas été intégré dans la première mouture du COM. J'ai fait ma « *véloration* ». Nous avons intégré le passage des vélos. Évidemment, les vélos ne passent pas quelquefois là où passent les voitures. Les itinéraires sont un peu différents, mais ce qu'il y a d'important, c'est qu'il y a un trajet annexe au COM qui permet aux vélos et aux déplacements doux de se faire.

A l'origine, le montant global du Contournement Ouest était estimé à 230 millions d'euros. À ce jour, l'estimation globale par les services de l'État - nous avons eu une réunion spécifique avec la Préfecture et hier avec la Préfecture de Région - serait autour de 272 millions d'euros TTC. Pourquoi je vous dis cela ? Parce qu'une première partie du financement a été intégrée dans le CPER 2015-2020 et nous allons essayer de prolonger le financement du COM dans la mouture du prochain CPER - qui commence à se discuter maintenant et qui sera signé dans les années 2021. La clé de répartition est de 44 % pour l'État et 56 % pour les trois collectivités Région, Département, Métropole.

Le calendrier prévisionnel, c'est la DUP de mars à mai 2019, la consultation de la Haute autorité environnementale en 2019, l'enquête publique à la DUP à la fin 2019 et l'autorisation environnementale pour démarrage des travaux 2022. Ça, c'est en dehors de Gennevieux que nous commencerons à la fin de l'année, parce que la maîtrise d'ouvrage de Gennevieux a été transférée à la Métropole, grâce à la décision de l'État, et je remercie la Ministre des Transports Elisabeth BORNE parce que le tramway passe dessous et donc cela peut être considéré comme un ouvrage d'art attendant à la 5<sup>ème</sup> ligne de tramway.

Qui demande la parole ? Monsieur GRAND qui avait demandé la parole, Monsieur MOURE, Madame GUIRAUD, Monsieur CAIZERGUES, Monsieur SAVY et Monsieur BREYSSE.

**Monsieur Jean-Pierre GRAND**

Merci, Monsieur le Président. Comme l'indique le rapport que nous allons voter, ce projet évalué à 272 millions d'euros - vous venez de le rappeler - a pour principale mission de relier l'A750 à l'A709. Aujourd'hui, nous nous prononçons sur une phase de la DUP. Je connais bien l'importance de cette phase pour un projet autoroutier, puisque je rappelle que c'est la DUP prise, à ma demande, contre vents et marées, par Dominique DE VILLEPIN, qui a permis la réalisation du déplacement de l'A9. La différence entre ces deux dossiers doit être expliquée à notre assemblée pour que chacun mesure le chemin qui reste à parcourir avant la mise en service du Contournement Ouest de Montpellier. Rien ne serait plus faux que de croire que la DUP, une fois prise par l'État, signifiera le lancement des travaux.

La différence entre ces deux projets porte sur le fait que l'A9 était juridiquement sur un déplacement du tronçon à péage déjà concédé. Pour le COM, nous sommes dans un projet qui

n'a pas vocation à être concédé, dans la mesure où il n'y aura pas de péage. De plus, son itinéraire de seulement six kilomètres ne permet pas d'ouvrir une procédure européenne de mise en concurrence pour attribuer une concession. Dans ces conditions, le financement du projet reste entier, même si le CPER l'amorce et pourra continuer à l'amorcer modestement, comme vous l'avez souligné, Monsieur le Président, puisqu'il ne s'agit que de sommes très modestes au regard de la somme globale. Nous devons donc avoir à l'esprit qu'il reste à financer environ 250 millions d'euros avant de lancer les travaux. Je m'interroge aussi sur l'aboutissement de la DUP, s'il n'y a pas un Plan de Financement réaliste dans le dossier.

Je rappelle qu'en 2016, le Conseil d'État a annulé la DUP de la ligne à grande vitesse Poitiers-Limoges, en raison notamment d'une évaluation socioéconomique du projet, lors de l'enquête publique, ne faisant apparaître aucune information précise relative au mode de financement du projet.

Raisonnablement, nous ne pouvons pas aujourd'hui faire croire aux habitants de la Métropole et au-delà, que le COM sera financé par des fonds publics provenant des collectivités locales et de l'État. Le CPER 2020-2025 pourrait abonder le projet dans les mêmes proportions que le précédent, mais cela ne changera pas grand-chose au plan de financement global. Voilà pourquoi je réitère aujourd'hui que la seule solution connue à ce jour pour financer ce projet de première urgence reste l'adossement à la concession autoroutière Autoroutes Sud de France (ASF). Ce sujet ne pouvait être abordé dans les mêmes termes techniques et financiers avant la mise en service de la nouvelle autoroute au sud de Montpellier, c'est aujourd'hui chose faite. Nous avons à l'esprit le débat, et même les polémiques, sur le sujet des concessions autoroutières, mais il faut être réaliste et défendre prioritairement les intérêts de notre Métropole et des populations directement concernées au quotidien par ce projet.

Nous avons eu au Sénat deux débats sur le sujet, dont un de l'examen en première lecture du projet de loi mobilités. À chaque occasion, je suis intervenu pour défendre le dossier de financement du COM aux moyens d'un adossement autoroutier. La Ministre Madame BORNE m'a répondu, je la cite : *« Il est toujours possible de financer par adossement et par allongement la réalisation d'un tronçon autoroutier sous diverses réserves, notamment le fait de démontrer qu'il ne peut pas faire l'objet d'une concession autonome, ce qui semble être le cas pour le Contournement Ouest de Montpellier »*. C'est ce que j'avais dit en début de mon propos. J'avais signalé cette importante déclaration de la Ministre. Je me dois de vous indiquer que j'ai également eu récemment deux réunions techniques à Maignon pour travailler sur ce mode de financement.

Le financement du projet ne pose aucun problème, si l'État accepte l'adossement de la concession à la concession autoroutière, avec en compensation un rallongement de la durée de cette concession. Il ressort de mes réunions à Maignon que l'État, en préalable à sa décision, fait actuellement l'inventaire de tous les dossiers d'adossement en France. La décision définitive devra être prise par le Parlement. Le projet du COM peut être financé par un rallongement d'environ six mois de la concession autoroutière qui, je le rappelle, expire en 2037. Vous conviendrez que cela reste raisonnable. Il serait également opportun d'y intégrer la déviation de la RN113 au niveau de Baillargues et de Saint-Brès, sauf si entre-temps d'autres financements permettent de le faire. En conclusion, et pour votre information, je vous indique que pour 10 euros de péage encaissés, 4,2 euros sont des impôts et taxes, 1,2 euro finance l'exploitation, 2,1 euros vont au remboursement de la dette et à la rémunération des investisseurs, et c'est ce qui permet de financer en six mois : 2,5 euros sont affectés à la construction et à la modernisation du réseau. Voilà pourquoi, mes chers collègues, le temps aujourd'hui est venu de ne plus faire exclusivement financer les grands projets d'investissement de nos collectivités, de quelque nature qu'ils soient, uniquement par les fonds publics.

### **Monsieur le Président**

Nous ne sommes pas en désaccord, Monsieur GRAND, là-dessus. Nous ne sommes pas en désaccord du tout. D'ailleurs, nous avons posé la question hier au Préfet de Région, Monsieur GUYOT, qui nous a indiqué que la discussion était aujourd'hui entre le Gouvernement et ASF.

**Monsieur Jean-Pierre GRAND**

C'est faux.

**Monsieur le Président**

Vous donnez tort au Préfet.

**Monsieur Jean-Pierre GRAND**

C'est faux. Ce n'est pas vrai.

**Monsieur le Président**

Nous, nous sommes preneurs de toutes les énergies parlementaires qui s'alignent les unes avec les autres pour appuyer la plainte des élus de la Métropole qui demandent depuis 30 ans un contournement. Ce qui me fait peur dans votre discours, enfin j'exagère quand je dis que cela me fait peur, ce qui me contrarie un peu, c'est que vous partez toujours sur des constats négatifs du genre : nous n'y arriverons pas ; il manque ci ; il manque ça ; il manque le reste. Mais Monsieur GRAND, depuis combien de temps attendez-vous le Contournement Ouest ? Depuis 30 ans. Et qui est-ce qui l'a mis en route ? Répondez.

**Monsieur Jean-Pierre GRAND**

Monsieur le Président, si vous me donnez la parole, je vous répondrai.

**Monsieur le Président**

Mais Monsieur GRAND, répondez à cette question, qui est-ce qui l'a mis en route ?

**Monsieur Jean-Pierre GRAND**

Si vous me donnez la parole, je vous réponds.

**Monsieur le Président**

C'est nous ! Alors, ne mettez pas vous-même votre main dans le feu. C'est vous qui l'avez fait démarrer avec nous.

**Monsieur Jean-Pierre GRAND**

Monsieur le Président, je ne peux pas laisser ce que vous venez de dire sans réponse.

**Monsieur le Président**

Mais Monsieur GRAND, cela n'appelle pas de réponse. Je vous ai dit que j'étais d'accord avec en grande partie ce que vous avez dit. Monsieur MOURE, élevez le niveau.

**Monsieur Jean-Pierre GRAND**

L'A709 n'était pas construite jusqu'à présent.

**Monsieur le Président**

Nous n'avons pas dit le contraire. Je ne vous ai pas dit le contraire.

**Monsieur Jean-Pierre GRAND**

*Propos hors micro.*

**Monsieur le Président**

Quand il y avait Monsieur BLANC dans la Région, je ne vous ai jamais entendu faire de grève de la faim. Je ne vous ai jamais vu faire une grève de la faim pour le Contournement Ouest. Maintenant, nous le faisons. Vous n'allez pas dire que ce n'est pas bien quand même. Il faut être un peu...

**Monsieur Jean-Pierre GRAND**

*Propos hors micro.*

**Monsieur le Président**

Monsieur MOURE, à l'aide Monsieur MOURE, au secours !

**Monsieur Jean-Pierre GRAND**

Vous ne répondez jamais aux courriers que nous vous envoyons sur des sujets comme celui-là. Je tenais à vous le dire.

**Monsieur Jean-Pierre MOURE**

Monsieur le Président et chers collègues, ce dossier est déterminant pour la mobilité sur notre territoire. Cela fait très longtemps que nous en parlons effectivement, mais petit à petit les choses avancent, de même qu'il y a 4 ou 5 ans, nous n'imaginions pas que nous pouvions déplacer l'autoroute, la transformer dans sa caractéristique ancienne en boulevard urbain, c'est fait. Mais au moment où effectivement ce dossier avançait contre vents et marées, je me rappelle entre autres des longues réunions de concertation, où beaucoup d'élus, pas forcément ceux qui sont ici dans cette salle, mais qui sont dans les alentours, montaient au plafond, prêts à monter aux cordes. Cela a été fait : l'A9, l'A709, etc., Mais ce qui est également vrai, c'est que la liaison entre l'A709 et l'A750 restait à réaliser, ce qui lui donne d'ailleurs une caractéristique un peu spéciale et, *a priori*, plus favorable pour que nous accélérions effectivement les possibilités juridiques et financières, d'intégrer dans sa réalisation et en vue de sa réalisation l'adossment lié aux anciennes concessions.

Je dois vous dire quand même que – je ne vais pas citer de nom – celui qui a été le *deus ex machina* de la réalisation A9/A709, qui l'a réalisée de manière remarquable, vous avait bien approché pour vous faire comprendre que la durée de la concession pouvait être effectivement allongée, et permettre ainsi d'intégrer financièrement parlant, dans le temps raccourci et dans le montant des financements, la réalisation de la liaison entre l'A750 et l'A109 ou l'A9. Ce dossier me paraît important à pousser. Je ne doute pas que vous avez l'intention de le faire, mais en tout cas c'est un des points sur lequel l'État – je ne dis pas qu'il est en position de faiblesse – peut être sensible à la logique de ce raisonnement, parce qu'on ne fait pas un contournement pour contourner ou déplacer autour de deux bourgades. C'est la liaison Millau-Montpellier et puis ensuite à l'Est ou à l'Ouest. C'est la première partie de mon intervention.

La deuxième est plus technique et elle se rapporte davantage au dossier de Gennevaux, et Gennevaux étant lui-même un des points de la ligne 5. Je ne sais pas si l'on peut projeter la vue qui concerne Gennevaux, la configuration de l'échangeur. C'est le 5<sup>ème</sup> ou 6<sup>ème</sup> slide. Ma question est la suivante : figure sur le document qui nous est remis une station de tramway et un parking de rabattement qui se situent, pour ceux qui connaissent le secteur, en remontant le Pas du Loup au Nord-Est de Gennevaux. Même si ce n'est pas le but ce soir, la question que je pose est la suivante : quel est l'intérêt réel d'une station de tramway à cet endroit, et d'un parking de rabattement, alors que normalement, dans la configuration de la ligne 5, le parking de rabattement qui lui va capter beaucoup plus de véhicules - ils viennent de l'Ouest - se situe sur Lavérune ?

Je veux dire par là que si on doit mettre une station de tramway, elle me paraît plus utile en haut de la rue du Pas du Loup, où là il y a des habitations. Parce que l'endroit où elle est mise, il n'y a pas vraiment intérêt à mettre une station de tramway. Elle me paraît plus logique en haut de la montée du Pas du Loup parce qu'on commence à toucher des constructions existantes, et des habitations et des immeubles qui sont en train de se réaliser. Par ailleurs la véritable utilité d'un parking de rabattement se situe à l'arrivée de tout le secteur Ouest sur la commune de Lavérune, au terminus de la ligne 5. Là, on va capter effectivement des voitures et on va éviter qu'elles rentrent en ville, et ça c'est notre deuxième élément d'une politique de transport en site propre et d'un positionnement géographique. Même si je lis très bien, je veux dire les aménagements qui sont prévus autour de Gennevaux. Je voudrais éviter qu'on bloque là une station qui n'aurait pas d'intérêt majeur par rapport à celle d'en haut et celle de Lavérune. En dehors de cela, je suis très favorable pour voter cette délibération.

**Monsieur le Président**

Merci, Monsieur MOURE. Je vais un peu brouiller les cartes en squeezant Madame GUIRAUD, parce que j'aimerais que le Maire de Lavérune, Monsieur CAIZERGUES, qui est concerné par les propos de Monsieur MOURE, prenne la parole après lui.

**Monsieur Roger CAIZERGUES**

Deux choses. Monsieur le Président et chers collègues, la première, c'est sur l'avis qui est donné et puis j'interviendrai au sujet de Gennevaux plus particulièrement. Au sujet de l'avis, ce qui me semble important de souligner au-delà du principe lui-même, qui n'est pas remis en question, ce sont les remarques qui ont été faites lors de la Conférence des Maires, et qui ont été inscrites au dossier qui sera communiqué. Sur cet aspect, deux types de remarques, c'est la surconsommation de terrains, et notamment de terrains agricoles. Il me semblait important, notamment du côté de Juvignac, de bien inscrire cet aspect-là et d'éviter une surconsommation des espaces agricoles qui peuvent toucher des exploitations qui économiquement, aujourd'hui, sont rentables, et qui risqueraient de ne pas l'être du fait de cette intervention. Le deuxième point concerne l'intégration paysagère et les nuisances sonores. J'insiste là aussi beaucoup parce que cette route va traverser, même si elle existe déjà, dans une grande partie de son tracé, va intervenir sur des aspects paysagers très importants, liés à la Mosson notamment, et aussi par rapport à un développement des nuisances sonores. Je sais que cela doit figurer sur le document qui sera remis au niveau de l'avis, mais j'insiste particulièrement là-dessus.

**Monsieur le Président**

Monsieur CAIZERGUES, je rajoute un petit truc à ce que vous avez dit qui va dans votre sens bien sûr, c'est la fragilité du vignoble de l'Engarran sur lequel nous sommes très attentifs, vous Monsieur le Maire, je le sais, Madame MIRALLES, Députée de la circonscription, et moi-même.

**Monsieur Roger CAIZERGUES**

Très bien. Je ne voulais pas la nommer, mais puisque vous l'avez nommée... Autour, il y a quand même aussi d'autres terres qui sont concernées.

En ce qui concerne l'intervention de Monsieur MOURE et de la réalisation du tramway de la ligne 5, je signale que sur le document initial, tel qu'il avait été prévu, le parking le plus important était situé au niveau de la montée du Terral. C'est quelque chose qui n'est pas nouveau et il y avait un petit parking qui était prévu au niveau de la commune de Lavérune, qui était dans des proportions de l'ordre d'une cinquantaine de places, alors que celui qui était situé à la montée de la Mosson, avant Gennevaux, quand on va de Lavérune vers Clapiers, c'est effectivement un parking de 300 places.

Déjà, c'était prévu sur cet aspect, et je me suis positionné de manière très claire et très précise. Concernant l'arrivée du tramway à Lavérune, si la ligne de tramway arrive à Lavérune entre Gennevaux et le rond-point de Septimanie situé sur la commune, il va y avoir une urbanisation liée à cette construction de ligne. Nous y sommes farouchement opposés, y compris le Conseil Municipal de la commune de Lavérune.

**Monsieur le Président**

Vous avez entendu ce que dit Monsieur le Maire de Lavérune. C'est très important ce qu'il dit.

**Monsieur Roger CAIZERGUES**

Je vais aller jusqu'au bout de mon propos parce qu'il y a quand même certains autres éléments qui vont venir atténuer ce que je dis. En matière de construction, pour nous il est vital, mais je pense aussi pour l'ensemble des habitants, qu'il y ait entre le développement de Montpellier... - il ne faut pas oublier que Les Bouisses, dans le futur, vont comporter quelques centaines, si ce n'est pas plus, de milliers de constructions. Un emplacement, où Les Bouisses est situé aujourd'hui, de 300 places de parkings est tout à fait légitime - je reviens sur la partie concernant plus particulièrement Lavérune, c'est qu'il est nécessaire de maintenir une respiration entre le développement de la Ville, la Vallée de la Mosson et la Ville de Lavérune. Tout au moins, c'est ce que nous défendons et nous le défendons depuis des années. C'est-à-dire que dans ce secteur, nous achetons des terrains agricoles pour installer et aider des agriculteurs.

Nous avons planté 300 oliviers qui sont donnés en concession. Nous donnons aussi à de jeunes agriculteurs des terrains pour qu'ils puissent faire des blés particuliers. Il y a toute une programmation et tout un projet de territoire, qui est le projet de territoire de Lavérune, qui

s'inscrit dans les piliers de la Métropole, et nous le défendrons. Par contre, nous disons pour qu'effectivement les personnes de Lavérune ou du secteur Ouest, de toute façon qu'elles se garent à Lavérune ou qu'elles se garent un kilomètre plus loin, je ne vois pas pourquoi nous installerions sur la commune de Lavérune un parking de 300 ou 400 places sur un secteur que nous voulons effectivement sauvegarder. À partir de là, nous proposons qu'une des 4 voies actuelle, entre Gennevaux et Septimanie, soit utilisée pour mettre en place une navette sans chauffeur sur une voie dédiée qui permettrait effectivement aux personnes de pouvoir bénéficier facilement de l'intervention du tramway.

En matière de coût, on nous rétorque : *« C'est parce que cela coûte cher un kilomètre de tramway, 30 millions dans ces ordres-là, il faut le rentabiliser »*. À la limite, on le rentabilise avec des constructions, certainement. C'est valable à des endroits, mais nous pensons que ce n'est pas valable partout. Je reviens sur le coût de cette navette. On prend une des quatre voies. Il n'y a pas d'investissement foncier puisque cela appartient à la Métropole. S'il y a un tramway, il faut construire un pont. Il n'y a pas de construction de pont. Par ailleurs, à ce moment-là, l'aspect, disons financier, l'aspect protection de l'environnement est rempli et c'est ce que nous défendons. Merci.

### **Monsieur le Président**

Merci, Monsieur le Maire de Lavérune. Vous avez bien intégré ce que dit Monsieur le Maire de Lavérune. Il dit la chose suivante : le parking d'échange doit se faire au niveau de Gennevaux, parce que la liaison Gennevaux, Lavérune, Place de Septimanie pourrait ne pas se faire avec le tram, mais avec un Transport Collectif en Site Propre (TCSP) avec chauffeur ou sans chauffeur. Je vais plus loin et je comprends sa demande. Je pense que si nous faisons un TCSP, il faut desservir aussi les communes qui sont après Lavérune, c'est-à-dire Pignan, Cournonterral, Cournonsec et Saussan. C'est la même route. Nous aurons une voie qui est consacrée à une navette aller-retour, qui sera efficace, et qui permettra aussi le maintien de la voie cyclable qui est d'excellente qualité, et qui nous a été transférée du Département à la Métropole. La réflexion de Monsieur CAIZERGUES est à mettre dans le pot global de la ligne 5.

C'est la raison pour laquelle nous n'avons pas changé une partie du parking qui se trouve sur Gennevaux et que le parking d'échange, nous l'avons laissé là. Je comprends aussi et je vais lui redonner la parole, Monsieur MOURE, lorsqu'il dit : *« Le parking d'échange, nous pourrions le faire à un kilomètre »* sauf que si nous le faisons à un kilomètre, nous le faisons sur les terrains agricoles de Lavérune. Ce que demandent le Maire de Lavérune et les habitants de Lavérune - et pour y avoir passé un peu de temps, je ne vous parle pas sans savoir ni sans connaître - il y a là des terrains qui étaient destinés à l'urbanisation dans le centre de Lavérune, c'est-à-dire autour de la Place de Septimanie. Si nous transformons ces terrains à vocation agricole, la chose n'est pas la même et cela permet d'avoir un écrin vert conservé, lié à l'agriculture et à l'environnement, comme le souhaitent les habitants de Lavérune et leur Maire. Monsieur CAIZERGUES, ai-je été un bon défenseur ou pas ?

### **Monsieur Roger CAIZERGUES**

Oui, c'est tout à fait le cas, sachant que les propos que je dis là, c'est vrai qu'à une époque, la pression était beaucoup moins importante. Aujourd'hui, c'est le cas. Cette position, je la tiens depuis déjà plusieurs mois, et plusieurs années, et le collectif a été informé de cette situation dans la presse, et par notre position aussi. Ce n'est pas une découverte. C'est quelque chose en plus qui correspond tout à fait à notre projet de territoire, et je peux vous dire que je me battrais beaucoup pour qu'il en soit ainsi.

### **Monsieur le Président**

Merci, Monsieur CAIZERGUES. Simplement, cela a été évoqué dans quelques articles. Cela a été évoqué dans la presse. Vous l'avez déjà dit, mais c'est la première fois que cela est dit de façon très claire en séance publique métropolitaine, qui est maître d'ouvrage sur la construction des lignes de tramway. C'est important que vous ayez pu faire part aux élus de votre position. Je donnerai la parole à Monsieur MOURE, qui me l'a demandée après, et ensuite, Madame GUIRAUD.

### **Madame Isabelle GUIRAUD**

Monsieur le Président, chers collègues, je rejoins tout à fait ce que vient de dire Roger CAIZERGUES bien entendu. Ceci étant, le Contournement Ouest de Montpellier, c'est un dossier absolument fondamental pour la commune de Saint Jean de Védas, vous l'avez rappelé. Cela ne fait peut-être pas trente ans, mais plus de vingt-cinq que l'on parle de ce dossier, sans que rien n'avance. Aussi, je tenais une nouvelle fois à vous remercier pour avoir fait avancer ce dossier, et notamment le rond-point Maurice Gennevaux, qui a été inscrit dans le Contrat de Plan État Région qui est actuellement en vigueur. C'est un point noir absolument épouvantable. Nous faisons déjà sauter ce premier point noir. Il restera celui du rond-point du Rieucoulon. Je voulais également signaler le travail remarquable qui a été fait par les services de la Métropole, avec les services de l'État, notamment en ce qui concerne l'intégration des modes actifs, l'intégration paysagère et toute la végétalisation qui peut être faite sur ce projet. Ce sont des éléments qui n'étaient pas pris en compte par les services de l'État, et c'est important pour la commune de Saint Jean de Védas que ces aspects soient vraiment bien intégrés.

Ceci dit, en Conseil Municipal, quand nous avons voté sur ce projet, nous avons rappelé qu'il y avait vraiment un point de vigilance particulier sur le raccordement de l'A750 sur l'A709 et surtout sur les fonctionnalités de la RD612, maintenant route métropolitaine, qui doit se raccorder sur le COM. Il y a des incohérences dans ce dossier, dont je vous alerte vraiment sur ce point, parce que cela peut ne pas fonctionner. Enfin dernier point, je demande aux services de l'État, par courrier au Préfet, que la commune de Saint Jean de Védas soit associée déjà dès en amont, parce que notre territoire est très impacté par ce projet et nous sommes vraiment concernés. C'est la raison pour laquelle je demande que les services de l'État nous associent en amont à la réflexion.

### **Monsieur le Président**

Merci beaucoup, Madame le Maire de Saint Jean de Védas. Il y a eu trois réunions de concertation : une à Saint Jean de Védas, que nous avons tenue ensemble, une chez Monsieur SAVY à Juvignac, que nous avons tenue ensemble, et une à Montpellier, qui a conclu la phase de concertation avant la DUP, et ses grands aspects que nous avons à voter ce soir. J'ai rappelé au Préfet de l'Hérault Pierre POUESSEL notre souhait d'être associés en permanence au Contournement Ouest. Vous avez vu, il manquait une piste cyclable qui n'avait pas été intégrée. Je remercie les services de l'État de l'avoir intégrée parce que c'était important que tous les moyens de déplacement soient envisagés pour le désengorgement complet de l'Ouest de la Métropole. Je ne dis pas que le Contournement Ouest sera la clé de tous les maux, mais il contribuera très largement à résoudre un certain nombre de problèmes surtout aux heures de pointe.

### **Monsieur Jean-Luc SAVY**

Monsieur le Président, mes chers collègues, je rejoins ce que dit Roger CAIZERGUES et ce que vient de dire Isabelle GUIRAUD évidemment pour l'Ouest montpellierain, nous qui longeons la Mosson sur la rive droite. Sur Juvignac particulièrement, l'embranchement qui est prévu permettra également la transparence hydraulique qui, le 6 octobre 2014, n'avait pas permis de sauver environ 120 maisons sur la commune de Juvignac à la suite de ce qui s'est passé, y compris sur Grabels. L'ouvrage d'art qui est prévu permettra d'intégrer cette dimension très importante également. Je me félicite d'une manière générale de tout ce qui peut permettre de contourner Montpellier, la ville-centre, par le Sud ou par le Nord. C'est-à-dire qu'aujourd'hui nous parlons du COM. Effectivement, au Sud, au Nord, à l'Est et à l'Ouest de Montpellier, c'est difficile d'y entrer, le COM le permettra et le LIEN qui vient d'être débloqué - et je m'en félicite aussi - permettra même si effectivement c'est renvoyé devant une Cour d'appel de pouvoir avancer le dossier pour contourner Montpellier par le Nord.

Je me félicite surtout de ce qui a été dit, sur le fait qu'on a intégré dans ce projet la dimension d'une piste cyclable, c'est-à-dire qu'on peut permettre de se déplacer autrement grâce à ce COM. Je formule le vœu également que ces deux axes (le LIEN et le COM) ne voient pas une augmentation de véhicules significativement importante, ici comme ailleurs, sur la Métropole.

Il faut parler de démotorisation sur la Métropole. Il faut commencer à faire nos révolutions culturelles et cognitives à l'intérieur, avec nos réflexes de prendre chacun nos bagnoles, tous les matins, à un dedans, pour avoir un gros diésel qui pollue, parce que 40 000 morts par an en France, ce n'est quand même pas rien dans les Métropoles.

Deux, le coût de l'énergie et de l'essence. Nous savons que le mouvement depuis plusieurs mois a démarré sur cette question de l'énergie et du coût de l'énergie. Nous ne reviendrons pas en arrière, donc il faut que nous arrivions à ce que les autoroutes à vélo que sont les lignes de tram, à ce que ce COM, à ce que le LIEN, à ce que tous les éléments qui permettent à chacun de contraindre l'espace de la voiture, ou en tout cas le partager, permettent à ce que Montpellier, qui je crois est à 3 % de déplacements en mode actif le matin, puissent accéder à des villes qui comme Nantes ou Strasbourg sont à trois ou quatre fois plus. Je ne parle même pas des pays nordiques, où pourtant il ne fait pas très très beau. Je remercie également les services de l'État et de la Métropole d'avoir travaillé ce dossier, qui pour Juvignac est fondamental et a très bien été travaillé.

### **Monsieur le Président**

Merci, Monsieur SAVY. Merci beaucoup. Monsieur MOURE pour un complément, et je donnerai la parole à Monsieur BREYSSE, Vice-Président chargé de l'espace public, la voirie et l'aménagement durable du territoire.

### **Monsieur Jean-Pierre MOURE**

Rapidement parce que nous n'allons pas y passer la nuit quand même. Tout simplement pour préciser qu'il est hors de question dans mes propos de manger des terres agricoles et je respecte tout à fait la position du Maire de Lavérune et les souhaits des habitants de Lavérune. La question n'est pas là. L'endroit où il était prévu se situe avant le rond-point de Septimanie, sur le côté gauche de l'actuelle déviation, entre l'ancienne route de Lavérune et l'actuelle déviation, et entre autres en bout, avant d'arriver juste sur le rond-point de Septimanie, et à gauche en quelque sorte de la butte en terre qui a été plantée il y a de nombreuses années. Je ne vois pas tellement en quoi ce projet est antinomique avec ce qui risquait d'être une extension urbaine, qui est freinée par l'impossibilité de construire dans le secteur de la Mosson ou autres.

Si nous parlons à ce moment-là de remplacer cela par une navette de transition entre le parking et l'autre station de tramway, il y a un principe sacro-saint à l'utilisation des transports en commun, c'est d'éviter les ruptures de charge. Je ne vois pas quelqu'un de Pignan, de Cournonterral, de Cournonsec, voire de Murviel-lès-Montpellier arriver à Lavérune, descendre de sa voiture, monter dans la navette pour aller prendre le tram de l'autre côté de la Mosson. C'est complètement farfelu ce genre de chose. C'est une évocation pour la suite parce que cela me paraît important, quand on pointe un secteur territorial ou un thème territorial, il faut l'appliquer partout. Si nous disons que nous allons desservir le territoire Ouest au-delà de Lavérune par une ligne de transport en site propre, il est hors de question d'imaginer que nous allons emprunter une des cinq voies actuelles, soit l'une des quatre en Gennevex et Lavérune, soit tout simplement une des deux entre Lavérune et Cournonterral, Cournonsec. Il faudra à ce moment-là, puisque c'était raisonnable, vu le trafic, imaginer faire un élargissement avec des acquisitions foncières et donc emprunter des terres agricoles. Il faut être cohérent. À un moment, on ne peut pas vouloir tout, son contraire, payer la chambre et compagnie. Il faut donner du sens aux choses. Je ne suis pas contre la station de tramway que j'évoquais tout à l'heure, mais qu'elle soit un élément complémentaire de celle qu'il faudra faire en haut et de l'arrivée de Lavérune. Ce n'est pas du tout la position qui était défendue, il y a quelques années en arrière.

### **Monsieur le Président**

Sur le principe, il vaut mieux payer la chambre que de partir sans payer. Avant de donner la parole à Thierry BREYSSE, le Maire de Saint Georges d'Orques, Jean-François AUDRIN, souhaite s'exprimer sur la question.

### **Monsieur Jean-François AUDRIN**



Vous imaginez bien que nous sommes attachés à Saint Georges d'Orques à ce Contournement Ouest de Montpellier. Preuve en est, c'est que nous avons mis en place une pétition il y a de cela quelques semaines. Ce souci, c'est que nous avons lancé cette pétition en même temps que le mouvement des gilets jaunes, ce qui veut dire que nous avons eu beaucoup moins de succès et je n'ai pas eu les signatures escomptées, mais je sens bien en vous entendant et en vous écoutant que tout le monde est d'accord pour faire en sorte que ce projet avance. Vous l'avez dit, Président, notre assemblée a mis en place ce processus qui va maintenant certainement voir le jour. Cela fait trente ans que nous l'attendons. Lors de la Conférence des Maires, vous nous l'avez assuré, les choses vont s'accélérer. Comme le disait précédemment Monsieur GRAND et vous l'avez validé, si nous avons la possibilité en plus d'avoir des financements privés, cela nous paraît intéressant, et je sais que nous allons tout mettre en œuvre maintenant pour que ce projet avance. L'ensemble de l'arc Ouest vous remercie réellement de ce que nous allons faire ensemble pour dégager tous les matins l'ensemble des usagers.

**Monsieur le Président**

Merci, Monsieur AUDRIN.

**Monsieur Thierry BREYSSE**

Monsieur le Président, chers collègues, je vais être bref puisque tout a été dit. Je rejoins les propos de Jean-Luc SAVY, Isabelle GUIRAUD et de Jean-François AUDRIN. En tout cas, ce que je constate, Monsieur le Président, vous avez pris une décision forte, celle de réaliser un kilomètre de voirie de part et d'autre du rond-point Gennevaux dès la fin 2019, un kilomètre de voirie qui fait partie du COM. C'est une initiative que je loue et je vous rends hommage. C'est très important, ensuite va s'y ajouter une piste cyclable. Cela va améliorer de façon extrêmement sensible ce rond-point Gennevaux. Aux heures de pointe, c'est la cohue. Nous perdons du temps. Je suis aux anges, ma population déjà est informée. Lorsque je les reçois chaque jour, j'informe combien ce projet est important pour nous. Encore une fois, je vous remercie de votre décision courageuse.

**Monsieur le Président**

Merci, Monsieur BREYSSE, mais la décision appartient aux 31 Maires puisque les 31 Maires ont été unanimement d'accord en Conférence des Maires pour commencer le rond-point Gennevaux avant la fin du mandat. Nous l'avons discuté. Nous l'avons voté. Nous le faisons. À partir de la fin de l'année, les travaux commencent.

**Monsieur Jean-Luc MEISSONNIER**

Monsieur le Maire, chers collègues, je confirme vos propos et je parle au nom de mes collègues Maires de l'Est qui sont concernés par une congestion de la déviation de l'A113 et je crois qu'il ne saurait être dans cette assemblée une distorsion entre les intérêts de l'Est et de l'Ouest et donc même si la déviation de l'A113 ne concerne qu'un 5<sup>ème</sup> du montant annoncé sur le Contournement Ouest de Montpellier, soit 50 millions d'euros, nous resterons solidaires les uns et les autres dans l'intérêt général. Nous voterons bien sûr pour que le projet Contournement Ouest de Montpellier prenne une dimension qui n'existait pas jusqu'alors. Je vous remercie.

**Monsieur le Président**

Merci, Monsieur MEISSONNIER. Je mets aux voix l'affaire 2. C'est l'avis de l'assemblée qui est demandé.

Qui est contre ? Qui s'abstient ? Adopté à l'unanimité, je vous en remercie.

*À l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité.  
Pour : 87*

**AFFAIRE N° 3 : PLANIFICATION ET AMÉNAGEMENT DURABLES DU TERRITOIRE, FONCIER – COMMUNE DE BAILLARGUES – MODIFICATION SIMPLIFIÉE N° 5 DU PLAN LOCAL D'URBANISME (PLU) – APPROBATION**

*M. Hervé MARTIN sort de séance (avec le pouvoir de Mme Clare HART).*

**Monsieur le Président**

Affaire 3 : il s'agit de la commune de Baillargues, de la modification simplifiée n° 5 du PLU. Qui demande des précisions ?

Je mets aux voix. Contre ? Abstention ? Adoptée à l'unanimité.

*À l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité.*

*Pour : 83 voix.*

**AFFAIRE N° 4 : PLANIFICATION ET AMÉNAGEMENT DURABLES DU TERRITOIRE, FONCIER – COMMUNE DE CASTELNAU-LE-LEZ – EXTENSION DU COMPLEXE HÔTELIER DU DOMAINE DE VERCHANT – DÉCLARATION DE PROJET EMPORTANT MISE EN COMPATIBILITÉ DU PLAN LOCAL D'URBANISME (PLU) – BILAN DE CONCERTATION PRÉALABLE**

**Monsieur le Président**

Affaire 4 : commune de Castelnau-le-Lez – Extension du complexe hôtelier du Domaine de Verchant – Déclaration de projet emportant mise en compatibilité du Plan Local d'Urbanisme (PLU) – Bilan de la concertation préalable. Qui demande des précisions complémentaires ?

Je mets aux voix. Qui est contre ? Qui s'abstient ?

*À l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité.*

*Pour : 85*

**AFFAIRE N° 5 : PLANIFICATION ET AMÉNAGEMENT DURABLES DU TERRITOIRE, FONCIER – PROJET URBAIN PARTENARIAL (PUP) CAVE OLÉICOLE – LES MOULINS DE VILLEVIEILLE ET PIGNAN – COMMUNE DE PIGNAN – APPROBATION CONVENTION DE PUP – AUTORISATION DE SIGNATURE**

*M. Gilbert PASTOR sort de séance.*

*M. Christophe COUR entre en séance.*

**Monsieur le Président**

Affaire 5 : Projet Urbain Partenarial Cave oléicole – Les Moulins de Villevieille et Pignan – Commune de Pignan – Approbation de la convention de PUP. Qui demande la parole ?

Contre ? Abstention ?

*À l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité.*

*Pour : 85*

**AFFAIRE N° 6 : PLANIFICATION ET AMÉNAGEMENT DURABLES DU TERRITOIRE, FONCIER – PROJET URBAIN PARTENARIAL LES IRIS – MONSIEUR OLIVIER – COMMUNE DE COURNONSEC – APPROBATION CONVENTION DE PUP – AUTORISATION DE SIGNATURE**

**Monsieur le Président**

Affaire 6 : Projet Urbain Partenarial Les Iris – Monsieur Olivier – Commune de Cournonsec.

Contre ? Abstention ?

*À l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération modifiée est adoptée à l'unanimité.  
Pour : 85 voix.*

**AFFAIRE N° 7 : PLANIFICATION ET AMÉNAGEMENT DURABLES DU TERRITOIRE, FONCIER – PROJET URBAIN PARTENARIAL (PUP) SOCIÉTÉ CIVILE DE CONSTRUCTION VENTE (SCCV) LES TERRASSES DE GRÈZES – IMPASSE DES GRÈZES – COMMUNE DE MONTPELLIER – APPROBATION DE LA CONVENTION DE PUP – AUTORISATION DE SIGNATURE**

**Monsieur le Président**

Affaire 7 : Projet Urbain Partenarial – Société Civile de Construction Les Terrasses des Grèzes à Montpellier.

Contre ? Abstention ?

*À l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité.  
Pour : 85 voix.*

**AFFAIRE N° 8 : PLANIFICATION ET AMÉNAGEMENT DURABLES DU TERRITOIRE, FONCIER – ZAC EXTENSION EUREKA – COMMUNE DE CASTELNAU-LE-LEZ – GARANTIE D'UN EMPRUNT À LA SERM – AUTORISATION DE SIGNATURE**

*Mme Isabelle GUIRAUD, Mme Véronique PEREZ, Mme Michèle DRAY-FITOUSSI (avec le pouvoir de M. Robert COTTE) et Mme Rosy BUONO sortent de séance.  
M. Arnaud MOYNIER, M. Gilbert PASTOR et M. Hervé MARTIN (avec le pouvoir de Mme Clare HART) entrent en séance.*

**Monsieur le Président**

Affaire 8 : ZAC Extension Eureka – Commune de Castelnaud-le-Lez – Garantie d'un emprunt à la SERM. Monsieur KRZYZANSKI, Monsieur LEVITA, Monsieur TORTORICI ne prennent pas part au vote. Qui demande la parole ?

**Monsieur Henri ROUILLEAULT**

Merci, Monsieur le Président, chers collègues. Je voulais profiter à l'occasion de cette garantie qui est demandée pour les emprunts de la SERM pour nous dire que nos concitoyens, les associations, l'opposition municipale, nous avons appris à notre grand étonnement le fait que le groupe scolaire maternel et primaire qui était prévu pour ce secteur – qui est un secteur important puisque ce sont 1 800 logements dont nous parlons, en gros 3 500 personnes – n'aurait pas lieu à cet endroit-là pour différentes raisons, dont notamment le fait que les travaux pour l'enfouissement des lignes à haute tension n'étaient pas avancés, et n'auraient pas permis d'être suffisamment avancés pour que l'école ouvre en même temps que les premières séries de logements. Il y a une autre solution maintenant qui semble se dégager, qui concernerait le stade Jean Fournier au Nord de la voie ferrée. Il y a trois quartiers de Castelnaud-le-Lez qui sont très concernés par ce secteur-là : le futur quartier Eureka, où il n'y a pas encore d'habitants, le mas du Rocher, qui se développe maintenant de façon importante, et puis tout le secteur de l'Avenue Marcel Dassault. Il faut absolument qu'il y ait une concertation sérieuse pour faire en sorte que ce groupe scolaire soit accessible dans de bonnes conditions par chacun de ces trois quartiers et là, dans toute cette affaire, il a manqué de la coordination entre les différents acteurs concernés et de la concertation. Il faut que cela change à l'avenir.

**Monsieur le Président**

Oui, mais la critique que vous formulez est adressée à qui ?

**Monsieur Henri ROUILLEAULT**

Les acteurs sont nombreux. Il y a RTE, la SERM, la commune, la Métropole. Il y a tous ces acteurs-là qui sont intervenus et nous n'avons pas de vision des responsabilités respectives de chacun. Il y a au moins ces quatre acteurs-là qui étaient concernés.

**Monsieur le Président**

Oui, mais Monsieur ROUILLEAULT, c'est trop facile. Qui est-ce qui décide le PLU ? Ce n'est pas la Métropole.

**Monsieur Henri ROUILLEAULT**

Oui, mais enfin normalement l'aménageur SERM devait participer à la création d'une partie de ce groupe scolaire. Les différents acteurs dans des mesures différentes sont dans le coup.

**Monsieur le Président**

Vous faites une critique sur la programmation. La programmation de l'aménagement d'une commune appartient au Conseil Municipal. Cela s'appelle le Plan Local d'Urbanisme. Ce n'est pas la Métropole qui choisit. Après sur les moyens, on peut dire tout ce qu'on veut, mais la Métropole n'est pas concernée. Je suis désolé. La critique, vous devez la formuler à votre Conseil Municipal de Castelnau-le-Lez, mais certainement pas au Conseil de Métropole, parce que la Métropole aide, et la SERM aussi. Elle est là pour aider à l'aménagement, elle n'est pas là pour vous mettre des bâtons dans les roues. Si nous voulions vous mettre des bâtons dans les roues, nous vous trouverions des petites grenouilles ou des petits lézards osselets, des outardes canepetières comme à Cournonterral et des ragondins dans tous les ruisseaux, et nous ne pourrions rien toucher, et des cistudes. Ce n'est pas cela le problème. Vous faites passer sur le dos de la Métropole, Monsieur ROUILLEAULT, une problématique qui est communale. Franchement, ce n'est pas cool. Je vais être obligé de donner raison à mon ami le Sénateur. Jean-Pierre GRAND, tu as la parole.

**Monsieur Jean-Pierre GRAND**

Oui, Monsieur le Président. Ce n'est pas un sujet qui doit être débattu, vous en conviendrez, dans notre assemblée. Mais si vous voulez, il y a deux sortes d'élus. Il y a ceux qui ont une vision, et puis il y a ceux qui sont dans un dossier qu'ils ne connaissent pas, et ils essaient de faire un peu de politique dessus. Nous avons à Castelnau-le-Lez depuis toujours une politique extrêmement simple : faire en sorte que les équipements publics soient en toute proximité de la ligne de tramway numéro 2. Il suffit de le vérifier et vous verrez tous les équipements. Nous avons même devancé cela, et grâce à Georges FRÊCHE, nous avons même pu faire une variante dans le tracé de la ligne numéro 2, pour aller vraiment au plus près des équipements à faire. C'est la raison pour laquelle d'ailleurs nous avons souhaité et nous souhaitons toujours que la vraie piscine soit là où elle doit être, et pas ailleurs.

Concernant cette école, ce qu'oublie Monsieur ROUILLEAULT, c'est l'évolution de notre Ville. Là où elle va être mise, elle répond à des besoins du secteur. En ce qui concerne le secteur d'Eureka, Monsieur FINA qui est là ne peut pas l'oublier, sauf s'il est amnésique - ce que je ne pense pas - aucun logement n'était prévu à Eureka au départ. Aucun. Zéro. J'ai accepté 1 800 logements. Pourquoi accepter 1 800 logements ? D'abord, parce que nous avons besoin de logements. Deuxièmement, parce qu'il y avait des besoins qui s'exprimaient, et puis il y avait une rentabilité à dégager de la ZAC Eureka avec en particulier l'enfouissement des lignes à haute tension, qui coûte des millions et des millions. La zone Eureka sans logement, nous ne pouvions pas équilibrer le dossier Eureka. Or, la situation géographique d'Eureka est une situation géographique exceptionnelle.

**Monsieur le Président**

Je vous donne raison.

**Monsieur Jean-Pierre GRAND**

Nous avons décidé effectivement de trouver un accord. Nous avons mis un peu de temps à faire cet accord. Nous avons mis un ou deux mois à arriver à le faire, mais nous y sommes arrivés. Le Président MOURE était à l'époque Président de la Métropole et tout cela s'est passé comme

une lettre à la poste. Il faut savoir qu'à Eureka, il y aura au moins une dizaine de milliers de personnes qui vont habiter et, naturellement, quand il y a 10 000 personnes qui habitent quelque part, il y a de fortes chances que nous ayons besoin d'une école de 250 places.

Deuxièmement, je voudrais vous dire que les écoles que nous allons construire désormais sont des écoles du troisième millénaire, c'est-à-dire des écoles que nous ne connaissons pas jusqu'à aujourd'hui, au style de ce que j'avais fait à Jean Moulin, à l'époque, qui était tout à fait révolutionnaire, il y a vingt ans.

Cela veut dire qu'aujourd'hui nous rapprochons de plus en plus les équipements publics et en particulier scolaires et socio-éducatifs, et tout ce que vous voulez, des lignes de tram. La ligne de tram est faite pour cela. D'ailleurs, je disais tout à l'heure à mon collègue qui posait un certain nombre de questions sur l'urbanisation autour du tram qu'il fallait être extrêmement attentif, parce qu'autant pour nous, à Castelnau-le-Lez, c'était une évidence pour la population. Autant quand le tram passe dans des secteurs, disons moins urbains, les obligations légales qui s'imposent quand on construit un tram généralement posent un certain nombre de problèmes, si on ne prévoit pas quelques solutions. Je voudrais profiter aussi de cette occasion pour dire, puisque nous parlons de ce secteur, que le Maire, Frédéric LAFFORGUE, m'a fait savoir que vous lui aviez écrit, et là aussi Monsieur le Directeur Général des Services, Monsieur le Président Jean-Pierre MOURE s'en souviennent parfaitement, et je suppose Max également.

Vous lui avez écrit pour lui dire ce qui avait été décidé au Sud, c'est-à-dire depuis longtemps que lorsqu'on lancerait Eureka, je dis bien « *lancerait Eureka* », on ferait une ligne. À l'époque, on avait pensé à la ligne numéro 7 de tramway, mais naturellement aujourd'hui ce n'est pas nécessaire. On maintiendrait le principe du tracé de la ligne 7 de tramway, qu'on transformerait en plateforme pour des bus à cadence rapide, de manière à irriguer depuis Sablassou jusqu'aux drapeaux à Montpellier, un transport urbain efficient et rapide. Je vois que ces choses-là avancent et je vois surtout que mon successeur a été dans cette affaire assez ferme, et que vous vous êtes rendu à la raison. Cela prouve bien que quand on essaie de discuter, Monsieur le Président, on peut avancer. Quand on ne discute pas, quand on ne se voit pas, quand on se fait invectiver dans cette enceinte, c'est un petit peu plus compliqué pour avancer. J'ai dit.

### **Monsieur le Président**

Monsieur GRAND, vous avez commencé une intervention très intelligente, posée, habile, et puis cela a dérivé progressivement, parce que votre surmoi a pris le dessus sur votre conscience. Alors, je le regrette, parce que ce que vous avez dit à la fin est parfaitement faux, et je vais le rectifier sur le plan des idées, pas sur le plan du projet. Vous avez dit : « *Le Maire de Castelnau-le-Lez a fait pression* » comme si quand on décidait de faire une ligne de tram ou une ligne de bus, on la faisait pour faire plaisir à un élu et pas à un autre, un genre de copinage. Mais c'est faux. Je ne prends jamais des décisions comme celles-là. Quand je prends une décision, c'est pour les gens, pour les habitants, les citoyens, pas pour faire plaisir à l'élu. Il se trouve que là, cela fait plaisir au Maire de Castelnau-le-Lez. Tant mieux. Il me l'a écrit, mais je l'ai pris pour les gens d'Eureka. Vous l'avez dit vous-même. Essayez, Monsieur GRAND, mettez votre énergie au service du bien, cela vous fera du bien et vous libérera d'un poids et vous respirerez mieux, croyez-moi. Cela se voit sur les photos quand vous êtes contrit.

Je mets aux voix l'affaire 8. Qui est contre ? Qui s'abstient ?

*Ne participent pas au débat et ne prennent pas part au vote : M. Pascal KRZYZANSKI, Mme Stéphanie JANNIN, M. Max LEVITA, M. Sauveur TORTORICI.*

*A l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité des voix exprimées.*

*Pour : 80 voix*

*Ne prend pas part au vote : 4*

**AFFAIRE N° 9 : TRANSITION CLIMATIQUE ET ENVIRONNEMENTALE, DÉVELOPPEMENT DURABLE, BIODIVERSITÉ, CULTURE SCIENTIFIQUE ET TECHNIQUE – ÉCOLOTHÈQUE – CONVENTION D’OBJECTIFS ET DE FINANCEMENTS ENTRE LA CAISSE D’ALLOCATIONS FAMILIALES DE L’HÉRAULT (CAF) ET MONTPELLIER MÉDITERRANÉE MÉTROPOLE – AUTORISATION DE SIGNATURE**

**Monsieur le Président**

Affaire 9 : Ecolothèque – Convention d’objectifs.

Contre ? Abstention ?

*À l’issue d’un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l’unanimité.  
Pour : 84 voix*

**AFFAIRE N° 10 : ÉNERGIE ET TRANSITION ÉNERGÉTIQUE – CONVENTION DE PARTENARIAT ENTRE MONTPELLIER MÉDITERRANÉE MÉTROPOLE ET RÉSEAU DE TRANSPORT D’ÉLECTRICITÉ (RTE)**

*Mme Rosy BUONO entre en séance.*

**Monsieur le Président**

Affaire 10 : Madame LLORET vous propose une Convention de partenariat entre la Métropole et Réseau de Transport d’Électricité (RTE). Qui souhaite lui poser des questions ?

Contre ? Abstention ?

*À l’issue d’un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l’unanimité.  
Pour : 85 voix.*

**AFFAIRE N° 11 : DÉVELOPPEMENT ÉCONOMIQUE, ENSEIGNEMENT SUPÉRIEUR ET RECHERCHE, INNOVATION, ARTISANAT – CONTRAT DE PLAN ÉTAT RÉGION 2015-2020 – ATTRIBUTION DE SUBVENTION INRA POUR LE PROJET TECHALIM + – AUTORISATION DE SIGNATURE**

*Mme Valérie BARTHAS-ORSAL et M. Joël VERA sortent de séance.  
Mme Isabelle GUIRAUD entre en séance.*

**Monsieur le Président**

Affaire 11 : alors là, je vais donner la parole au Vice-Président Thierry BREYSSE sur le Contrat de Plan État-Région 2015-2020, Madame MARION ne prendra pas part au vote.

**Monsieur Thierry BREYSSE**

Monsieur le Président, chers collègues, au titre du Contrat de Plan État-Région 2015-2020, et dans le cadre de sa stratégie de développement économique et son soutien à l’innovation, la Métropole a décidé soutenir le projet Techalim + porté par l’INRA, et sur la base d’un partenariat public-privé. Le projet Techalim + vise à soutenir et à développer trois domaines d’innovation avec un programme céréales, un programme exsudat de plantes, un programme de bioraffinerie végétale. Ce projet porte sur la construction de 700 mètres carrés de halles technologiques, de 400 mètres carrés de laboratoires et de 340 mètres carrés de bureaux. Nous vous proposons de bien vouloir approuver l’attribution de 1 million d’euros de subvention, dès 2020, pour ce projet, qui est estimé à 5,2 millions d’euros.

**Monsieur le Président**

Merci, Monsieur BREYSSE. Qui demande la parole ? Monsieur GRAND a demandé la parole. Allez-y, Monsieur GRAND.

**Monsieur Jean-Pierre GRAND**

Excusez-moi, c'est une question, parce que le sujet, je l'avais traité, vous vous en souvenez, nous déjeuner ensemble chez le Préfet, avec la Ministre des Transports, et je venais juste de recevoir une réponse de son Ministère sur le sujet dont je vais vous parler - qui naturellement n'était pas tout à fait en phase avec ce qu'elle venait de dire. J'avais posé une question et je n'ai pas eu la réponse. Ma question est très simple, je voudrais savoir sur quoi on se base – mais vraiment, je pose la question parce que je n'ai pas la réponse, ne cherchez pas malice dans ce que je dis – pour parler comme cela de Contrat de Plan État-Région 2015-2020. Parce qu'à ma connaissance, je n'ai pas vu passer de délibération de l'État, sous forme de loi ? Si le truc existe, cela m'intéresse au dernier point. Cela m'intéresse parce que je ne l'ai pas vu passer. Si vous avez l'information, merci de me la donner, cela me fera gagner du temps.

**Monsieur le Président**

Là, nous parlons du Contrat de Plan 2015-2020 et le prochain Contrat s'établira entre 2021 et 2026, les Préfets attendent la circulaire. J'ai posé la question hier à Toulouse. Je m'excuse, je ne suis pas allé à Matignon. C'était un peu loin, je suis allé à Toulouse.

**Monsieur Jean-Pierre GRAND**

Je vous ferai passer la réponse officielle que j'ai eue et qui est au Journal Officiel qui date, si ma mémoire est bonne, du 31 août ou du 1<sup>er</sup> septembre. Je ne sais plus, à un jour près. Quand on la lit un peu attentivement, elle crée un certain nombre de doutes sur la pérennité, en tous les cas dans ses formes actuelles, des futurs CPER. Je n'irai pas plus loin, et ce que vous me dites m'intéresse beaucoup, compte tenu que vous me confirmez bien que les Préfets n'ont pas les informations, et c'est normal, puisque c'est l'État. Mais je vois que beaucoup de collectivités, celles qui sont concernées par les CPER, sont actuellement en discussion et s'avancent un petit peu dans leurs assemblées. Ici, vous le faites. D'autres doivent le faire ailleurs et je peux le comprendre parfaitement. Ils s'avancent sur des financements, dont je ne suis pas certain que le contour de ces financements soit acté par l'État. Je n'irai pas plus loin.

**Monsieur le Président**

Votre réflexion part d'un bon sentiment, Monsieur GRAND.

Qui est contre ? Qui s'abstient ?

*Ne participe pas au débat et ne prend pas part au vote : Mme Chantal MARION.*

*A l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité des voix exprimées.*

*Pour : 83 voix*

*Ne prend pas part au vote : 1 voix.*

**AFFAIRE N° 12 : DÉVELOPPEMENT ÉCONOMIQUE, ENSEIGNEMENT SUPÉRIEUR ET RECHERCHE, INNOVATION, ARTISANAT – CONTRAT DE PLAN ÉTAT RÉGION 2015-2020 – ATTRIBUTION DE SUBVENTION À L'UNIVERSITÉ DE MONTPELLIER POUR LE PROJET INITIATIVE BIOMARQUEURS ET DIAGNOSTIC EN LANGUEDOC-ROUSSILLON (IBDLR) – CONVENTION – AUTORISATION DE SIGNATURE**

*M. Roger CAIZERGUES sort de séance.*

*Mme Michèle DRAY-FITOUSSI entre en séance (avec le pouvoir de M. Robert COTTE).*

**Monsieur le Président**

12 : il s'agit toujours du Contrat de Plan État-Région 2015-2020. C'est l'attribution d'une subvention à l'Université de Montpellier pour le Projet Initiative Biomarqueurs et Diagnostic en Languedoc-Roussillon. Qui demande des précisions au rapporteur ? Monsieur DOMERGUE, en sachant que Madame MARION ne prend pas part au vote.



**Monsieur Jacques DOMERGUE**

Je ne demande pas de précision, je dis simplement que ce projet est très important puisqu'il s'élève, je crois, à 1 million d'euros. Parce que les biomarqueurs, c'est la médecine du futur. Actuellement, les grands centres qui détiendront les nouveaux biomarqueurs sont ceux qui seront à la pointe dans le domaine de la cancérologie, des maladies inflammatoires et de toute la médecine moderne, puisque vous savez qu'actuellement le champ de la médecine et des thérapies est en train d'évoluer considérablement, et qu'on fait de la médecine ciblée à la base sur les biomarqueurs. Les biomarqueurs, c'est détenir la clé de la médecine de demain.

**Monsieur Thierry BREYSSE**

Je confirme effectivement. Le Professeur DOMERGUE a du talent. Il connaît bien le sujet puisqu'il est hospitalier. Il a d'ailleurs été brillant chirurgien de la greffe du foie, et ce qu'il dit est tout à fait exact. Je crois que l'objectif est de favoriser effectivement la découverte de nouveaux marqueurs à des fins de diagnostic et thérapeutiques. Je confirme ce que dit Monsieur DOMERGUE.

**Monsieur le Président**

Je mets aux voix l'affaire 12.

Qui est contre ? Qui s'abstient ? Adoptée à l'unanimité.

*Ne participe pas au débat et ne prend pas part au vote : Mme Chantal MARION.*

*A l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité des voix exprimées.*

*Pour : 84 voix*

*Ne prennent pas part au vote : 1 voix.*

**AFFAIRE N° 13 : DÉVELOPPEMENT ÉCONOMIQUE, ENSEIGNEMENT SUPÉRIEUR ET RECHERCHE, INNOVATION, ARTISANAT – CITÉ INTELLIGENTE – APPEL À PROJETS INNOVANTS ET EXPÉRIMENTATIONS AU SERVICE DE LA VILLE – APPROBATION DE SIGNATURE**

*Mme Valérie BARTHAS-ORSAL, M. Roger CAIZERGUES et M. Joël VERA entrent en séance.*

**Monsieur le Président**

Affaire 13 : Cité intelligente.

**Madame Chantal MARION**

Monsieur le Président, chers collègues, effectivement vous savez que depuis que nous avons eu le label Écocité pour le projet Montpellier à la mer, la Cité intelligence concernant Montpellier Méditerranée Métropole est leader dans le domaine. Là, c'est un nouvel appel à projets.

**Monsieur le Président**

Franchement, vous avez une voix de rockeuse. On dirait Patti SMITH.

**Madame Chantal MARION**

Pourtant, je ne fume pas, Monsieur le Président, vous savez. Mais je fais de mon mieux parce que depuis ce matin, je n'ai plus de voix. D'ailleurs, en parlant de cela, ce serait bien que dans mon dos derrière, Monsieur GRAND arrête de chouiner, qu'il fasse sa chochette parce que nous avons un bruit de fond permanent, et je n'arrive pas du tout à entendre, les choses intéressantes que disent mes collègues. Cette action menée par la Métropole au sujet des projets innovants, c'est un appel à idées, que nous allons lancer, sachant que cet appel à idées va permettre à des startup et à des PME, pas que des startup, à lancer justement des idées. Il y aura une sélection qui sera faite. Il y aura dix projets qui seront sélectionnés, portant chacun sur un thème différent et qui feront pour la phase d'expérimentation l'objet d'un contrat de recherche et de développement avec la Métropole.



Vous savez que nous gérons cela depuis longtemps, Monsieur le Président, que déjà en recherche et développement sur la Cité intelligente, 4 millions d'euros avaient été investis à l'époque pour lancer cette Cité intelligente, ce qui est très innovant évidemment. Ceci va nous permettre d'avoir un calendrier prévisionnel important. Le 10 juin, il y aura le lancement de l'appel à projets, mi-septembre la date limite de soumission de projets, fin septembre la présentation des projets par les candidats au comité de sélection, en octobre la contractualisation à travers le marché de recherche et développement, par le biais de l'appel à projets, entre novembre et août 2020, un temps d'expérimentation et de développement des solutions innovantes, et enfin, en septembre 2020, nous ferons un bilan des développements. Ceci n'est fait nulle part ailleurs en France. Cette Métropole justement qui s'engage pour soutenir des projets innovants. Je vous sou mets évidemment d'autoriser l'organisation de l'appel à projets.

**Monsieur le Président**

Merci, Madame MARION. Qui demande la parole sur la Cité intelligente ?

Je mets aux voix. Qui est contre ? Qui s'abstient ?

*À l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité.  
Pour : 88*

**Monsieur le Président**

Avant de passer à l'affaire 14, je voudrais vous informer que le match des gazelles du BLMA vient juste de débuter. Alors, ce que je vous propose, c'est que si ce soir elles gagnent à Lyon, et je serai informé des différents temps de jeu en temps réel, et qu'elles sont championnes de France de Basket, après avoir été finalistes du Championnat d'Europe, nous interrompons nos travaux pour les applaudir. Parce qu'après l'équipe de rugby féminine élite et première division, après la belle troisième place des joueuses de foot féminines, après la belle saison du tennis féminin de l'ASPTT, après la très belle trajectoire des filles de Lattes en handball, franchement si elles gagnent ce soir, le titre de capitale féminine du sport en France 2019 est acquis. Je parle des filles.

**Madame Chantal MARION**

Monsieur le Président, il faut qu'il arrête de faire sa chochette. Il n'arrête pas de chouiner et en plus il va être le chat noir de la soirée.

**Monsieur le Président**

Alors, pour ce qui est des garçons, ils jouent demain au stade Marcel Michelin à Clermont-Ferrand. Ils ont encore la possibilité de se qualifier pour les phases finales du Top 14. J'ai été convié par mon ami le Maire de Clermont-Ferrand et Président de la Métropole Olivier BIANCCI, 80 chances sur 100 pour que je lui rende. Si je n'y vais pas, c'est Patrick RIVAS qui me représentera. Mais en tout cas, nous les supportons à fond.

**Monsieur Jean-Luc MEISSONNIER**

Est-ce que Monsieur GRAND va les suivre à Clermont, parce que je le vois souvent avec lui à Montpellier ? J'espère qu'il va monter à Clermont.

**Madame Chantal MARION**

Il ne connaît pas les règles.

**Monsieur le Président**

Alors, nous passons à l'affaire 14.

**AFFAIRE N° 14 : DÉVELOPPEMENT ÉCONOMIQUE, ENSEIGNEMENT SUPÉRIEUR ET RECHERCHE, INNOVATION, ARTISANAT – BUSINESS INNOVATION CENTRE (BIC) – ACTUALISATION DU DOCUMENT TYPE « CONVENTION d'ÉVALUATION » - APPROBATION**

**Monsieur le Président**

Affaire 14 : Business Innovation Centre (BIC) – Actualisation du document type. Qui demande des précisions auprès de Chantal MARION ?

Contre ? Abstention ?

*À l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité.*

*Pour : 88*

**AFFAIRE N° 15 : RELATIONS INTERNATIONALES, TOURISMES, PARCS D'ACTIVITÉ – MISSION D'AFFAIRES ET INSTITUTIONNELLE À FÈS (MAROC) DU 11 MAI AU 16 JUIN 2019 – AUTORISATION ET FINANCEMENT DE LA MISSION**

**Monsieur le Président**

Affaire 15 : Monsieur PASTOR vous propose une mission d'affaires et institutionnelles à Fès (Maroc) du 11 au 16 juin 2019. Monsieur PASTOR s'il veut intervenir m'interrompt quand il veut.

**Monsieur Gilbert PASTOR**

C'est une mission classique qui se renouvelle chaque année. Elle est à la fois économique dans le cadre du jumelage et du Festival de Musique Sacrée. Il y a ce coup-ci dix entreprises qui vont y aller.

**Monsieur le Président**

Qui demande des précisions auprès de Monsieur PASTOR ?

Contre ? Abstention ?

*A l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité.*

*Pour : 88 voix*

**AFFAIRE N° 16 : RELATIONS INTERNATIONALES, TOURISMES, PARCS D'ACTIVITÉ – ZAC CANTAUSSEL – SAINT-BRÈS – GARANTIE D'EMPRUNT À LA SOCIÉTÉ D'ÉQUIPEMENT DE LA RÉGION DE MONTPELLIER (SERM) – CONCESSIONNAIRE – APPROBATION**

*Mme Rosy BUONO sort de séance.*

**Monsieur le Président**

Affaire 16 : Monsieur PASTOR vous propose dans la ZAC de Cantausssel à Saint-Brès une garantie d'emprunt. Monsieur KRZYSANSKI, Monsieur LEVITA, Monsieur TORTORICI ne prennent pas part au vote.

Contre ? Abstention ?

*Ne participent pas au débat et ne prennent pas part au vote : M. Pascal KRZYZANSKI, Mme Stéphanie JANNIN, M. Max LEVITA, M. Sauveur TORTORICI.*

*A l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité des voix exprimées.*

*Pour : 83 voix*

*Ne prend pas part au vote : 4 voix.*

**AFFAIRE N° 17 : RELATIONS INTERNATIONALES, TOURISMES, PARCS D'ACTIVITÉ – COMMUNE DE MONTPELLIER – OPÉRATION D'AMÉNAGEMENT EXTENSION HIPPOCRATE – CONCESSION D'AMÉNAGEMENT – DÉSIGNATION DE LA SA3M TITULAIRE DE LA CONCESSION D'AMÉNAGEMENT – APPROBATION DU TRAITÉ DE CONCESSION**

*Mme Véronique DEMON sort de séance.*

**Monsieur le Président**

Affaire 17 : commune de Montpellier – Opération d'aménagement Extension Hippocrate – Concession d'aménagement – Désignation de la SA3M comme titulaire de la concession d'aménagement. Qui demande des précisions auprès du rapporteur Monsieur PASTOR ? Je ne prends pas part au vote. Monsieur LUSSERT, Monsieur SAVY, Monsieur SEGURA, Monsieur CALVAT, Monsieur MEUNIER, et Monsieur PETIT non plus.

Contre ? Abstention ?

*Ne participent pas au débat et ne prennent pas part au vote : M. Renaud CALVAT, M. Jean-Marc LUSSERT, M. Cyril MEUNIER, M. Eric PENSO, M. Eric PETIT, M. Philippe SAUREL, M. Jean-Luc SAVY, M. Noël SEGURA.*

*A l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité des voix exprimées.*

*Pour : 78 voix*

*Ne prennent pas part au vote : 8 voix.*

**AFFAIRE N° 18 : RELATIONS INTERNATIONALES, TOURISMES, PARCS D'ACTIVITÉ – SOUTIEN AUX MANIFESTATIONS – ATTRIBUTION DE SUBVENTIONS – CONVENTIONS – AUTORISATION DE SIGNATURE**

*M. Jean-Luc MEISSONNIER sort de séance (avec le pouvoir de M. Jean-Pierre RICO).*

**Monsieur le Président**

18 : soutien aux manifestations – Attribution de subventions. Monsieur PASTOR, dites-nous un mot peut-être sur les manifestations.

**Monsieur Gilbert PASTOR**

Ce sont des réunions qui ont lieu pour une grande partie en dehors, qui n'ont pas lieu au Corum, mais sur lesquelles nous avons choisi de les aider et de participer. Ce sont donc beaucoup de subventions de 1 000 euros pour des journées sur l'agroforesterie, sur l'Université d'Été, les finances publiques, etc., j'en passe et des meilleures, l'Égyptologie. Une seule subvention qui peut retenir l'attention, puisqu'en commission nous avons soulevé la question, c'est celle au Congrès National de la CGT qui s'élève à 50 000 euros. Ce sont exactement les sommes que nous avons données chaque fois qu'il y a de très grands congrès qui viennent à Montpellier. Je pense aux pompiers, etc. Cela n'appelle aucune remarque particulière de ma part.

**Monsieur le Président**

Contre ? Abstention ?

*Ne participent pas au débat et ne prennent pas part au vote : M. Guy BARRAL, Mme Chantal MARION.*

*A l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité des voix exprimées.*

*Pour : 82 voix*

*Ne prend pas part au vote : 3 voix.*

**AFFAIRE N° 19 : PROXIMITÉ, RELATIONS AVEC LES USAGERS, COMPLEXE FUNÉRAIRE, CHASSE ET PÊCHE – FÉDÉRATION DÉPARTEMENTALE DES CHASSEURS DE L'HÉRAULT ET ASSOCIATION DÉPARTEMENTALE DES LIEUTENANTS DE LOUVETERIE DE L'HÉRAULT – CONVENTION DE PARTENARIAT EN FAVEUR DE LA PROTECTION TERRITORIALE – AUTORISATION DE SIGNATURE**

*M. Alex LARUE (avec le pouvoir de M. Pierre DUDIEUZERE), M. Rabii YOUSSEF et M. Eric PETIT sortent de séance.*

*M. Jean-Luc MEISSONNIER entre en séance (avec le pouvoir de M. Jean-Pierre RICO).*

*M. Gilbert PASTOR sort définitivement de séance et laisse un pouvoir à Mme Jackie GALABRUN-BOULBES.*

*M. Jean-Pierre GRAND sort définitivement de séance et laisse un pouvoir à Mme Catherine DARDE.*

**Monsieur le Président**

Affaire 19 : Monsieur JAOUL, Fédération Départementale des Chasseurs de l'Hérault et Association Départementale des Lieutenants de Louveterie de l'Hérault – Convention de partenariat en faveur de la protection territoriale.

**Monsieur Laurent JAOUL**

Merci, Monsieur le Président. Cette affaire inscrite à l'ordre du jour est relative aux dégâts occasionnés par les sangliers sur le territoire de la Métropole. Notre territoire métropolitain composé de 31 communes a la particularité d'être à la connexion de plusieurs écosystèmes relevant une richesse environnementale qu'il convient de préserver et de valoriser. En ce sens, notre EPCI a la volonté d'être réactif et exemplaire dans les mesures à prendre pour protéger et préserver les espaces naturels agricoles, la faune et la flore. Sensibilisés par la prolifération de sangliers aux abords des territoires urbains et périurbains, entraînant une multiplication alarmante des nuisances et des dégâts importants, nous avons initié un partenariat avec la Fédération Départementale des Chasseurs de l'Hérault en mai 2017. Ce partenariat s'est concrétisé par l'achat de plusieurs cages, pièges pour prendre les sangliers. Ces cages sont destinées à capturer les sangliers qui sont en surpopulation afin de réduire les risques de dégâts qu'ils pourraient occasionner dans le milieu urbain et périurbain à forte densité de population.

Ainsi, pour ce qui concerne les années 2017 et 2018, 183 sangliers ont été prélevés uniquement en milieu urbain et périurbain sur le territoire de la Métropole. Compte tenu du sexe-ratio, nous pouvons éviter la reproduction de près de 512 sangliers pour cette période uniquement sur les communes de la Métropole. Dès lors, la régulation des sangliers sur le territoire de la Métropole frôle les 700 captures. Nous le voyons aujourd'hui à travers les réseaux sociaux, les sangliers ne viennent pas uniquement dans les communes rurales, par exemple à Saint Geniès des Mourgues ou à Saint-Drézéry, ils sont arrivés en ville non seulement dans la première couronne, mais aussi à Montpellier sur l'Esplanade, dans le quartier de la Mosson, devant le Corum ou encore à Odysseum. Ces cages ont été posées sur les territoires des communes de Castelnau-le-Lez, Clapiers, Grabels et Montpellier.

C'est donc sur la base de cette évaluation que la Métropole va poursuivre son action de prévention et renforcer les mesures de protection de son territoire en renouvelant ce partenariat avec la Fédération des Chasseurs de l'Hérault, mais nous allons y associer également l'Association Départementale des Lieutenants de Louveterie de l'Hérault. L'inscription de ces missions dans la durée et dans le temps permet non seulement de poursuivre efficacement la préservation de la sécurité publique en milieu urbain et périurbain, mais aussi de participer à la gestion durable des espèces et des espaces. Il convient en effet de souligner la dangerosité que présente cette population de sangliers en zone urbaine, notamment en matière de risque de

collision avec des véhicules, et plus généralement en matière de sécurité publique. Il est nécessaire de pouvoir prendre en considération le comportement de ces animaux sauvages vis-à-vis de l'homme, plus particulièrement dans le cas de certains individus, exemple un sanglier apeuré, voire blessé, une laie qui vient de mettre bas.

La convention de partenariat aura pour objet de prévoir l'achat de matériels de protection indispensables aux prélèvements. Nous allons acheter des projecteurs, des torches, des chasubles pour un montant de 3 500 euros ainsi que des prestations de louveterie pour un montant de 1 500 euros. La Louveterie Française, fondée en 813, est une institution, reconnue d'utilité publique par décret du 1<sup>er</sup> mai 1926, qui participe au maintien et à la gestion durable des espèces sauvages compatibles avec les intérêts agrosylvo-cynégétique. Les Lieutenants de Louveterie, agents auxiliaires bénévoles de l'État, sont sommés par le Préfet et concourent sous son autorité à la régulation et à la destruction des animaux susceptibles d'occasionner des dégâts. Les dispositions relatives aux Lieutenants de Louveterie figurent aux articles L.427-1 et L.427-7 du Code de l'environnement. Cette Convention est conclue pour un an et fera l'objet d'une évaluation en termes de résultat. En conséquence, je vous propose de bien vouloir autoriser le Président Philippe SAUREL ou son représentant à bien vouloir signer la convention avec Monsieur Jean-Pierre GAILLARD, Président de la Fédération Départementale des Chasseurs de l'Hérault et avec Monsieur Robert CONTRERAS, Président de l'Association Départementale des Lieutenants de Louveterie de l'Hérault ainsi que tout document relatif à cette affaire. Je vous remercie.

#### **Monsieur le Président**

Merci, Monsieur JAOUL. Qui demande la parole ? En fait, les sangliers se reproduisent de plus en plus, et souvent ils sont nourris par les habitants qui laissent de la nourriture non loin de leur lieu de passage habituel, et ils s'approprient et descendent vers la mer pour aller boire. Là, les gens leur donnent à manger. Ils se renouvellent à une vitesse beaucoup plus importante que ce que leur dicte leur génétique propre. C'est pour cela que nous avons une croissance de la population de sangliers qui est gigantesque. Nous, avec Laurent JAOUL, nous avons essayé les cages et avec Monsieur GAILLARD, le Président de la Fédération.

Contre ? Abstention ?

*À l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité.  
Pour : 82 voix*

#### **Monsieur le Président**

Avant de passer à l'affaire 20, je voudrais féliciter Shaïn BOUMÉDINE de Fabrègues et Ophélie BAU de Montpellier, qui à la même heure du Conseil, monteront les marches à Cannes comme acteurs principaux du nouveau film de KECHICHE, *Mektoub My Love : Intermezzo*. « *Mektoub* » signifiant le destin. Ensuite, je voudrais également féliciter David AUBRY, nageur du MUC Natation qui devient Champion de France à Brive du 10 kilomètre en eau libre. Encore des champions. Montpellier, pépinière de champions et d'hommes et de femmes de culture.

#### **AFFAIRE N° 20 : LOGEMENT – FONDS DE SOLIDARITÉ POUR LE LOGEMENT (FSL) – AVENANT FINANCIER À LA CONVENTION-CADRE 2019 ENTRE LA CAISSE D'ALLOCATIONS FAMILIALES (CAF) ET MONTPELLIER MÉDITERRANÉE MÉTROPOLE DU 21 DÉCEMBRE 2018 – ABONDEMENT COMPLÉMENTAIRE**

#### **Monsieur le Président**

Affaire 20 : Il s'agit du Fonds de Solidarité pour le Logement (FSL). Qui demande des précisions ?

Contre ? Abstention ?

*À l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité.*

*Pour : 82 voix*

## **AFFAIRE N° 21 : LOGEMENT – PROGRAMME LOCAL DE L’HABITAT 2019-2024 – 2<sup>ème</sup> ARRÊT DU PROJET APRÈS AVIS DES COMMUNES**

*M. Jean-Luc COUSQUER, M. Mustapha MAJDOUL, M. Jean-Luc SAVY et Mme Sonia KERANGUEVEN sortent de séance.*

*Mme Véronique PEREZ, Mme Rosy BUONO, M. Eric PETIT, M. Rabii YOUSSEOUS et M. Alex LARUE (avec le pouvoir de M. Pierre DUDIEUZERE) entrent en séance.*

*M. Thierry DEWINTRE sort définitivement de séance et laisse un pouvoir à M. Christophe COUR.*

### **Monsieur le Président**

Affaire 21 : Monsieur SEGURA a la parole pour vous présenter le Programme Local de l’Habitat (PLH) 2019-2024. C’est le 2<sup>ème</sup> arrêt du projet après avis des communes.

### **Monsieur Noël SEGURA**

Merci, Monsieur le Président, mes chers collègues, le Conseil de Métropole, en février dernier, - vous vous en souvenez - a arrêté le projet du Programme Local de l’Habitat couvrant la période 2019-2024. Comme le prévoit le Code de la construction, ce projet de PLH a été transmis aux 31 communes de la Métropole pour qu’elles émettent un avis formel, notamment sur les moyens relevant de leurs compétences dans un délai de deux mois après la saisine officielle de la Métropole. Les Conseils Municipaux des communes ont ainsi pu s’exprimer sur le projet du PLH entre le 28 février et le 28 avril 2019, leur avis étant réputé favorable dans le cas contraire. Je tiens à rappeler que l’établissement du PLH a été l’occasion pour la Métropole d’associer étroitement les communes en amont, notamment pour l’examen des capacités constructives et la définition des objectifs de production de logements pour les six prochaines années, lors d’ateliers territoriaux ou à travers des entretiens spécifiques réalisés en communes.

Au vu des avis exprimés par les communes, le Conseil de Métropole est appelé à délibérer à nouveau sur le projet de PLH, pour le 2<sup>ème</sup> arrêt de celui-ci. Nous avons eu le plaisir de constater à la lecture des délibérations transmises par les communes que l’avis des Conseils Municipaux était unanimement favorable, avec 6 avis favorables tacites comptabilisés. Pour cinq communes, l’avis du Conseil Municipal a été accompagné de remarques concernant l’impact du développement urbain sur le déplacement et la mobilité, avec la nécessité de développer des solutions alternatives à la voiture, comme prévu notamment par le Schéma Directeur des Modes Actifs (SDMA) de la Métropole. Une remarque sur les objectifs du PLH a fait reporter nécessairement sur les nouvelles tranches ZAC communales métropolitaines une interrogation sur la manière dont les services de l’État vont, sur la base du PLH, fixer les objectifs de rattrapage du déficit de logements sociaux, des périodes triennales dans le cadre de l’application des lois SRU et DUFLOT.

Un appel à la mobilisation des services de la Métropole pour accompagner les communes dans la mobilisation des fonciers nécessaires à l’atteinte des objectifs du PLH. Des correctifs mineurs, notamment à la demande des communes, ont été également apportés au document sans que ne soit modifiée l’économie générale du projet, dont je rappelle rapidement l’équation : 5 000 à 5 400 logements par an à réaliser globalement sur l’ensemble du territoire, 36 % de logements locatifs sociaux sur les communes du Cœur de Métropole desservies par le réseau armature des transports en commun et 17 % d’accessions abordables dont 6 % de location-accession PSLA, 33 % de logements locatifs sociaux pour les autres communes concernées par la loi SRU ou susceptibles de l’être ces prochaines années et 30 % de logements locatifs sociaux pour les communes non SRU.

À l’issue de ce Conseil, le PLH sera transmis à l’État, à la fois pour avis, et pour qu’il saisisse le comité régional de l’habitat et de l’hébergement, le 25 juin, où je serai à Carcassonne et que l’État a bien voulu déplacer à 10h du matin puisque nous avions le Conseil Métropole à 14h et je n’aurais pas pu m’y rendre s’il n’avait pas accepté. L’adoption définitive du PLH est prévue

à l'issue de ces ultimes consultations. Il y a donc lieu d'arrêter pour la 2<sup>ème</sup> fois le projet de PLH après avis des Conseils Municipaux et des communes membres de notre Métropole.

Sur quelques questions qui avaient été posées, notamment par Monsieur ROUILLEAULT, Conseiller métropolitain, Conseiller Municipal de Castelnau-le-Lez, qui est intervenu sur le PLH lors de la commission planification aménagement durable du territoire foncier du 10 mai dernier à l'occasion de l'examen d'une affaire relative à la garantie d'emprunt sur la ZAC Eureka, extension à Castelnau-le-Lez. Je rappelle dans le projet de PLH dont le 2<sup>ème</sup> arrêt est à l'ordre du jour du Conseil de Métropole du 23 mai (aujourd'hui), les objectifs et les outils mobilisés pour la production de logements sont détaillés pour chacune des communes à travers l'établissement d'une fiche communale dont les grandes lignes ont été débattues en Conférence des Maires et dont le contenu précis a fait l'objet de nombreux échanges avec chacune des 31 communes. Monsieur ROUILLEAULT avait donc posé la question : la fiche PLH identifie l'opération d'aménagement Eureka extension à Castelnau à 1 200 logements et non à 1 800 logements correspondant au programme de la ZAC. Pourquoi ce décalage ? Je lui réponds que ce décalage est dû parce que le PLH va de 2019 à 2024 et là il y a 1 200 logements et que les autres seront faits dans le prochain PLH 2025-2029. Il restera 600 logements à réaliser après ce PLH.

L'opération sur le magasin *Netto*, toujours en question de Monsieur ROUILLEAULT, Avenue de l'Europe à Castelnau-le-Lez, est identifiée comme opération programmée alors que la commune de Castelnau-le-Lez explique qu'il s'agit d'un potentiel prévu par le PLU, mais qu'aucun projet n'est en cours. Aujourd'hui, je réponds que le PLH considère globalement le potentiel de réinvestissement le long de l'Avenue de l'Europe comme une opération de logements. S'agissant des tènements fonciers, qui ont de fortes chances de muter d'ici fin 2024, par une mise en chantier d'une opération de logements même si à ce jour aucun projet n'est connu.

En ce qui concerne la petite puce de *Midi Libre* où Monsieur MARTIN a répondu, je vais encore apporter un petit argumentaire. Bilan comparatif du mandat actuel et du mandat précédent : l'objectif du PLH de produire globalement 5 000 logements par an est largement atteint, avec une moyenne annuelle de 5 800 logements mis en chantier entre 2013 et 2018 sur l'ensemble de la Métropole.

Je voulais remercier le document qu'a fait Monsieur DUBOURG de *Midi Libre* sur les explications de ce PLH. Les objectifs du PLH 2013-2018 de production de logements sociaux définis sous la mandature précédente étaient de 40 % de logements locatifs sociaux étant manifestement surévalués au regard de la capacité à faire à l'époque. En effet, la part de logements locatifs sociaux engagés représente 27 % des logements autorisés de 2014 à 2018. Elle représentait également 27 % des logements réalisés entre 2009 et 2013. À la sortie, cela fait beaucoup plus de logements sociaux depuis 2014 puisque le volume global de production s'est accru, 9 582 logements locatifs sociaux financés entre 2009 et 2013, contre 7 166 entre 2008 et 2013, soit plus de 2 416 logements sur six ans dans les deux cas. Non seulement la Métropole et les communes n'ont pas relâché leurs efforts depuis 2014, mais au contraire elles ont produit davantage de logements locatifs sociaux dans un contexte où les conditions économiques se sont pourtant nettement durcies pour les organismes HLM en 2017-2028 : hausse de la TVA, application de la réduction de loyers de solidarité, assèchement des fonds propres.

La tension sur les marchés du logement locatif privé, promotions neuves, s'est encore accentuée depuis 2013. Ce dont atteste la hausse de la demande locative sociale à 24 000 administrés qui sont en attente de logement social en 2018, c'est 11 % de plus qu'en 2013. Ce nouveau PLH qui couvre la période 2019-2024 prévoit un objectif global de 42 % de logements sociaux dont 36 % de logements locatifs sociaux et 6 % de logements en location accession, un financement présocial de logements accession PSLA, qui je le rappelle, depuis le Président MACRON, a été intégré dans le comptage de logements sociaux, ce qui avait été demandé et qui est très bien pour un parcours résidentiel. Surtout, la Métropole est plus ambitieuse dans ce nouveau PLH



par rapport à l'ancien sur le cœur de cible que constituent les logements locatifs sociaux financés en PLUS ou en PLAI : 28 % sont prescrits contre 25 % précédemment.

Les PLUS et PLAI répondent en effet bien mieux aux revenus et à la demande des ménages de la Métropole que des logements financés en PLH, dont le niveau des loyers concernant les logements familiaux et les logements locatifs intermédiaires. 31 % des ménages de la Métropole ont des revenus sous le plafond du PLAI, 77 % des demandeurs de logements sociaux. En outre, la Métropole se donne les moyens nécessaires d'atteindre ses objectifs très ambitieux à l'avenir, au travers notamment de la servitude de mixité sociale qu'elle prévoit de renforcer dans les PLU des communes au fur et à mesure de leur modification et qu'elle va introduire dans le futur PLAI. L'évolution du taux d'équipement de la Métropole et de la Ville, grâce à ses efforts continus, la Métropole atteint un taux d'équipement de logements sociaux au 1<sup>er</sup> janvier 2018 de 19,76 %.

Sur les 20 communes SRU de Montpellier Méditerranée Métropole sachant que les agglomérations du Sud n'ont pas bénéficié de la révolution industrielle, et donc d'un héritage patrimoine social, ce taux n'était encore que de 17 % en 2013. Compte tenu de l'augmentation très forte du parc des résidences principales de la Métropole, l'accroissement de presque 3 points du taux d'équipement en logements locatifs sociaux traduit un effort très substantiel. Cette politique active et continue dans le temps concerne l'ensemble des 31 communes de la Métropole, y compris celles qui ne sont pas soumises à la loi SRU : dans le nouveau PLH, elles réalisent 30 % de logements sociaux au sein de la construction neuve. Ces trois dernières années, la production de logements locatifs sociaux a été équivalente, voire légèrement supérieure dans les 30 communes hors Montpellier que dans la ville-centre.

Sur la Ville de Montpellier, le taux de logement social est passé de 21 % en 2013 à 24 % selon les chiffres officiels de l'Etat (la Direction Territoriale des Territoires et de la Mer), ce qui permet à la Ville d'être à un point de l'objectif de disposer des 25 % des logements sociaux en stock à échéance 2025 conformément aux lois SRU et DUFLOT. À ce stade, il ne manque plus à Montpellier que 1 204 logements sociaux pour être en conformité avec la loi. Cette situation est bien plus favorable que celles de bon nombre de grandes villes du Sud de la France. En 2015 sur 7 ans, Toulouse est à 20,65 %, Bordeaux à 16,86 %, Nice à 12,67 %, Marseille à 20,28 %, Lyon plus au Nord à 19,77 %. Le taux d'équipement en logements sociaux des 30 communes de 3 Montpellier Méditerranée Métropole hors Montpellier atteint désormais 10 % contre 8 % en 2013. Les communes de la Métropole les mieux équipées en logements sociaux après Montpellier - je les félicite -, sont Jacou et Baillargues avec respectivement 16,4 % et 15,3 % de logements sociaux en stock. Le PLH prévoit la réalisation de 36 % de logements locatifs sociaux, quand celui de Toulouse Métropole en prévoit 35 %. Voilà Monsieur le Président.

### **Monsieur le Président**

Merci, Monsieur SEGURA, pour cet exposé très complet. Vous en avez fabriqué toute une famille de plus, parce que si nous voulons trouver des informations dans tout ce que vous avez dit, il y en a des centaines et des très importantes. Qui demande la parole ? Monsieur ROUILLEAULT, Monsieur MARTIN, Monsieur MEISSONNIER et Monsieur REVOL.

### **Monsieur Henri ROUILLEAULT**

Merci, Monsieur le Président, chers collègues, j'ai deux remarques. La première est purement technique. Comme les mois avancent, nous disposons maintenant de données supplémentaires. Dans ce qui nous avait été soumis la fois dernière, nous avions des données rétrospectives sur la période 2013 jusque 2017 et puis nous avions de la prospective 2019-2024. Maintenant, les données 2018 doivent être disponibles et je pense qu'il serait bien que dans la version qui soit transmise à l'Etat, l'année 2018 y soit, pour raccorder le passé et les prévisions et bien sûr à cette occasion s'assurer qu'il n'y a pas de problème. C'est un point technique et je pense que c'est un travail qui ne demanderait plus grand-chose à ce stade, mais qui est important pour bien savoir de quoi nous parlons.

Merci à Monsieur SEGURA pour les réponses qu'il apporte. Entendu sur le 1 200 et le 1 800. Par contre, sur le *Netto*, je pense que c'est un sujet extrêmement sensible et comme il est écrit



dans la fiche technique Castelnau-le-Lez opération programmée et dans la carte qui est en page 3 de la fiche technique, il y a une flèche vers aussi ce « Netto ». Alors qu'aucune opération n'est programmée à ce jour, je pense qu'il serait bien de corriger l'affiche puisque vous êtes d'accord, entre la commune et la Métropole, il n'y a pas d'opération programmée à cette date. Cela a été dit en Conseil Municipal par le Maire et cela vient d'être redit par Noël SEGURA. Je pense qu'il faut corriger la carte et ne pas mettre cette opération programmée avec cette flèche. Il suffit sans doute d'indiquer qu'il y a bien entendu un certain nombre de constructions qui vont s'opérer sur l'Avenue de l'Europe.

**Monsieur le Président**

Merci, Monsieur ROUILLEAULT.

**Monsieur Hervé MARTIN**

Merci, Monsieur le Président. Très brièvement juste pour reprendre un point ou deux que Monsieur SEGURA a bien voulu m'apporter en réponse, tout d'abord je suis ravi qu'enfin soit reconnu le mensonge qui était mené depuis des semaines, et même des mois, selon lequel le taux de logements sociaux du PLH précédent n'était pas de 40 %. Enfin, il est reconnu qu'il était de 40 %, j'en suis bien content. Ceci dit, il faut quand même avoir du ventre pour venir expliquer que le taux qui avait été fixé comme objectif à l'époque était finalement trop ambitieux et expliquer en même temps qu'en ce moment, dans le nouveau PLH, on aurait un taux encore plus ambitieux. Il faudrait choisir. Ensuite, dernier petit point pour ne pas rentrer dans tous les détails - en tout cas pas aujourd'hui, nous y reviendrons une autre fois, puisque ce sera encore voté une troisième fois après l'avis du Préfet - le fait que maintenant soit incorporée l'accession à la propriété dans le logement social, cela ne fait donc pas 42 % de logements, mais 36 % de logements sociaux + 6 % de PSLA. Ne disons pas, c'est tromper les gens que de dire cela, qu'il y a 42 % de logements sociaux. Que le PSLA soit un maillon essentiel du parcours résidentiel, cela oui bien entendu, c'est extrêmement important, mais cela ne fait pas 42 % de logements sociaux, même si pour rendre service à certaines communes amies de Monsieur MACRON et du Gouvernement, on se permet d'introduire cela pour le compter dans le quota de la loi SRU, mais ce n'est pas du logement social.

**Monsieur le Président**

Disons qu'administrativement c'est comptabilisé comme.

**Monsieur Hervé MARTIN**

C'est comptabilisé loi SRU, mais ce n'est pas du logement social. C'est extrêmement important que ce soit dit.

**Monsieur le Président**

Mais nous l'avons dit depuis le début.

**Monsieur Hervé MARTIN**

Depuis le début, vous menez des mensonges. Vous le premier, excusez-moi. D'ailleurs, dernier point, sur les 27 ou 28 % qui ont été réalisés, il suffisait de bien vouloir le faire. Je suis désolé. Je me souviens des vœux de 2015, vos premiers vœux, où vous aviez dit que vous vouliez diminuer le taux de logements sociaux parce que vous ne vouliez pas que Montpellier ressemble à Sarcelles. C'est vous qui avez décidé de diminuer ce taux de logements sociaux dans la réalisation qui aurait dû se faire ces dernières années.

**Monsieur le Président**

Je n'ai jamais parlé de Sarcelles.

**Monsieur Hervé MARTIN**

Je vous ressortirai la coupure de presse. Peu importe le choix de la commune, je vous ressortirai l'article de presse.

**Monsieur le Président**

De La Courneuve, pas de Sarcelles.

**Monsieur Hervé MARTIN**

Non. Vous avez dit Sarcelles. Mais peu importe, on s'en fout.

**Monsieur le Président**

Parce que Sarcelles, c'était STRAUSS-KAHN.

**Monsieur Hervé MARTIN**

Peu importe, on s'en fout.

**Monsieur le Président**

Je n'ai pas parlé de STRAUSS-KAHN.

**Monsieur Hervé MARTIN**

Dans tous les cas, peu importe la commune que vous avez choisie en exemple, c'est que vous avez décidé d'en faire moins.

**Monsieur le Président**

Plus.

**Monsieur Hervé MARTIN**

C'est cela la réalité. Non. Vous l'avez dit vous-même.

**Monsieur le Président**

Vous étiez à 21 %, vous êtes à 25 % pratiquement.

**Monsieur Hervé MARTIN**

Continuez de vous contredire.

**Monsieur le Président**

Mais non.

**Monsieur Hervé MARTIN**

Mais si. C'est vous qui avez dit que vous vouliez en faire moins. Je n'y peux rien. Assumez-le. Assumez-le.

**Monsieur le Président**

Quand cela vous arrange, vous le prenez au pied de la lettre et quand cela ne vous arrange pas, vous faites de grandes théories philosophiques.

**Monsieur Hervé MARTIN**

Non. Ce n'est pas de la philo là.

**Monsieur le Président**

Mais si, j'ai été avec vous pendant des années, je connais la méthode. C'est la dialectique classique. Je la connais par cœur. Ce que je voulais vous dire, ce que je ne voulais pas, c'est qu'il y ait 42 % ou 50 % de logements sociaux à Montpellier.

**Monsieur Hervé MARTIN**

Si vous y aviez lu le PLH, vous auriez vu que ce n'était pas cela qui était prévu.

**Monsieur le Président**

Là, nous sommes à 36 %.

**Monsieur Hervé MARTIN**

Là, c'est vous qui menez une dialectique. Vous prenez vraiment les gens pour des imbéciles. C'est faramineux.

**Monsieur le Président**

Attendez, c'est vous qui m'avez appris.

**Monsieur Hervé MARTIN**

Si vous aviez lu le PLH passé, vous auriez vu qu'il était hors de question de faire tout cela rien que sur Montpellier.

**Monsieur le Président**

Vous êtes quand même content que nous fassions  $36 \% + 6 = 42$ .

**Monsieur Hervé MARTIN**

Arrêtons de dire n'importe quoi. Vous n'avez pas voulu les faire et vous l'aviez annoncé dès le départ du mandat.

**Monsieur le Président**

Écoutez, la Ville de Montpellier : 24 %.

**Monsieur Hervé MARTIN**

Oui, mais parce que c'est une hausse qui date de 30 ans.

**Monsieur le Président**

Oui, ce n'est pas nous. Tout ce qui est bien, ce n'est pas nous et tout ce qui est mal, c'est nous. Je connais la dialectique.

**Monsieur Hervé MARTIN**

Je vous dis simplement comme c'est organisé et vous, vous donnez un coup de frein.

**Monsieur Jean-Luc MEISSONNIER**

Monsieur le Président, je voudrais remercier Noël SEGURA de rappeler un peu ce classement, puisque je voudrais dire que quand je suis arrivé en 2001 aux affaires, j'ai repris la commune derrière 24 ans de socialisme. 24 ans avec les socialistes, c'étaient 2 % de logements sociaux.

**Monsieur le Président**

Aïe, ça, c'est une puce. Ça pique.

**Monsieur Jean-Luc MEISSONNIER**

Juste vous dire que quand on se bat pour la mixité sociale et l'intégration de nouvelles populations, nous n'avons pas besoin d'être socialistes ou communistes pour faire l'intérêt général en priorité. Là-dessus, je crois que nous sommes un bel exemple, puisque je crois quand même que tout le monde comprend que je suis de droite, et bien de droite, et que je n'ai de leçons à recevoir de personne. Je vous remercie.

**Monsieur le Président**

Poursuivons.

**Monsieur René REVOL**

C'est le Maire de Grabels qui intervient. Je ne sais pas s'il est de droite, de gauche, insoumis ou je ne sais pas quoi. Il faut respecter le mandat des électeurs. Quand nous nous présentons aux élections, nous avons une étiquette, et puis en même temps, nous avons un programme, et dans le programme de notre commune, il y avait le fait d'augmenter le nombre de logements sociaux. Ensuite, nous le faisons en partenariat avec tous. Je ne voulais pas intervenir sur ce point parce que je ne voulais pas que ce dossier important soit l'objet de polémiques purement politiciennes. La question qui se trouve posée, c'est que notre commune a voté à l'unanimité le PLH. Je continuerai à voter ce PLH parce que c'est un effort global qu'il faut faire. Maintenant, il ne faut pas que nous nous cachions derrière des boîtes d'allumettes.

Je suis d'accord avec la remarque que fait Monsieur MARTIN, le PSLA, l'accession à la propriété aidée est une chose nécessaire dans le programme résidentiel, mais ce n'est pas au

sens propre des logements sociaux. Ce n'est pas qualifié comme tel, même s'il rentre dans le calcul depuis la loi ÉLAN, qui est la plus récente, et qui naturellement facilite pour certaines communes l'accèsion au taux nécessaire, puisqu'on compte maintenant l'accèsion à la propriété d'un logement social. C'est le premier point. Deuxième point, je remercie Monsieur SEGURA d'avoir fait une intervention plus complète que la dernière fois en donnant beaucoup d'éléments et notamment en précisant la situation : le cœur des logements sociaux, c'est le PLUS et ce sont les PLAI. Sur la Ville de Montpellier, plus de 30 % de la population est éligible au PLAI et dans les demandes de logements sociaux aujourd'hui, cela représente 70 % des demandes.

J'avais souligné cela lors de notre dernière intervention. Nous n'allons pas régler ce problème du jour au lendemain, mais je constate jour après jour lorsqu'il s'agit d'attribuer des logements sociaux dans les commissions qui sont mises en place, que de nombreux demandeurs ne peuvent pas accéder à des logements sociaux du type PLUS. Je ne parle même pas du PLS qui pour moi n'est pas un véritable logement social, mais même PLUS. Pourquoi ? Parce que leurs revenus sont trop faibles. En ayant sur la Métropole près de 20 % de la population en dessous du seuil de pauvreté, 25 % au niveau de la Ville de Montpellier, il est normal que dans les demandes de logement, vu le prix de l'immobilier et le prix des loyers dans le secteur libre, nous ayons ces 70 % qui sont éligibles au PLAI, et qui ne trouvent pas la possibilité de se loger, car les logements sociaux moyens sont trop chers pour eux.

C'est finalement la mort dans l'âme que nous ne pouvons pas leur attribuer ce logement parce qu'il leur faut un minimum de reste à vivre. Nous ne pouvons pas attribuer le logement si le loyer est trop élevé. Nous sommes tous confrontés à ce problème et pour le régler, il faut que l'effort d'installation PLAI augmente. J'avais fait la remarque, mais ensuite nous pouvons très bien dans la réalisation du PLH aller plus loin et j'en appelle à tous mes collègues pour que dans les programmes qui sont prévus notamment autour de Montpellier, nous pesions, dans la construction des dossiers pour que la proportion de PLAI soit suffisamment importante pour pouvoir répondre à cette demande. J'avais dans la précédente mandature voté et défendu tous les PLH malgré les divergences qu'il pouvait y avoir sur d'autres points, j'en fais de même ici et il faut que nous soyons solidaires dans cet effort au niveau de la totalité de la Métropole. Voilà pourquoi je voterai à nouveau ainsi que la troisième fois.

#### **Monsieur le Président**

Merci, Monsieur REVOL.

#### **Monsieur Renaud CALVAT**

Merci, Monsieur le Président. Je remercie Monsieur le Vice-Président d'avoir cité le trio de tête. Ma commune, Jacou, est depuis de nombreuses années la deuxième commune en matière de pourcentage d'accueil de logements sociaux. Je peux me féliciter que ce pourcentage de logements sociaux, sur l'ensemble du territoire de la Métropole, n'ait fait qu'augmenter ces dernières années et je crois que toutes les communes ici, ou presque, pour ne pas dire toutes, ont fait de sérieux efforts en la matière, en ayant bien compris qu'il fallait accueillir des populations peut-être plus précaires ou plus fragiles et que c'était indispensable à la vie dans notre territoire. Je regrette juste une chose, mais vous n'en êtes pas responsable Monsieur le Président, c'est inhérent à cette intercommunalité depuis la création de l'Agglomération : alors que la loi CHEVÈNEMENT avait prévu la création d'une dotation de solidarité intercommunale permettant d'encourager les communes dans une intercommunalité qui s'engageaient à créer du logement social, cette Dotation n'a jamais été créée par cette intercommunalité.

Je regrette aussi que l'intercommunalité n'accompagne pas un peu plus en matière d'équipements intercommunaux ou de soutien aux équipements communaux les communes qui s'engagent fortement en matière de logement social. C'est vrai que nous avons tous fait des efforts et c'est en grande partie liée à la loi SRU, qui était du Gouvernement de gauche, si je m'en rappelle bien, cette loi qui a permis l'augmentation notable des logements sociaux sur le territoire des 31 communes. Je pense qu'elle aurait pu s'accompagner d'une démarche volontaire de l'intercommunalité, parce qu'on ne peut pas fonctionner qu'avec des bâtons.

Effectivement, il y a certaines communes, pas dans la Métropole peut-être qui disent : Je préfère payer une amende plutôt que d'avoir des logements sociaux. Je pense que nous avons heureusement dépassé cela ici.

En revanche, de temps en temps, dire que l'on peut accompagner la vertu et que certaines communes s'engagent à accueillir des populations plus précaires, plus difficiles, cela nécessite des investissements en matière culturelle, sportive, éducative, l'intercommunalité s'engage à vous accompagner. La loi CHEVÈNEMENT l'avait prévu, cela n'a pas été mis en place en 2001 au moment de la création de l'Agglomération. Cela n'existe pas. Nous en avons d'ailleurs parlé, Monsieur REVOL, si vous vous en rappelez dans le bureau, lorsque nous nous étions réunis au moment de votre élection, Monsieur le Président, et de la transformation de la Métropole. Nous aurions pu créer une dotation ou un accompagnement intégrant cet état de fait sur les logements sociaux, cela n'a pas été le cas. Je nous encourage collectivement à y réfléchir pour les prochaines années.

#### **Monsieur le Président**

J'entends bien votre raisonnement, il n'est pas abscons, il est fondé et logique, mais si nous voulons l'adopter, il faut aussi intégrer dans ce raisonnement d'autres paramètres que le logement social, parce qu'il y a par exemple des communes qui ont beaucoup travaillé sur l'état de leur voirie, de leur éclairage public, de l'espace public, par rapport à d'autres, qui les ont un peu négligés. Nous l'avons vu lors des transferts commune/Métropole. L'espace public, c'est aussi un lieu de solidarité comme le logement social. Cela veut dire que pour récompenser la vertu sur des équipements, sur des investissements, il faudrait établir d'abord une grille de paramètres dont ferait partie le logement social, mais pas que le logement social.

#### **Monsieur Renaud CALVAT**

Je suis tout à fait d'accord avec vous. D'ailleurs, lorsque dans les débats législatifs sur la loi CHEVÈNEMENT était prévu, entre autres, d'intégrer dans cette dotation de solidarité les questions de potentiel fiscal inversé ou d'intégrer le dynamisme économique. C'est-à-dire qu'une commune qui s'engage à créer une Zone d'Activités enrichit toute la Métropole, puisqu'aujourd'hui nous sommes financés en grande partie par la CFE. Bien évidemment, dans cette grille de la vertu, il ne faut pas intégrer que la question du logement social, il faut l'intégrer parce qu'elle est fondamentale pour la ville-centre parce qu'il est normal de répartir à l'échelle des 31 communes la complexité de gestion de la ville-centre et nous y intégrons le potentiel fiscal inversé, les taux d'imposition et le dynamisme économique. C'est un beau travail pour les prochaines années.

#### **Monsieur le Président**

Nous l'avons fait de façon un peu timide sur certains points. Je prends un exemple. Nous nous étions dit en début de mandat : lorsque nous allons construire un équipement public, il faut pour déterminer sa construction qu'il ait à la fois une vertu intercommunale de proximité, mais aussi un rôle avec les autres intercommunalités voisines. Nous l'avons fait à Saint-Brès, par exemple : la piscine de Saint-Brès reçoit des sportifs et des citoyens venus de Saint-Brès, mais venus des communes alentours, et nous avons reçu une demande, que nous sommes en train de traiter. Nous avons Saint-Christol qui voulait venir puis finalement qui n'est pas venue, mais Lunel fait la démarche pour venir utiliser la piscine de Saint-Brès. L'équipement a une portée solidaire, interterritoriale. C'est ce que nous avons dit, et l'équipement est en train de le faire. C'est une réponse à ces équipements intercommunaux qui ont plus d'actions de proximité, mais aussi avec les intercommunalités périphériques, qui va dans le sens de la résorption de ce que certains appellent la France périphérique. C'est-à-dire les Hinterlands qui ne sont pas drainés à la fois pour le sport, la culture, l'enseignement, les équipements publics, etc. Nous l'avons fait de façon timide, mais nous pouvons aller plus loin. Beau chantier, je suis d'accord.

#### **Monsieur Jean-Luc MEISSONNIER**

Oui, Monsieur le Président, nous en avons discuté ici entre Maires et Vice-Présidents. Je crois que l'accompagnement du logement social aussi devrait donner une réflexion sur la mutualisation des CCAS. Vous savez que les personnes qui arrivent et qui sont dans un état de précarité sont souvent sujettes à venir auprès des Mairies demander la gratuité des tickets de

cantine, demander certaines aides qui sont à la charge des communes. Cela peut freiner certaines communes pour justement avoir ce delta de quota de logements sociaux, lié à des pénalités, qui sont calculées pour chaque commune d'une manière ou d'une autre, mais surtout l'impact que l'on peut avoir sur la solidarité qui est propre à la charge des communes et qui freine notamment certains élus de rentrer dans ce quota de logements sociaux, parce que cela a un coût. Nous savons très bien que les populations qui sont dans un état de précarité se tournent vers les Mairies, et se retrouvent souvent dépourvues pour payer notamment des voitures scolaires, des cantines pour les enfants et tout cela a un coût : augmentation des impôts. C'est pour cela peut-être qu'une réflexion pour inciter certaines collectivités à aller dans le sens des plus démunis et faire du logement social d'une manière un peu plus vindicative, cela passerait peut-être par là.

**Monsieur le Président**

Merci Monsieur MEISSONNIER. Qui demande la parole ?

**Monsieur Noël SEGURA**

Je voulais simplement remercier les personnes qui sont intervenues, mais sachez que le PSLA, c'est je le dis un parcours résidentiel. Cela va laisser des appartements en location libre, permettre d'en construire d'autres et ensuite ce PSLA, au bout de quelques années, la personne pourra le vendre pour enfin s'établir dans la maison de son choix et laisser à nouveau un autre logement sachant que le PSLA n'est déduit que sur 5 ans.

**Monsieur le Président**

Merci, Monsieur SEGURA.

Je mets aux voix l'affaire 21. Qui est contre ? Qui s'abstient ?

*À l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité des voix exprimées.*

*Pour : 82 voix*

*Abstention : 2 voix*

*Se sont abstenus : Mme Clare HART, M. Hervé MARTIN*

**AFFAIRE N° 22 : LOGEMENT – CONSTRUCTION DE 67 LOGEMENTS SOCIAUX À MONTPELLIER ET CLAPIERS – ATTRIBUTION DE SUBVENTIONS À L'OFFICE PUBLIC DE L'HABITAT ACM HABITAT – CONVENTIONS – AUTORISATION DE SIGNATURE**

**Monsieur le Président**

22 : toujours Monsieur SEGURA qui vous propose 67 logements sociaux à Clapiers.  
Qui demande la parole ?

Contre ? Abstention ?

*Ne participent pas au débat et ne prennent pas part au vote : M. Gérard CASTRE, M. Robert COTTE, M. Abdi EL KANDOUSSI, Mme Chantal LÉVY-RAMEAU, Mme Patricia MIRALLES, Mme Marie-Hélène SANTARELLI, M. Philippe SAUREL.*

*A l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité des voix exprimées.*

*Pour : 77 voix*

*Ne prend pas part au vote : 7 voix.*

**AFFAIRE N° 23 : LOGEMENT – RÉHABILITATION DE 313 LOGEMENTS SOCIAUX – RÉSIDENCE « LES GÉMEAUX », 265 RUE DES ALBIGEOIS À MONTPELLIER – GARANTIE D'EMPRUNTS À ACM HABITAT, OFFICE PUBLIC DE L'HABITAT DE MONTPELLIER MÉDITERRANÉE MÉTROPOLE – AUTORISATION DE SIGNATURE**

**Monsieur le Président**

Affaire 23 : réhabilitation de 313 logements sociaux – Résidence « Les Gémeaux », rue des Albigeois à Montpellier.

Contre ? Abstention ?

*Ne participent pas au débat et ne prennent pas part au vote : M. Gérard CASTRE, M. Robert COTTE, M. Abdi EL KANDOUSSI, Mme Chantal LÉVY-RAMEAU, Mme Patricia MIRALLES, Mme Marie-Hélène SANTARELLI, M. Philippe SAUREL.*

*A l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité des voix exprimées.*

*Pour : 77 voix*

*Ne prend pas part au vote : 7 voix.*

**AFFAIRE N° 24 : LOGEMENT – RÉHABILITATION DE 46 LOGEMENTS, RÉSIDENCE « VAL DE CROZE » RUE CHENG DU À MONTPELLIER – GARANTIE D'EMPRUNTS À ACM HABITAT, OFFICE PUBLIC DE L'HABITAT DE MONTPELLIER MÉDITERRANÉE MÉTROPOLE – AUTORISATION DE SIGNATURE**

**Monsieur le Président**

Affaire 24 : réhabilitation de 46 logements « Val de Croze », rue Cheng Du.

Contre ? Abstention ?

*Ne participent pas au débat et ne prennent pas part au vote : M. Gérard CASTRE, M. Robert COTTE, M. Abdi EL KANDOUSSI, Mme Chantal LÉVY-RAMEAU, Mme Patricia MIRALLES, Mme Marie-Hélène SANTARELLI, M. Philippe SAUREL.*

*A l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité des voix exprimées.*

*Pour : 77 voix*

*Ne prennent pas part au vote : 7 voix.*

**AFFAIRE N° 25 : LOGEMENT – RÉHABILITATION DE 29 LOGEMENTS, RÉSIDENCES « GEORGES FABRE » IMPASSE DE CHALDÉE À MONTPELLIER – GARANTIE D'EMPRUNTS À ACM HABITAT, OFFICE PUBLIC DE MONTPELLIER MÉDITERRANÉE MÉTROPOLE – AUTORISATION DE SIGNATURE**

*M. Arnaud MOYNIER sort de séance.*

**Monsieur le Président**

Affaire 25 : réhabilitation de 29 logements, résidences « Georges Fabre » impasse de Chaldée.

Contre ? Abstention ?

*Ne participent pas au débat et ne prennent pas part au vote : M. Gérard CASTRE, M. Robert COTTE, M. Abdi EL KANDOUSSI, Mme Chantal LÉVY-RAMEAU, Mme Patricia MIRALLES, Mme Marie-Hélène SANTARELLI, M. Philippe SAUREL.*

*A l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité des voix exprimées.*

*Pour : 76 voix*

*Ne prennent pas part au vote : 7 voix.*

**AFFAIRE N° 26 : LOGEMENT – CONSTRUCTION DE 36 LOGEMENTS SOCIAUX – RÉSIDENCE « DOMAINE DE COURPOUYRAN – TRANCHE 2 », ANCIENNE ROUTE DE LODÈVE À JUVIGNAC – GARANTIE D’EMPRUNTS À LA SA D’HLM IMMOBILIÈRE MÉDITERRANÉE – CONVENTION – AUTORISATION DE SIGNATURE**

**Monsieur le Président**

Affaire 26 : Monsieur SEGURA vous propose la construction de 36 logements sociaux « Domaine de Courpouyrans » sur l’ancienne route de Lodève à Juvignac.

Contre ? Abstention ?

*Ne participe pas au débat et ne prend pas part au vote : Mme Stéphanie JANNIN.*

*A l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité des voix exprimées.*

*Pour : 82 voix*

*Ne prend pas part au vote : 1 voix.*

**AFFAIRE N° 27 : LOGEMENT – CONSTRUCTION DE 12 LOGEMENTS SOCIAUX – RÉSIDENCE « BLUE ONE » – 649 AVENUE DES PLATANES À LATTES – GARANTIE D’EMPRUNTS À LA SA D’HLM IMMOBILIÈRE MÉDITERRANÉE – CONVENTION – AUTORISATION DE SIGNATURE**

**Monsieur le Président**

Affaire 27 : 12 logements sociaux – Résidence « Blue One » à Lattes.

Contre ? Abstention ?

*À l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité.*

*Pour : 83 voix.*

**AFFAIRE N° 28 : LOGEMENT – CONSTRUCTION DE 5 LOGEMENTS SOCIAUX – RÉSIDENCE « LERO’VIA », AVENUE DE SAINT-MAUR À MONTPELLIER – GARANTIE D’EMPRUNTS À LA SA D’HLM IMMOBILIÈRE MÉDITERRANÉE – CONVENTION – AUTORISATION DE SIGNATURE**

**Monsieur le Président**

Affaire 28 : 5 logements sociaux – Résidence « Lerovi’a », avenue de Saint-Maur à Montpellier.

Contre ? Abstention ?

*Ne participe pas au débat et ne prend pas part au vote : Mme Stéphanie JANNIN.*

*A l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité des voix exprimées.*

*Pour : 82 voix*

*Ne prennent pas part au vote : 1 voix.*

**AFFAIRE N° 29 : LOGEMENT – CONSTRUCTION D’UN ÉTABLISSEMENT D’HÉBERGEMENT POUR PERSONNES ÂGÉES DÉPENDANTES DE 67 CHAMBRES – EHPAD LES VIOLETTES, RUE DE LA TAILLADE À MONTPELLIER – GARANTIE D’EMPRUNT À LA SA D’HLM FDI HABITAT – CONVENTION – AUTORISATION DE SIGNATURE**

*M. Jean-Luc MEISSONNIER (avec le pouvoir de M. Jean-Pierre RICO), M. Alex LARUE (avec le pouvoir de M. Pierre DUDIEUZÈRE) et M. Joël RAYMOND (avec le pouvoir de M. Cyril*



*MEUNIER) sortent de séance.*

*M. Jean-Luc SAVY et M. Mustapha MAJDOUL entrent en séance.*

*M. Arnaud MOYNIER entre en séance puis sort définitivement de séance en laissant un pouvoir à M. Geniès BALAZUN.*

*Mme Aline DESTAILLATS sort définitivement de séance et laisse un pouvoir à Mme Chantal CLARAC.*

### **Monsieur le Président**

Affaire 29 : construction d'un Établissement d'Hébergement pour Personnes Âgées Dépendantes de 67 chambres – EHPAD Les Violettes, rue de la Taillade par FDI Habitat. Je donne la parole à Madame DARDE qui l'a demandée.

### **Madame Catherine DARDE**

Merci, Monsieur le Président. Je suis bien sûr tout à fait favorable à cette garantie d'emprunt, mais je m'interrogeais pourquoi est-ce qu'à cet établissement qui va accueillir à Montpellier - Centre un certain nombre de personnes âgées, si nous allons dans le sens de ce que nous venons de dire, c'est-à-dire de permettre à chacun selon ses ressources de pouvoir avoir un habitat adapté, on ne lui a pas demandé en contrepartie d'avoir au moins une habilitation partielle à l'aide sociale ? Parce que cela veut dire quand même que les personnes âgées qui ont de faibles ressources ne pourront jamais intégrer cet EHPAD. Ils ne l'intègrent déjà pas actuellement, mais quand il sera reconstruit, il sera encore plus cher. J'aurais bien vu une condition, c'est-à-dire une habilitation au moins partielle à l'aide sociale pour cet EHPAD, qui est en plus mutualiste. Cela participe de l'esprit mutualiste, sinon nous allons avoir uniquement des gens qui ont des ressources très élevées. Merci.

### **Madame Annie YAGUE**

Merci de me donner la parole. Alors, sur les EHPAD, j'ai l'occasion aujourd'hui de dire que la Ville de Montpellier gère 7 EHPAD qui accueillent à peu près 560 personnes. Sur la Ville de Montpellier, bien sûr toutes nos places sont habilitées à l'aide sociale. Nous avons toutes les places nécessaires pour accueillir les personnes en difficulté et je nous vois mal nous immiscer dans les affaires de la mutualiste, qui va faire cet EHPAD, et leur imposer un quota.

Chacun choisit le quota qu'il veut avoir. Certains EHPAD ont un quota *a minima* pour l'aide sociale, d'autres n'en ont pas du tout et d'autres ont moitié-moitié. La Ville de Montpellier fait du 100 %, mais cela a aussi une conséquence financière que la Ville assume entièrement, c'est-à-dire que l'équilibre de ces EHPAD, c'est la municipalité qui le fait et nous nous contentons de ce à quoi nous avons droit pour l'aide sociale. Mais nous ne pouvons pas demander aux autres EHPAD de déséquilibrer leur budget, parce que cela fera fermer des places aussi.

Il y a à Montpellier et ailleurs des gens qui ont aussi les moyens de payer des EHPAD un peu plus cher, et il faudrait peut-être réfléchir à un tarif social que nous pourrions intégrer entièrement sur les EHPAD, mais à ce moment-là il faut changer complètement notre fusil d'épaule et accepter que nos communes participent à l'hébergement des personnes âgées. Nous le faisons à Montpellier et j'aimerais bien que cela soit fait aussi sur les autres établissements qu'il peut y avoir sur la Métropole, parce qu'aujourd'hui la Ville de Montpellier assure la solidarité sur les personnes âgées, en tout cas pour toutes les personnes de la Métropole, puisqu'à Montpellier nous accueillons à peu près 30 % de personnes qui viennent de la Métropole, 70 % qui viennent de la Ville de Montpellier. Nous le faisons avec plaisir. Ce sont des gens qui sont en difficulté, des familles que nous aidons et cela me permet aussi de revenir sur ce qui a été dit, sur la solidarité, le taux de pauvreté que nous avons sur le territoire.

Nous avons parlé de 20 % à Montpellier. Non, Montpellier, c'est 26 % de taux de pauvreté, mais par contre dans les 30 communes alentours, c'est 9 %. La moyenne est de 19 %, c'est-à-dire Montpellier + les autres communes. Montpellier est équipée pour recevoir cette population qui est en difficulté et qui vit une situation de précarité. Vous avez raison, Monsieur MEISSONNIER cela a un coût d'engagement, un engagement de la commune, de la population et bien sûr des élus qui sont à la tête de ces communes. Montpellier est une Ville solidaire. Je serais pour aussi que nous envisagions de mutualiser certains CCAS puisqu'aujourd'hui la Ville

de Montpellier, la ville-centre de la Métropole, c'est la Ville solidaire de la Métropole. Nous le faisons avec plaisir, mais nous pouvons faire mieux à plusieurs.

**Monsieur le Président**

Merci Madame YAGUE pour cette réponse complète, mais la réponse à Madame DARDE est simple, chaque commune a toute disponibilité et liberté pour construire un EHPAD habilité à l'aide sociale. C'est facile de demander aux autres de s'habiller à l'aide sociale. Nous, à Montpellier, nous le faisons. Vous avez été à la tête des services régionaux de santé, vous savez combien il est difficile avec le 4<sup>ème</sup> âge de pouvoir assurer la vie, voire la survie, des personnes âgées qui se trouvent dans les EHPAD. Vous n'êtes pas sans ignorer que nous nous substituons au tissu hospitalier, avec des moyens qui ne sont pas ceux de l'hôpital, et pas ceux de l'État. Le CCAS, c'est la Ville. Il y a un investissement colossal pour maintenir en vie des personnes qui sont abandonnées, parce qu'il faut le dire à un moment, 70 % des personnes qui sont dans les EHPAD ne reçoivent jamais une seule visite, ni de leur famille, ni de leurs voisins. Ce rôle social, c'est nous qui l'assumons à Montpellier. Certaines communes ont le courage de fabriquer des EHPAD qui reçoivent tous les publics et en particulier les plus paupérisés, mais pas toutes. Nous n'allons pas faire de la discrimination avec les communes, cela aussi Monsieur CALVAT, cela peut entrer dans la comptabilisation de la vertu dont vous parliez tout à l'heure. Le logement social, OK, mais aussi les EHPAD qui prennent en compte les personnes du 4<sup>ème</sup> âge.

**Monsieur Hervé MARTIN**

L'EHPAD, c'est construit dans le logement social par contre.

**Monsieur le Président**

Oui. Ne jouez pas sur les mots. Le personnel qui y travaille, qui le paye ? Le financement, qui le paye ? Oui, l'État, une partie. Oui, parce qu'il y a des contractualisations. Oui, le Département. OK, ce sont les conventions tripartites - c'est les souvenirs qui reviennent, quand j'étais Vice-Président. Le troisième tiers, c'est nous. Attendez, nous le faisons fonctionner avec les critères de la Fonction Publique Territoriale, ce qui revient très cher parce que les heures de nuit, les heures supplémentaires ne sont pas comptabilisées comme dans le monde privé. Ce n'est pas du tout le même coût. C'est une volonté politique affichée et sur les résidents (environ 600), 30 % sont des communes, ne sont pas de Montpellier. Voilà la vertu.

**Monsieur Renaud CALVAT**

Monsieur le Président, ce que vous êtes en train de dire est intéressant, parce que peut-être que finalement, pour une fois, la solidarité serait dans l'autre sens parce que je suis persuadé que si nous faisons ce travail que vous venez de faire, c'est-à-dire 30 % des résidents des EHPAD de Montpellier ne sont pas originaires de la Ville de Montpellier. Pour les EHPAD de Castelnau-le-Lez, de Clapiers, de Jacou ou du Crès, nous sommes à au moins 80 % des résidents de nos EHPAD qui ne sont pas issus de nos communes. Je suis persuadé que dans l'EHPAD que je peux avoir à Jacou, Monsieur le Maire de Montferrier-le-Lez à côté acquiesce, une grande majorité des résidents sont certainement des habitants de Montpellier qui peut-être n'ont pas pu avoir de place à Montpellier. Je ne parle pas uniquement des EHPAD du CCAS.

**Monsieur le Président**

Attendez, ils vous coûtent combien les EHPAD dont vous parlez ? Ils vous coûtent *walou* ! Attendez, cela n'a rien à voir. Monsieur CALVAT, vous ne devriez pas faire cela avec moi, pas avec moi. Les EHPAD dont vous parlez sont privés, ce sont les gens qui payent. Ce sont des trucs privés, ce ne sont pas des trucs publics communaux, cela n'a rien à voir. Vous êtes vilain, Monsieur CALVAT, vous avez bien démarré la soirée.

**Madame Catherine DARDE**

Je ne voudrais pas que nous détournions la discussion. Je dis simplement, on vient nous demander une garantie d'emprunt à la Métropole pour un EHPAD qui est un EHPAD qui ne sera pas ouvert à tous les publics de Montpellier ou des communes alentour. Nous, nous avons deux EHPAD publics, je sais très bien de quoi je parle. C'est dommage qu'en contrepartie de la garantie d'emprunt qu'ils viennent nous demander, parce qu'après tout nous ne sommes pas

obligés de garantir un emprunt pour un établissement qui n'est pas public agréé à l'aide sociale. C'est une possibilité. Ce n'est pas parce que c'est FDI qui le construit que nous sommes obligés de donner la garantie d'emprunt. Je disais que cela aurait été intelligent dans le cadre des débats que nous avons eus, pour permettre à tout le monde d'accéder à tous les EHPAD, de demander qu'une partie de cet EHPAD soit habilité à l'aide sociale. C'est tout.

**Monsieur le Président**

Je vous charge de le proposer à la direction de la mutualité puisque vous dites : « *ce serait bien que si, ce serait bien que cela* », faites-le ! Faites-le et vous viendrez me donner le résultat et j'enregistrerai le résultat de votre conversation. Je mets aux voix l'affaire 29.

Contre ? Abstention ?

*Ne participent pas au débat et ne prennent pas part au vote : Mme Véronique DEMON, Mme Stéphanie JANNIN, Mme Chantal LÉVY-RAMEAU, M. Yvon PELLET, M. Noël SEGURA.*

*A l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité des voix exprimées.*

*Pour : 75 voix*

*Ne prennent pas part au vote : 5 voix.*

**AFFAIRE N° 30 : LOGEMENT – CONSTRUCTION DE 15 LOGEMENTS SOCIAUX – RÉSIDENCE « CASTELLA », RUE JEAN VILAR À BAILLARGUES – GARANTIE D'EMPRUNT À LA SA D'HLM FDI HABITAT – DÉLIBÉRATION N° 14879 DU 27 SEPTEMBRE 2017 – MODIFICATION – AUTORISATION DE SIGNATURE**

**Monsieur le Président**

Affaire 30 : construction de 15 logements sociaux – Résidence « Castella », Rue Jean Vilar à Baillargues.

Contre ? Abstention ?

*Ne participent pas au débat et ne prennent pas part au vote : Mme Véronique DEMON, Mme Stéphanie JANNIN, Mme Chantal LÉVY-RAMEAU, M. Yvon PELLET, M. Noël SEGURA.*

*A l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité des voix exprimées.*

*Pour : 75 voix*

*Ne prend pas part au vote : 5 voix.*

**AFFAIRE N° 31 ; LOGEMENT – CONSTRUCTION DE 36 LOGEMENTS SOCIAUX – RÉSIDENCE « ÉPURE », CHEMIN DE LA ROQUE À SAINT JEAN DE VÉDAS – GARANTIE D'EMPRUNTS À LA SA D'HLM PROMOLOGIS – CONVENTION – AUTORISATION DE SIGNATURE**

**Monsieur le Président**

Affaire 31 : toujours Monsieur SEGURA qui vous propose la construction de 36 logements sociaux – Résidence « Épure », chemin de la Roque à Saint Jean de Védas.

Contre ? Abstention ?

*Ne participent pas au débat et ne prennent pas part au vote : Mme Stéphanie JANNIN, M. Sauveur TORTORICI.*

*A l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité des voix exprimées.*

*Pour : 78 voix*

*Ne prend pas part au vote : 2 voix.*

**AFFAIRE N° 32 : LOGEMENT – CONSTRUCTION DE 10 LOGEMENTS SOCIAUX – RÉSIDENCE « LE CLAU DE GIL », RUE DE LA CROIX LAVIT À MONTPELLIER – GARANTIE D’EMPRUNTS À LA SA D’HLM PROMOLOGIS – CONVENTION – AUTORISATION DE SIGNATURE**

**Monsieur le Président**

Affaire 32 : Monsieur SEGURA vous propose la construction de 10 logements sociaux – Résidence « Le Clau de Gil ».

Contre ? Abstention ?

*Ne participe pas au débat et ne prend pas part au vote : M. Sauveur TORTORICI.*

*A l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité des voix exprimées.*

*Pour : 79 voix*

*Ne prend pas part au vote : 1 voix.*

**AFFAIRE N° 33 : LOGEMENT – COPROPRIÉTÉ LE SAINT CLÉMENT – MODIFICATION DE LA DÉLIBÉRATION N° M2019-71 – RECTIFICATIF DE L’ATTRIBUTAIRE DES SUBVENTIONS DE LA MÉTROPOLE - AUTORISATION**

*Mme Chantal LEVY-RAMEAU sort de séance.*

**Monsieur le Président**

Affaire 33 : copropriété Le Saint Clément – Modification de la délibération.

Je mets aux voix. Contre ? Abstention ? Adoptée à l’unanimité.

*À l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité.*

*Pour : 79*

**AFFAIRE N° 34 : FINANCES – ATTRIBUTIONS DE COMPENSATION (AC) 2019 PROVISOIRES AUX COMMUNES À LA SUITE DE LA COMMISSION LOCALE D’ÉVALUATION DES TRANSFERTS DE CHARGES (CLECT) DU 8 FÉVRIER 2019**

*M. Jérémie MALEK, Mme Brigitte ROUSSEL-GALIANA et Mme Patricia MIRALLES sortent de séance.*

*M. Jean-Luc COUSQUER, M. Jean-Luc MEISSONNIER (avec le pouvoir de M. Jean-Pierre RICO) et Mme Chantal LEVY-RAMEAU entrent en séance.*

*M. Christophe COUR sort définitivement de séance (annule le pouvoir laisser par M. Thierry DEWINTRE) et laisse un pouvoir à M. René REVOL.*

**Monsieur le Président**

Affaire 34 : Attributions de Compensation (AC) 2019 provisoires aux communes à la suite de la Commission Locale d’Évaluation des Transferts de Charges (CLECT). Monsieur LEVITA, vous nous dites un petit mot ?

**Monsieur Max LEVITA**

Cette affaire a été présentée devant la Commission Locale d’Évaluation des Transferts de Charges (CLECT) le 8 février. Elle a voté à l’unanimité sur cette proposition. Ensuite, les communes ont délibéré. À ce jour, nous avons trois systèmes, mes chers collègues.

Chaque commune a le choix d’intégrer le dispositif avec des ACI d’investissement voirie à 100 % sans bonification, 12 communes ont fait ce choix, le choix d’intégrer le dispositif ACI voirie avec 30 % de bonification, 11 communes ont fait ce choix et enfin 8 communes ont décidé de maintenir le système initial, de ne pas intégrer le dispositif ACI. C’est ce que je vous propose aujourd’hui, en soulignant votre libéralisme, Monsieur le Président, puisque nous

avons trois systèmes là où il n'y en avait qu'un, alors que nous aurions pu régler cela à la majorité. Là, vous avez laissé une marge de latitude dont il faut vous louer.

**Monsieur le Président**

Merci Monsieur LEVITA.

**Monsieur Renaud CALVAT**

Oui, Monsieur le Président. Je veux juste une confirmation parce que je sais que nous sommes actuellement en discussion avec le Directeur Général des Services concernant la commune de Jacou. Nous avons eu une discussion avec Monsieur BREYSSE aussi lors de la dernière Conférence des Maires sur cette question-là. Lorsque nous avons ensemble en octobre ou novembre de l'année dernière décidé du choix entre l'ACI à 30 % bonifiée ou 100 %, rappelez-vous, vous avez fait voter Monsieur le Président. Il n'y avait le choix qu'entre deux possibilités.

**Monsieur le Président**

Oui. C'est juste.

**Monsieur Renaud CALVAT**

Thierry l'a confirmé lorsque nous en avons parlé, il y a quinze jours à peu près, Monsieur le Directeur Général des services, aussi. La commune de Jacou avait fait le choix des 30 % bonifiés. J'en assume la responsabilité. À ce jour, nous n'apparaissions pas parmi les communes ayant fait le choix des 30 % bonifiés. Lorsque nous avons fait ce vote lors de la Conférence des Maires d'octobre ou novembre, et cela avait été bien évidemment mentionné, j'avais voté pour les 30 % bonifiés. Persuadé que cela allait être suivi d'effet, je n'avais certes pas vérifié ensuite l'exécution de ce vote qui avait été de 30 % bonifié. Monsieur le Directeur Général des Services m'a confirmé ainsi que Monsieur le Vice-Président, que ma requête était étudiée avec bienveillance et qu'une autre CLECT allait être programmée. Je souhaiterais seulement qu'on me le confirme et sinon je m'abstiendrai, vous le comprenez, sur cette délibération.

**Monsieur Max LEVITA**

Le Service des Finances vous l'a garanti. Comme c'est arrivé en retard, ce n'est pas passé devant la CLECT, cela passera lors de la prochaine CLECT qui aura lieu dans un mois ou deux et ce sera intégré pour l'année 2019. Soyez rassuré, Monsieur le Maire.

**Monsieur Renaud CALVAT**

Je vous remercie, Monsieur le Président.

**Madame Isabelle GIANIEL**

Monsieur le Président, chers collègues, je m'exprimerai bien sûr pour ce qui concerne la commune de Pérols. La commune de Pérols est une des plus petites communes de la Métropole en superficie avec Jacou, Saint-Brès, Saussan, puisqu'elle représente simplement 6 000 hectares. Néanmoins, comme vous pouvez le découvrir et le lire tous au travers de cette affaire, le deuxième contributeur de la Métropole sur la partie AC fonctionnement, deuxième contributeur au titre des attributions de compensation voirie en fonctionnement. La somme engagée cette année par Pérols au titre des AC en fonctionnement est de presque 1,6 million d'euros, ce qui représente pour la commune à peu près 15 % de son budget de fonctionnement. Sachant cher Max que le point de fiscalité à Pérols est à 100 000 euros, cela représente 16 points de fiscalité.

Nous sommes dans les grands équilibres, mais tout cela pour vous dire que, forcément, la part voirie et l'exercice de la compétence voirie par Montpellier Méditerranée Métropole pour le compte de la Ville de Pérols pèse lourd dans les finances communales et constitue sans doute pour l'avenir si ce n'est un levier, en tout cas une piste d'optimisation fiscale, qui fera, vous le comprenez que ce soir je ne pourrai pas voter cette délibération. Non pas que je m'exprime pour le compte des autres communes, mais vraiment je m'exprime uniquement au nom de Pérols. Cette dépense aujourd'hui est extrêmement importante, et tel que le prévoit d'ailleurs le guide de calcul des attributions de compensation qui a été publié en février 2019 par la Direction Générale des Collectivités Locales, nous avons la possibilité, *a minima* tous les trois ans, de

renégocier le calcul de ces attributions de compensation. Je pense qu'il sera plus que temps dans les prochains mois de revenir sur l'établissement de ce calcul pour la commune de Pérols. En tout cas, je souhaite qu'il puisse dans l'avenir revenir à des montants plus raisonnables. Je vous remercie.

**Monsieur le Président**

Merci, Madame GIANIEL.

Je mets aux voix. Qui est contre ? Qui s'abstient ?

*À l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité des voix exprimées.*

*Pour : 78*

*Abstention : 1 voix.*

*S'est abstenue : Mme Isabelle GIANIEL*

**Monsieur le Président**

Tant que nous sommes aux communes, nous parlions des communes, je fais une petite incise qui n'a rien à voir avec l'ordre du jour. Il y a plein de citoyennes et de citoyens - n'exagérons pas, il n'y en a pas 400 000, je ne dis pas le chiffre - il y en a bien un certain nombre qui veut être candidat dans les communes de la Métropole. Je ne recevrai personne. Je le dis clairement aux téléspectateurs qui nous regardent : je ne reçois personne ! Je ne m'occupe pas des élections dans les communes. Je le dis, je l'ai dit, je continue et je le fais parce que les gars viennent tous me voir. Alors ici pour cela, les autres, ce sont les opposants au Maire, d'autres ce sont les gens qui se voient un destin magnifique. Je ne les empêche pas de se voir des destins, mais je ne m'en occupe pas. Par contre, je n'empêche pas ceux qui veulent s'occuper de Montpellier de le faire, cela ne me dérange pas, cela me plaît bien.

#### **AFFAIRE N° 35 : FINANCES – ATTRIBUTIONS DE SUBVENTIONS DANS LE CADRE DE LA THÉMATIQUE TRANSITION ÉNERGÉTIQUE – EXERCICE 2019**

**Monsieur le Président**

Monsieur LÉVITA vous propose des attributions de subventions dans le cadre de la thématique TRANSITION ÉNERGÉTIQUE.

Contre ? Abstention ?

*Ne participent pas au débat et ne prennent pas part au vote : Mme Stéphanie JANNIN, M. Laurent JAOUL, Mme Chantal LÉVY-RAMEAU, Mme Véronique PEREZ, M. Jean-Luc SAVY.*

*A l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité des voix exprimées.*

*Pour : 74 voix*

*Ne prend pas part au vote : 5 voix.*

#### **AFFAIRE N° 36 : FINANCES – PRÉCISIONS RELATIVES AUX TARIFS – MODIFICATION DE LA DÉLIBÉRATION N° M2018-694 DU 21 DÉCEMBRE 2018**

**Monsieur le Président**

Affaire 36 : précisions relatives aux tarifs – Modification de la délibération n° M2018-694 du 21 décembre 2018.

Contre ? Abstention ?

*À l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité.  
Pour : 79*

**AFFAIRE N° 37 : RESSOURCES HUMAINES – MODIFICATION DU TABLEAU DES EMPLOIS ET DES EFFECTIFS - APPROBATION**

**Monsieur le Président**

Affaire 37 : Madame ILLAIRE vous propose la modification du tableau des emplois et des effectifs. Qui demande la parole ? Contre ? Abstention ?

*À l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité.  
Pour : 79*

**AFFAIRE N° 38 : CULTURE – CONVENTIONS PLURIANNUELLES DE PARTENARIAT ENTRE MONTPELLIER MÉDITERRANÉE MÉTROPOLE, LA VILLE DE MONTPELLIER, LES RADIOS ASSOCIATIVES DE MONTPELLIER ET LEURS FÉDÉRATIONS REPRÉSENTATIVES – AUTORISATION DE SIGNATURE**

**Monsieur le Président**

Nous abordons l'immense domaine de la Culture.

Affaire 38 : conventions pluriannuelles de partenariat entre Montpellier Méditerranée Métropole, la Ville de Montpellier, les radios associatives. Madame DANAN ne prend pas part au vote.

Contre ? Abstention ?

*Ne participe pas au débat et ne prend pas part au vote : Mme Perla DANAN.*

*A l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité des voix exprimées.*

*Pour : 78 voix*

*Ne prennent pas part au vote : 1 voix.*

**AFFAIRE N° 39 : CULTURE – CONVENTION DE PARTENARIAT ENTRE MONTPELLIER MÉDITERRANÉE MÉTROPOLE, LA VILLE DE MONTPELLIER ET L'ASSOCIATION ARC EN CIEL DES FAUBOURGS POUR L'ORGANISATION DE L'ÉDITION 2019 DU FESTIVAL DES FANFARES – AUTORISATION DE SIGNATURE**

**Monsieur le Président**

Affaire 39 : Convention de partenariat entre Montpellier Méditerranée Métropole, la Ville de Montpellier et Arc en Ciel des Faubourgs, le Festival des Fanfares.

Contre ? Abstention ?

*À l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité.  
Pour : 79*

Cette année, pour les fanfares, nous aurons deux nouveautés : des gobelets recyclables et des toilettes sèches Ecosec.

**AFFAIRE N° 40 : CULTURE – CONVENTION-CADRE DE PARTENARIAT « CULTURE-JUSTICE » ENTRE MONTPELLIER MÉDITERRANÉE MÉTROPOLÉ, LA VILLE DE MONTPELLIER, LA DIRECTION RÉGIONALE DES AFFAIRES CULTURELLES (DRAC) OCCITANIE, LA DIRECTION TERRITORIALE DE LA PROTECTION JUDICIAIRE DE LA JEUNESSE (DTPJJ) DE L'HÉRAULT ET LE SERVICE PÉNITENTIAIRE D'INSERTION ET DE PROBATION (SPIP) DE L'HÉRAULT – AUTORISATION DE SIGNATURE**

*Mme Annie YAGUE et Mme Julie FRECHE sortent de séance.*

*Mme Isabelle GUIRAUD sort définitivement de séance et laisse un pouvoir à M. Laurent JAOUL.*

*Mme Caroline NAVARRE sort définitivement de séance et laisse un pouvoir à Mme Véronique PEREZ.*

**Monsieur le Président**

Affaire 40 : convention-cadre de partenariat « Culture-Justice ».

**Monsieur Bernard TRAVIER**

Monsieur le Président, chers collègues, il s'agit d'une délibération importante puisque c'est une convention entre la Métropole, la Ville, la DRAC, la Protection Judiciaire de l'Hérault et le Service de Probation et d'Insertion Pénitentiaire. Cette convention qui associe compétences et moyens a pour but de lutter contre l'exclusion des personnes qui sont soumises à la Justice. Nous avons déterminé 5 axes de travail : favoriser l'accès aux équipements culturels, consolider le partenariat établi en 2018 sur la manifestation nationale « rencontre Saine Justice de la Protection Judiciaire de la Jeunesse », mettre en place des mesures de réparation, promouvoir des sessions de stage de découverte des métiers de la Culture pour les mineurs et enfin accueillir des personnels de la protection judiciaire et du Service de Probation pour des actions de sensibilisation et de médiation aux activités culturelles et artistiques de la Métropole. C'est donc une convention extrêmement importante qui est signée avec l'État, la Métropole et la Ville. Je voudrais à cette occasion rendre hommage au directeur de la maison d'arrêt de Villeneuve-lès-Maguelone, Monsieur Jacques PARIS, qui vient de quitter ses fonctions, qui est parti à la retraite, mais qui a été d'une ouverture et d'une intelligence rare dans ce qui a été de la mise en œuvre de la culture dans les établissements pénitentiaires dont il avait la responsabilité, ce qui n'est pas toujours le cas, je tiens à le dire.

**Monsieur le Président**

Qui demande la parole ?

Contre ? Abstention ?

*À l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité.*

*Pour : 77*

**AFFAIRE N° 41 : CULTURE – AGORA DES SAVOIRS – COMPOSITION DU CONSEIL SCIENTIFIQUE – DÉSIGNATION DES NOUVEAUX MEMBRES**

*M. Joël VERA sort de séance.*

*Mme Julie FRECHE et M. Jérémie MALEK entrent en séance.*

**Monsieur le Président**

41 : Agora des Savoirs – Composition du Conseil scientifique. D'abord, je voudrais remercier tous ceux qui se sont archoutés sur l'organisation de ce Conseil, en particulier ici présents Madame MARION et Monsieur TRAVIER. Je remercie Anne-Yvonne LE DAIN qui vraiment a proposé un Conseil scientifique qui pour la première fois de l'histoire est paritaire, autant d'hommes que de femmes. C'est la première fois.

Nous recevons dans cette liste :



- Madame Véronique BELLON-MAUREL, Directrice de l'Institut Convergences Agriculture Numérique
- Madame Claire BILLAUD, cadre scientifique chercheuse au CIRAD
- Professeure Joëlle BOCQUER, membre de l'Académie des Sciences, Professeur des Universités
- Madame Anne-Sophie CASES, Professeur des Universités, Institut d'Administration des Entreprises
- Madame Caroline FABRE-ROUSSEAU, écrivaine
- Madame Anne RICHARD, cadre supérieure en Ressources Humaines, Qualité de Vie au Travail, responsabilité sociale des entreprises
- Madame Nathalie VIENNE-GUERRIN, Professeur des Universités en Recherche anglophone, Directrice de l'Institut de Recherche sur la Renaissance, l'âge classique et les Lumières (Paul-Valéry)
- Madame Frédérique VILLEMUR, architecte, historienne, maîtrise de conférences à l'École Nationale d'Architecture de Montpellier et à l'Université Paul-Valéry
- Madame Norolanto RAZAZFINIMANA DOUY, ingénieur informatique et réseau entrepreneur

Cela fait un Comité Scientifique paritaire d'une immense qualité et très varié.

**Monsieur Bernard TRAVIER**

*Propos hors micro*

**Monsieur le Président**

Il y en a certains, Monsieur TRAVIER, qui disaient qu'il n'y aurait plus d'Agora des Savoirs, que les scientifiques avaient disparu, qu'on aurait du mal à recruter.

**Monsieur Bernard TRAVIER**

Certains sont restés d'ailleurs. Vous le savez bien. Toutes les conférences ont eu lieu, à l'exception d'une parce que le conférencier s'est désisté deux jours avant, ce qui bien évidemment nous a empêchés de le remplacer. Je ne le félicite pas. C'est le seul.

**Monsieur le Président**

Tout roule. Il faut regarder le verre à moitié plein, mais il ne faut surtout pas imiter Jean-Pierre GRAND qui voit toujours le verre à moitié vide. Je le vois à moitié plein tout le temps. Il faut avoir espoir en l'Homme en permanence. L'être humain est bourré de ressources.

Contre ? Abstention ?

*À l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité.*

*Pour : 78*

**AFFAIRE N° 42 : CULTURE – DEMANDE DE SUBVENTIONS DANS LE CADRE DU LABEL BIBLIOTHÈQUE NUMÉRIQUE DE RÉFÉRENCE 2019 – APPROBATION**

**Monsieur le Président**

42 : Demande de subventions dans le cadre du label Bibliothèque Numérique.

Contre ? Abstention ?

*A l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité.*

*Pour : 78*

**AFFAIRE N° 43 : CULTURE – ADHÉSION À LA FÉDÉRATION NATIONALE DES COLLECTIVITÉS TERRITORIALES POUR LA CULTURE - APPROBATION**

**Monsieur le Président**

43 : Adhésion à la Fédération Nationale des Collectivités Territoriales : 2 495 euros.

Contre ? Abstention ?

*À l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité.*

*Pour : 78*

**AFFAIRE N° 44 : CULTURE – AFFECTATION DE SUBVENTIONS – CONVENTIONS DE PARTENARIAT – APPROBATION ET AUTORISATION DE SIGNATURE**

*Mme Brigitte ROUSSEL-GALLIANA entre en séance.*

**Monsieur le Président**

Affaire 44 : affectation de subventions – Conventions de partenariat – Approbation et autorisation de signature. Il s'agit là au titre de l'année 2019 qui est proposé par la direction de la culture et du patrimoine l'affectation de la subvention de fonctionnement aux associations des Adeptes de Bisous de Prades-le-Lez : 5 000 euros, dans le cadre de *Total Festum* Association Lézards d'U – Murviel-lès-Montpellier : 3 000 euros, Association Inter'Cal Montpellier : 3 000 euros, Association Le Chevalet de Cournonterral : 2 400 euros. Enfin, compte tenu de l'intérêt culturel des initiatives valorisant la culture occitane, il est proposé de soutenir une autre manifestation en marge du label régional *Total Festum* en lui attribuant la subvention suivante : association Émergences à Villeneuve-lès-Maguelone : 1 000 euros.

Contre ? Abstention ?

*À l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité.*

*Pour : 85*

**AFFAIRE N° 45 : CULTURE – CONVENTION DE SOUSCRIPTION AVEC LA FONDATION DU PATRIMOINE POUR LA RESTAURATION DES DÉCORS PEINTS DU GRAND FOYER DE L'OPÉRA COMÉDIE – AUTORISATION DE SIGNATURE**

**Monsieur le Président**

Affaire 45 : convention de souscription avec la Fondation du Patrimoine.

Contre ? Abstention ?

*À l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité.*

*Pour : 79*

**AFFAIRE N° 46 : CULTURE – MUSÉE FABRE – CONVENTIONS DE PARTENARIAT AVEC TÉLÉRAMA, LE MONDE, MIDI LIBRE, FRANCE MUSIQUE, FRANCE BLEU, RADIO CLAPAS, MUSÉUM TV ET OFFICIEL ART DANS LE CADRE DE L'EXPOSITION « VINCENT BIOULÈS, CHEMINS DE TRAVERSE » – AUTORISATION DE SIGNATURE**

*Mme Julie FRECHE sort définitivement de séance et laisse un pouvoir à M. Jean-Pierre MOURE.*

**Monsieur le Président**

46 : musée Fabre – Conventions de partenariats avec *Télérama*, *Le Monde*, *Midi Libre*, *France Musique*, *France Bleu*, *Radio Clapas*, *Muséum TV* et *Officiel Art* dans le cadre de l'exposition « *Vincent Bioulès, chemin de traverse* » où vous êtes tous conviés.

Contre ? Abstention ?

*À l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité.*

*Pour : 79*

**AFFAIRE N° 47 : CULTURE – MUSÉE FABRE – CONVENTION DE PARTENARIAT AVEC LA COMMUNAUTÉ DE COMMUNES DU GRAND PIC SAINT LOUP DANS LE CADRE DE L'EXPOSITION « VINCENT BIOULÈS, CHEMINS DE TRAVERSE » – AUTORISATION DE SIGNATURE**

*M. Noël SEGURA sort de séance.*

*Mme Annie YAGUE et Mme Sonia KERANGUEVEN entrent en séance.*

**Monsieur le Président**

Bernard. 47.

**Monsieur Bernard TRAVIER**

Il y a un partenariat avec l'Agglomération du Grand Pic Saint-Loup autour de l'exposition Bioulès, puisque Vincent BIOULES a beaucoup travaillé sur le Pic Saint Loup, tout le monde le connaît. Les responsables de la Maison des Consuls des Matelles ont défini eux-mêmes leur accrochage, et nous avons instauré un partenariat à partir des billets et des tarifs de façon à ce que ceux qui vont voir une des deux expositions puissent aller à l'autre dans des conditions tout à fait intéressantes. C'est un nouveau partenariat d'ailleurs avec l'Agglomération du Grand Pic Saint-Loup qui est une des Agglomérations avec qui nous travaillons le plus régulièrement.

**Monsieur le Président**

Qui demande la parole ?

Je mets aux voix l'affaire 47 présentée par Bernard TRAVIER. Contre ? Abstention ?

*À l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité.*

*Pour : 80*

**Monsieur le Président**

Simplement puisque nous parlons du Pic Saint-Loup, je voudrais vous faire part de la candidature commune que nous avons signée, candidature au Contrat de Transition Écologique et qui est adressée à Madame Emmanuelle WARGON, qui est Secrétaire d'État auprès du Ministre d'État, ministre de la Transition Écologique et Solidaire, signée par Louis VILLARET, Président de la Communauté de communes de la Vallée de l'Hérault, votre serviteur et Alain BARBE, Président de la Communauté de Communes du Grand Pic Saint Loup.

**AFFAIRE N° 48 : CULTURE – MUSÉE FABRE – CONVENTION DE PARTENARIAT AVEC L'EPCC MOCO DANS LE CADRE DE LA MANIFESTATION « 100 ARTISTES DANS LA VILLE » – AUTORISATION DE SIGNATURE**

*M. Alex LARUE (avec le pouvoir de M. Pierre DUDIEUZERE) entre en séance.*

**Monsieur le Président**

48 : musée Fabre – Convention de partenariat avec l'EPCC MoCo.

Contre ? Abstention ?

*Ne participent pas au débat et ne prennent pas part au vote : M. Thierry BREYSSE, M. Roger CAIZERGUES, Mme Jackie GALABRUN-BOULBES, Mme Isabelle MARSALA, M. Gilbert PASTOR, M. Bernard TRAVIER.*

*A l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité des voix exprimées.*

*Pour : 76 voix*

*Ne prend pas part au vote : 5 voix.*

**AFFAIRE N° 49 : CULTURE – MUSÉE FABRE – AVENANT N° 1 À LA CONVENTION DE PARTENARIAT ENTRE L'UNIVERSITÉ PAUL-VALÉRY MONTPELLIER ET LE MUSÉE FABRE DE MONTPELLIER MÉDITERRANÉE MÉTROPOLE CONCERNANT LE DÉPARTEMENT D'ÉTUDES ITALIENNES – AUTORISATION DE SIGNATURE**

**Monsieur le Président**

49 : musée Fabre – Avenant n° 1 à la convention de partenariat entre l'Université Paul-Valéry et le musée Fabre de Montpellier.

Contre ? Abstention ?

*Ne participe pas au débat et ne prend pas part au vote : M. Guy BARRAL.*

*A l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité des voix exprimées.*

*Pour : 81 voix*

*Ne prend pas part au vote : 1 voix.*

**AFFAIRE N° 50 : CULTURE – CONSERVATOIRE À RAYONNEMENT RÉGIONAL – DEMANDE DE FINANCEMENT 2019 AUPRÈS DE LA CAISSE D'ALLOCATIONS FAMILIALES DE L'HÉRAULT (CAF) DANS LE CADRE DU DISPOSITIF DEMOS – CONVENTION D'OBJECTIFS ET DE FINANCEMENT – APPROBATION**

**Monsieur le Président**

Affaire 50 : Conservatoire à Rayonnement Régional – Demande de financement 2019 auprès de la Caisse d'Allocations Familiales pour le dispositif DEMOS.

Contre ? Abstention ?

*À l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité.*

*Pour : 82*

**AFFAIRE N° 51 : CULTURE – SITES ARCHÉOLOGIQUES LATTARA À LATTES, DU CASTELLAS À MURVIEL-LÈS-MONTPELLIER ET DU SIÈGE ÉPISCOPAL À VILLENEUVE-LÈS-MAGUELONE – CONVENTION DE PARTENARIAT POUR LA RÉALISATION DES CAMPAGNES DE FOUILLES ARCHÉOLOGIQUES 2019 – AUTORISATION DE SIGNATURE**

**Monsieur le Président**

Affaire 51 : Monsieur TRAVIER vous propose sur les sites archéologiques de Lattara à Lattes, du Castellat à Murviel-lès-Montpellier et du siège épiscopal à Villeneuve-lès-Maguelone une convention de partenariat pour la réalisation de fouilles archéologiques en 2019.

Contre ? Abstention ?

*À l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité.*

*Pour : 82*

**Monsieur Bernard TRAVIER**

Monsieur le Président, chers collègues, j'ai une information à vous donner. La prochaine exposition du musée consacrée au Phocée vient d'obtenir le Label Exposition d'Intérêt National et c'est la seule exposition d'archéologie qui sera labellisée en France. Toutes nos félicitations à notre conservatrice Diane DUSSEAU.

**AFFAIRE N° 52 : CULTURE – CONVENTION DE COOPÉRATION POUR LA FORMALISATION D’ACTIONS DE COOPÉRATION ENTRE LE RÉSEAU DES MÉDIATHÈQUES DE MONTPELLIER MÉDITERRANÉE MÉTROPOLÉ ET LA COMPAGNIE DE DANSE CONTEMPORAINE DIDIER THÉRON – AUTORISATION DE SIGNATURE**

*M. Fabien ABERT (avec le pouvoir de M. Henri DE VERBIZIER) et M. Eric PETIT sortent de séance.*

*M. Joël VERA entre en séance.*

**Monsieur le Président**

Affaire 52 : convention de coopération pour la formalisation d’actions de coopération entre le réseau des médiathèques de Montpellier et la Métropole pour la compagnie de danse contemporaine Didier THERON.

Contre ? Abstention ?

*À l’issue d’un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l’unanimité.*

*Pour : 80*

**AFFAIRE N° 53 : CULTURE – CONVENTIONS DE COOPÉRATION AVEC LES COMMUNES DE BEAULIEU ET DE MONTFERRIER-SUR-LEZ POUR LA MISE EN PLACE DU DISPOSITIF « PASSEPORT MULTIMÉDIA » - AUTORISATION DE SIGNATURE**

**Monsieur le Président**

53 : conventions de coopération avec les communes de Beaulieu et de Montferrier-sur-Lez pour la mise en place du dispositif « Passeport multimédia ».

Contre ? Abstention ?

*À l’issue d’un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l’unanimité.*

*Pour : 80*

**AFFAIRE N° 54 : CULTURE – CONVENTION DE COOPÉRATION DOCUMENTAIRE POUR LA CONSTITUTION D’UNE BASE DE DONNÉES NUMÉRIQUES DE LA PRESSE ANCIENNE ENTRE LA MÉDIATHÈQUE CENTRALE ÉMILE ZOLA ET L’ASSOCIATION OCCITANIE LIVRE ET LECTURE – AUTORISATION DE SIGNATURE**

*M. Laurent JAOUL (avec le pouvoir de Mme Isabelle GUIRAUD) sort de séance.*

**Monsieur le Président**

Affaire 54 : convention de coopération documentaire pour la constitution d’une base de données numériques de la presse ancienne entre la médiathèque Émile Zola et l’association Occitanie Livre et Lecture.

Contre ? Abstention ?

*À l’issue d’un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l’unanimité.*

*Pour : 78*

**AFFAIRE N° 55 : SPORTS ET TRADITIONS SPORTIVES – COUPE DU MONDE FÉMININE DE FOOTBALL 2019 – MISE EN ŒUVRE DU SITE D'ENTRAÎNEMENT FIFA À LAVÉRUNE – CONVENTION DE FONDS DE CONCOURS ENTRE MONTPELLIER MÉDITERRANÉE MÉTROPOLE ET LA COMMUNE DE LAVÉRUNE – APPROBATION – AUTORISATION DE SIGNATURE**

*M. Hervé MARTIN (avec le pouvoir de Mme Clare HART) sort de séance.*

*M. Joël RAYMOND (avec le pouvoir de M. Cyril MEUNIER), M. Laurent JAOUL (avec le pouvoir de Mme Isabelle GUIRAUD) et M. Fabien ABERT (avec le pouvoir de M. Henri DE VERBIZIER) et Mme Patricia MIRALLES entrent en séance.*

**Monsieur le Président**

55, Monsieur MEISSONNIER, la Coupe du Monde de Foot.

**Monsieur Jean-Luc MEISSONNIER**

Cher Président, chers collègues, il s'agit d'une convention de fonds de concours avec la commune de Lavérune pour la Coupe du Monde Féminine de Football. Dans le cadre de la désignation du 4<sup>ème</sup> site d'entraînement métropolitain, la commune de Lavérune doit réaliser d'importants travaux et notamment des programmes d'aménagement sur son équipement sportif. Il s'agit là de 50 000 euros HT et la Métropole va venir pour un pourcentage de 49 % à concurrence de 24 500 euros. Je vous propose d'adopter ce point à l'ordre du jour.

**Monsieur le Président**

Qui demande la parole ?

**Monsieur Roger CAIZERGUES**

Simplement, effectivement, pour indiquer que cette intervention résulte du fait qu'au départ la commune de Lavérune n'était pas partante et que nous avons accepté de recevoir les entraînements de la Coupe du Monde. Merci pour cette participation, même si nous aurions souhaité qu'elle soit plus importante, et vous comprenez, parce que cela restera quand même un effort important pour la commune de Lavérune. C'est clair qu'aussi c'est un apport, et que c'est par rapport à nos finances quelque chose qui était nécessaire.

**Monsieur Jean-Luc MEISSONNIER**

Comme l'a dit Monsieur CAIZERGUES, Monsieur le Président, c'est un investissement qui restera pour la commune, mais ce sont des équipements qui resteront pour la commune aussi pendant longtemps au grand bénéfice des utilisateurs des terrains de sport de Lavérune notamment, toutes les associations qui pratiquent le sport, le foot sur ces beaux terrains.

**Monsieur le Président**

Je remercie la commune de Lavérune qui *in fine* a accepté de proposer ses équipements, parce qu'un certain nombre de communes ont accepté aussi, et puis nous avons eu des désistements de dernière heure : *no previews*. Castelnau-Le-Lez par exemple au dernier moment, la veille de recevoir la FIFA, nous a dit qu'ils avaient des travaux à faire et ils ont condamné le terrain pelouse. Nous l'avons regretté.

**Monsieur Jean-Luc MEISSONNIER**

Vous serez d'accord avec moi, Monsieur le Président, nous bénissons la Mairie de Lavérune.

**Monsieur le Président**

En principe, nous disons à Lavérune « *tout engrune* », mais là dans le cas précis, ça ne nous a pas du tout *engrune*s, ça nous a aidés. Il faut dire qu'avec vous Monsieur MEISSONNIER, c'est tout droit comme à Baillargues.

**Monsieur Jean-Luc MEISSONNIER**

Exactement. Droit et fort comme à Baillargues.

**Monsieur le Président**

Si vous êtes gentils, je vous chanterai la chanson des majorettes de Saint Jean de Védas. La culture populaire, cela fait partie de la culture, cela ne se méprise pas. Cela s'appelle *Louvé Daso*. Mais je vous le ferai là-haut tout à l'heure, parce qu'avec tous les téléspectateurs qui sont devant nous, je n'ose pas. Madame le Maire n'est pas là, je ne peux pas la faire sans elle.

Contre ? Abstention ?

*À l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité.*

*Pour : 83*

**AFFAIRE N° 56 : SPORTS ET TRADITIONS SPORTIVES – ASSOCIATION ET CLUBS SPORTIFS – ATTRIBUTION DE SUBVENTIONS – CONVENTIONS D'ATTRIBUTION – AUTORISATION DE SIGNATURE**

*M. Hervé MARTIN (avec le pouvoir de Mme Clare HART) entre en séance.*

**Monsieur Jean-Luc MEISSONNIER**

Monsieur le Président, il s'agit de revenir aussi, comme l'année dernière, à un soutien financier, mais même s'il est minime, il est symbolique : les 24 heures de l'institut Saint-Pierre. Vous savez que ce sont des épreuves à destination de l'amélioration de la santé et de la protection de l'enfance. Cela aura lieu le 31 août et le 1<sup>er</sup> septembre, des épreuves sportives qui se dérouleront en partie aussi sur le territoire de la Métropole. Je propose une subvention de 1 000 euros. Deuxième aide, il s'agit là de l'organisation de la course des Bacchantes, course qui est très difficile pour l'avoir pratiquée. Il y en a qui sont plus à l'aise que moi, surtout la montée de la Canourgue. Je vous garantis qu'elle est raide. 500 euros pour aider cette épreuve sportive qui aura lieu le 17 novembre.

**Monsieur le Président**

Pas de demande d'intervention ?

**Monsieur Jean-Luc MEISSONNIER**

Je vous demande tous de vous laisser pousser la moustache dès aujourd'hui jusqu'au mois de novembre.

**Monsieur le Président**

Aïe, aïe, aïe. Monsieur le Maire de Prades-le-Lez, aïe, aïe, aïe.

**Monsieur Jean-Luc MEISSONNIER**

Maupassant avait écrit que la moustache, c'était le piment du bisou.

**Monsieur le Président**

Contre ? Abstention ?

*À l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité.*

*Pour : 85*

**AFFAIRE N° 57 : SERVICE PUBLIC DE L'EAU ET DE L'ASSAINISSEMENT – CONTRAT DE DÉLÉGATION DE SERVICE PUBLIC (DSP) DE TRAITEMENT DES EAUX USÉES PAR LA STATION D'ÉPURATION MAERA – AVENANT N° 2 – APPROBATION**

*M. Noël SEGURA entre en séance.*



**Monsieur le Président**

Affaire 57 : il s'agit du contrat de Délégation de Service Public (DSP) de collecte des eaux usées des communes raccordées à la station d'épuration MAERA. C'est l'avenant n° 2. Qui veut des précisions ?

Contre ? Abstention ?

*Ne participent pas au débat et ne prennent pas part au vote : Mme Valérie BARTHAS-ORSAL, M. Thierry BREYSSE, M. Renaud CALVAT, Mme Chantal CLARAC, Mme Aline DESTAILLATS, Mme Carole DONADA, M. Abdi EL KANDOUSSI, Mme Mylène FOURCADE, Mme Jackie GALABRUN-BOULBES, Mme Isabelle GIANIEL, Mme Régine ILLAIRE, Mme Stéphanie JANNIN, M. Pascal KRZYZANSKI, Mme Eliane LLORET, M. Jean-Marc LUSSERT, M. Gilbert PASTOR, M. Eric PENSO, Mme Brigitte ROUSSEL-GALIANA, M. Jean-Luc SAVY.*

*A l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité des voix exprimées.*

*Pour : 67 voix*

*Ne prend pas part au vote : 19 voix.*

**AFFAIRE N° 58 : SERVICE PUBLIC DE L'EAU ET DE L'ASSAINISSEMENT – CONTRAT DE DÉLÉGATION DE SERVICE PUBLIC (DSP) de TRAITEMENT DES EAUX USÉES PAR LA STATION D'ÉPURATION MAERA – AVENANT N° 2 – APPROBATION**

*M. Eric PETIT entre en séance.*

**Monsieur le Président**

Même chose sur l'affaire 58 : il s'agit toujours du Contrat de DSP pour les eaux usées de la station MAERA, c'est l'approbation de l'avenant n° 2.

Contre ? Abstention ?

*Ne participent pas au débat et ne prennent pas part au vote : Mme Valérie BARTHAS-ORSAL, M. Thierry BREYSSE, M. Renaud CALVAT, Mme Chantal CLARAC, Mme Aline DESTAILLATS, Mme Carole DONADA, M. Abdi EL KANDOUSSI, Mme Mylène FOURCADE, Mme Jackie GALABRUN-BOULBES, Mme Isabelle GIANIEL, Mme Régine ILLAIRE, Mme Stéphanie JANNIN, M. Pascal KRZYZANSKI, Mme Eliane LLORET, M. Jean-Marc LUSSERT, M. Gilbert PASTOR, M. Eric PENSO, Mme Brigitte ROUSSEL-GALIANA, M. Jean-Luc SAVY.*

*A l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité des voix exprimées.*

*Pour : 68 voix*

*Ne prend pas part au vote : 19 voix.*

**AFFAIRE N° 59 : PRÉVENTION ET VALORISATION DES DÉCHETS, PROPRETÉ DE L'ESPACE PUBLIC – CONVENTION AVEC L'ÉCO-ORGANISME ECO-DDS POUR LA COLLECTE DES DÉCHETS DANGEREUX SPÉCIFIQUES NON PROFESSIONNELS DANS LES POINTS PROPRETÉ DE MONTPELLIER MÉDITERRANÉE MÉTROPOLÉ – AUTORISATION DE SIGNATURE**

*Mme Catherine DARDE (avec le pouvoir de M. Jean-Pierre GRAND) sort de séance.*

**Monsieur le Président**

Dans l'affaire 59, Madame BARTHAS-ORSAL vous propose une convention avec l'éco-organisme Éco-DDS pour la collecte des déchets dangereux spécifiques non professionnels dans les points propreté de la Métropole. Qui demande des précisions auprès du rapporteur ?

Je mets aux voix. Contre ? Abstention ?



*À l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité.  
Pour : 85*

**AFFAIRE N° 60 : PRÉVENTION ET VALORISATION DES DÉCHETS, PROPRETÉ DE L'ESPACE PUBLIC – CONTRAT DE DÉLÉGATION DE SERVICE PUBLIC DU TRAITEMENT DES DÉCHETS MÉNAGERS ET ASSIMILÉS PAR MÉTHANISATION CONCLU AVEC LA SOCIÉTÉ AMETYST – AVENANT N° 2 – AUTORISATION DE SIGNATURE**

*Mme Catherine DARDE (avec le pouvoir de M. Jean-Pierre GRAND) entre en séance.  
M. Hervé MARTIN sort définitivement de séance sans laisse de pouvoir (annule le pouvoir donné par Mme Clare HART).*

**Monsieur le Président**

60 : contrat de délégation de service public du traitement des déchets ménagers et assimilés par méthanisation conclu avec la société AMETYST. C'est l'avenant n° 2. Madame BARTHAS-ORSAL, c'est une affaire importante.

**Madame Valérie BARTHAS-ORSAL**

Oui, c'est une affaire très importante, Monsieur le Président. En mars dernier, nous avons signé un avenant – en fait, c'est un rappel que je fais – à la convention de DSP qui nous lie à la société AMETYST, concernant les nouveaux tarifs d'électricité produite à partir de la méthanisation. Aujourd'hui, je vous propose de signer l'avenant n° 2, car vous n'êtes pas sans savoir que le 30 novembre prochain, le second casier de Castries - et je dis bien second et non pas deuxième, puisqu'il n'y aura pas de troisième, cela restera le second casier de Castries - va fermer. Engagement de Philippe SAUREL, Président de la Métropole, tenu. Noter également que les contrats conclus avec OCREAL vont prendre fin le 30 juin, c'est-à-dire dans cinq semaines. Nous sommes donc dans l'obligation de créer dans le contrat les prix de transport des déchets vers les nouvelles installations, car aujourd'hui dans le contrat qui nous lie avec AMETYST, il n'y a pas d'indication de prix, tout est intégré dans le contrat.

Pour rappel, nous envoyons tous les ans 83 000 tonnes à l'enfouissement et 30 000 tonnes par an à l'incinération. De plus, nous sommes contraints d'augmenter les prix du traitement des déchets pour prendre en charge les dépenses de traitement des odeurs à AMETYST, pour un coût quand même de 300 000 euros par an. À noter que nous avons un suivi hebdomadaire des nuisances liées à AMETYST, et que les plaintes sont en nette diminution, voire en quasi-disparition. Je m'en réjouis surtout pour les riverains. À noter également que le compost qui est normé, et de très bonne qualité, est réservé désormais un an à l'avance. 29 000 tonnes sont commercialisées et 10 000 tonnes vont directement à Gramont. Je vous rappelle également que le contrat qui nous lie à AMETYST va jusqu'à la fin 2024, et que jusqu'à la fin 2024, le montant des prestations de transport supplémentaires va s'élever - je suis désolée Max, mais tu le savais - à 8,740 millions d'euros. Le montant global de cette DSP avec AMETYST n'augmente que de 5,67 % grâce à l'avenant n° 1 que nous avons signé en mars 2018. Notez qu'à l'Assemblée Générale d'AMORCE, qui est l'Association reconnue par les pouvoirs publics comme représentant les intérêts des collectivités, et qui a eu lieu en début de semaine (lundi), l'ensemble des collectivités présentes regrettent l'augmentation importante du coût du traitement des déchets.

**Monsieur Le Président**

Merci, Madame BARTHAS-ORSAL. Qui demande la parole ?

**Madame Valérie BARTHAS-ORSAL**

Je vous en prie. Je voudrais également rajouter un petit détail. Je voudrais vous parler en fait de DEMETER. À la fin de la semaine, demain, DEMETER va fermer. Tout se passe bien, nous allons commencer les travaux de démontage le 27 mai, ils vont durer un mois ? et début juillet la construction du nouveau *process* va pouvoir avoir lieu et la rénovation du nouveau bâtiment va commencer.

**Monsieur le Président**

Merci. Monsieur RAYMOND a demandé la parole.

**Monsieur Joël RAYMOND**

Monsieur le Président, mes chers collègues, merci à Madame la Vice-Présidente pour cette présentation. Elle a évoqué le centre de déchets de Castries. Du coup, cela me fait réagir. Vous savez comme moi que pour ce centre de déchets à plusieurs reprises, ici même, dans cette enceinte, je vous ai sollicités pour avoir le calendrier, d'une part de la fermeture qui était annoncée, et ensuite, la méthodologie qui va être mise en place pour gérer les déchets demain, en 2020 et au-delà. Aujourd'hui, je me réjouis d'apprendre à nouveau que le centre fermera au plus tard en novembre, puisque c'est un arrêt du Préfet, ou avant, si le tonnage est arrivé à son maximum, 83 000 tonnes par an comme l'a signalé Madame la Vice-Présidente. Depuis plus de dix ans, vous faites le calcul, cela fait près de 1 million de tonnes qui ont été stockés à Castries, avec toutes les nuisances que vous connaissez et puis un collectif qui a remanifesté son souhait d'avoir des engagements, Monsieur le Président, fermes et définitifs.

Pour cela, aujourd'hui, je me fais un peu le porte-voix de tous ses habitants riverains, et de vous demander, Monsieur le Président, une première chose, c'est un engagement d'une fermeture définitive et irrévocable de ce centre, puisque tout le monde le sait, le carrier fait encore de l'extraction de matériaux, et il y aura, il faut appeler les choses comme elles sont, un coût assez important, un trou béant qui permettrait dans cinq ou dix ans d'à nouveau stocker des déchets. Deuxième chose, Monsieur le Président, nous arrivons à la fermeture de ce centre, dont 83 000 tonnes de déchets inertes produits par an sur notre Métropole. Que va-t-on en faire et vers où vont-ils être dirigés et quel coût supplémentaire ce tonnage va engendrer pour la collectivité ? Enfin, ma troisième question, quel est le projet à long terme de la Métropole sur la gestion des déchets ? Comment allons-nous gérer nos déchets de 2022 à 2030 ? Je vous remercie.

**Madame Valérie BARTHAS-ORSAL**

Monsieur, ce second casier, qui va fermer le 30 novembre prochain, bénéficiera évidemment de travaux très préconisés évidemment. Il y aura une couverture. Il va y avoir des drains et puis c'est surtout un site qui va être sous surveillance pendant trente ans comme l'est également le THOT. Secondement, concernant la fermeture de ce casier, nous avons pris les devants. Nous avons lancé une consultation, la Commission d'Appels d'Offres a eu lieu il y a quelques semaines. Les titulaires ont été désignés et nous sommes actuellement dans une phase où nous ne pouvons pas encore communiquer les noms, mais ce sera public en juillet prochain. Quels sont les projets ? Vous avez raison, Monsieur le Maire de Montaud, nous sommes évidemment des gens responsables.

L'environnement est pour nous une cause commune fondamentale et nous sommes en train de travailler sur un projet de traitement des ordures à travers un projet de production de CSR, c'est-à-dire d'ordures à haut pouvoir calorifique, par exemple les plastiques des jouets ou le bois. Notre objectif, actuellement vu les coûts et l'enjeu majeur dans l'environnement, est de réduire de moitié ou d'un tiers à moitié nos déchets ultimes.

**Monsieur le Président**

Merci, Madame BARTHAS-ORSAL

Je mets aux voix l'affaire 60. Qui est contre ? Qui s'abstient ? Je vous en remercie.

*À l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité.  
Pour : 85*

Mauvaise nouvelle, le BLMA a perdu à l'ASVEL : 75/61. Bonne nouvelle, le MHV a gagné d'un point contre Nantes et incruste sa place dans les possibles européens. Cela veut dire que le MHV peut être européen la saison prochaine, mais enfin les filles du BLMA Lattes/Montpellier ont fait un superbe parcours, finalistes du Championnat de France, finalistes de la Coupe d'Europe. Magnifique, rien à dire.

**AFFAIRE N° 61 : VOIRIE, ESPACE PUBLIC – PROGRAMMATION 2019 – TRAVAUX D'AMÉLIORATION, DE REMPLACEMENT ET DE RÉNOVATION DES RÉSEAUX D'ÉCLAIRAGE PUBLIC SUR LES COMMUNES DE MURVIEL-LÈS-MONTPELLIER, SAINT JEAN DE VÉDAS ET JUVIGNAC – APPROBATION – DEMANDE DE SUBVENTION – AUTORISATION DE SIGNATURE**

**Monsieur le Président**

Affaire 61 : programmation 2019 des travaux d'amélioration de remplacement et de rénovation des réseaux d'éclairage public. C'est Monsieur BREYSSSE qui vous propose cela pour les villes de Murviel-lès-Montpellier, Saint Jean de Védas et Juvignac.

Contre ? Abstention ?

*Ne participent pas au débat et ne prennent pas part au vote : M. Jean-Marc ALAUZET, M. Renaud CALVAT, Mme Titina DASYLVA, Mme Isabelle GUIRAUD, Mme Régine ILLAIRE, Mme Stéphanie JANNIN, M. Laurent JAOUL, M. Pascal KRZYZANSKI, Mme Chantal LÉVY-RAMEAU, Mme Eliane LLORET, M. Jean-Marc LUSSERT, M. Jean-Luc MEISSONNIER, Mme Patricia MIRALLES, M. Eric PENSO, M. Jean-Pierre RICO.*

*A l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité des voix exprimées.*

*Pour : 70 voix*

*Ne prend pas part au vote : 15 voix.*

**AFFAIRE N° 62 : VOIRIE, ESPACE PUBLIC – CONVENTION DE COMAÎTRISE D'OUVRAGE – TRAVAUX DE RÉAMÉNAGEMENT DE LA PLACE DU MARCHÉ – COMMUNE DU CRÈS – AUTORISATION DE SIGNATURE – APPROBATION**

**Monsieur le Président**

62 : convention de comaîtrise d'ouvrage – Travaux de réaménagement de la place du Marché dans la commune du Crès.

Contre ? Abstention ?

*À l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité.*

*Pour : 85*

**AFFAIRE N° 63 : HORS COMMISSION – SCHÉMA DE MUTUALISATION – BILAN 2018 – APPROBATION**

*M. Jean-Marc DI RUGGIERO et M. Yvon PELLET sortent de séance.*

**Monsieur le Président**

63 : schéma de mutualisation, la parole est à Jean-Luc SAVY, Vice-Président.

**Monsieur Jean-Luc SAVY**

Oui, Monsieur le Président. Ce schéma de mutualisation, rappelez-vous, a été fixé en 2015, le 17 décembre exactement, et prévoit que chaque année l'avancement de ce schéma de mutualisation fasse l'objet d'une communication du Président à l'organe délibérant. C'est ce que nous faisons ce soir. L'objectif de cette mutualisation permet de développer les territoires de coopération, donc des coopératives d'action publique au sein des communes, au service des communes, la préservation d'équilibres financiers naturellement, l'accès à de nouveaux services pour les communes, la coordination de politique publique le tout avec un fonctionnement souple qui respecte la volonté de chaque commune. Le schéma intègre également la démarche de convergence des administrations de la Ville de Montpellier et de la Métropole.

En termes de synthèse du bilan 2018, deux nouvelles coopérations ont été expérimentées sur les 27 qu'il y avait. Il y en a 29 aujourd'hui, le projet éco-métropole et puis la restauration collective qui a été mise en place dans plusieurs communes. Quatre schémas ont été réunis en 2018 avec le groupement d'achats, le réseau thématique sur les Ressources Humaines, l'enseignement musical ou l'éco-métropole. Outre ces quatre thématiques, sept ont produit des résultats opérationnels qui sont toujours en cours ou ont été terminés sur les plateformes administratives, numériques, e-administration, e-marchés, e-services, le SIG intercommunal, les actions culturelles, le rayonnement des événements sportifs, la valorisation des produits locaux, fêtes et traditions locales, la gestion des risques, la sécurité civile et l'appui aux communes pour la restauration collective dont je parlais à l'instant.

En termes de perspective de coopérative de service pour 2019 avec l'administration, nous avons travaillé à la réduction de ces fiches, à la rationalisation des actions pour concentrer les moyens humains, techniques et financiers autour de priorisations qui ont été travaillées avec les Maires, les DGS, selon plusieurs réunions qui ont eu lieu en 2018 puis en 2019.

Aujourd'hui, nous avons 14 fiches triées en priorité 1, 2, 3, disons avec cinq priorités aujourd'hui, qui du coup sont travaillées avec un Vice-Président référent et moi-même autour pour certains des sujets. Je ne les développe pas ici. En termes de démarche de convergence, le processus qui a fait l'unanimité sur l'année 2018 concernant les rapprochements en matière de direction d'aménagement durable, les directions des cultures, la fonction ressources, les fonctions d'animation et d'encadrement ont permis d'optimiser les ressources humaines au bénéfice de l'expertise accrue et partagée par la Métropole, deux directions des finances, les affaires juridiques, les organisations d'études et évaluation et la direction du contrôle de gestion externe.

Ce processus a été ciblé et limité, concerne seulement 554 postes, c'est-à-dire 9 % des effectifs de la Métropole et de la Ville, et à la fin du mandat, ce seront moins de 11 % des agents qui seront concernés. En tout cas, cette harmonisation a permis d'offrir aux agents des différents services, notamment l'accès aux parkings mutualisés, mais aussi de mettre en place une clé de répartition des charges salariales ou des frais de gestion particuliers. Les règles financières et comptables ont été adoptées à l'unanimité le 18 octobre 2018 en séance. Pour mémoire, la Métropole a facturé la Ville de Montpellier dans cette aventure 12 245 222,00 euros et la Ville de Montpellier a refacturé la Métropole 127 548 euros correspondant au salaire des chauffeurs qui relevaient initialement de la Métropole et qui aujourd'hui sont regroupés dans un service commun rattaché à la Ville. Pour 2019 enfin, la mutualisation des deux directions Informatiques est prévue au 1<sup>er</sup> semestre. Merci, Monsieur le Président.

**Monsieur le Président**

Merci, Monsieur SAVY. Qui demande la parole ?

**Monsieur René REVOL**

Monsieur le Président, qu'est-ce qu'on vote ? On vote le fait qu'on a eu une communication.

**Monsieur le Président**

Oui. C'est-à-dire on prend acte de la communication du bilan.

Qui est contre ? Qui s'abstient ?

*Le Conseil prend acte du bilan du schéma de mutualisation 2019 et de ses orientations.*

*Pour : 83 voix.*

**AFFAIRE N° 64 : HORS COMMISSION – CONVENTION-TYPE GESTION DE SERVICES NUMÉRIQUES AVEC LES COMMUNES MEMBRES ET LEURS CENTRES COMMUNAUX D’ACTION SOCIALE (CCAS) – APPROBATION – AUTORISATION DE SIGNATURE**

**Monsieur le Président**

Affaire 64 : convention type gestion des services numériques avec les communes membres et leurs Centres Communaux d’Action Sociale. Pas de demande d’intervention ?

Je mets aux voix. Contre ? Abstention ?

*À l’issue d’un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l’unanimité.  
Pour : 83 voix.*

**AFFAIRE N° 65 : HORS COMMISSION – CONVENTION DE PARTENARIAT ENTRE LA CHAÎNE DE TÉLÉVISION MEZZO ET MONTPELLIER MÉDITERRANÉE MÉTROPOLE – AUTORISATION DE SIGNATURE**

*M. Jean-Marc DI RUGGIERO et M. Yvon PELLET entrent en séance.*

**Monsieur le Président**

Affaire 65 : contrat de partenariat entre la chaîne de télévision MEZZO et Montpellier Méditerranée Métropole. Coût : 30 000 euros.

Contre ? Abstention ?

*À l’issue d’un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l’unanimité.  
Pour : 85 voix*

**AFFAIRE N° 66 : HORS COMMISSION – CONVENTION DE PARTENARIAT ENTRE LA SOCIÉTÉ ÉDITRICE DU MONDE ET MONTPELLIER MÉDITERRANÉE MÉTROPOLE À L’OCCASION DE LA COMÉDIE DU LIVRE – AUTORISATION DE SIGNATURE**

**Monsieur le Président**

Affaire 66 : convention de partenariat entre la Société Éditrice du Monde et Montpellier Méditerranée Métropole à l’occasion de la Comédie du Livre et merci au journal *Le Monde* pour les articles très élogieux sur la Comédie du Livre.

Contre ? Abstention ?

*À l’issue d’un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l’unanimité.  
Pour : 85 voix*

**AFFAIRE N° 67 : HORS COMMISSION – PRISE EN CHARGE DES FRAIS DE TRANSPORT, D’HÉBERGEMENTS, DE RESTAURATION DES MEMBRES DU CONSEIL DE DÉVELOPPEMENT ET DES TIERS EXTÉRIEURS INVITÉS À PARTICIPER À SES TRAVAUX – APPROBATION**

**Monsieur le Président**

Affaire 67 : prise en charge des frais de transport, d’hébergements, de restauration des membres du conseil de développement et des tiers extérieurs invités à participer à ses travaux.

Contre ? Abstention ?

*À l’issue d’un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l’unanimité.  
Pour : 85 voix*

**AFFAIRE N° 68 : HORS COMMISSION – MISSION RIO DE JANEIRO – PARTICIPATION À LA RENCONTRE RÉGIONALE AMÉRIQUE LATINE DU PACTE DE MILAN – DU 28 MAI AU 2 JUIN 2019 – APPROBATION**

**Monsieur le Président**

68 : mission à Rio de Janeiro – Participation à la Rencontre Régionale Amérique Latine du Pacte de Milan. C'est la préparation du Pacte de Milan pour l'Amérique du Sud. J'ai proposé à Mylène FOURCADE de nous représenter, et pour des raisons qui lui sont propres, elle n'a pas pu accepter. Marie-Hélène SANTARELLI nous représentera, avec l'ensemble des Maires d'Amérique du Sud qui sont regroupés à Rio de Janeiro, dans notre ville jumelle, ce qui nous permettra de les inviter. Je vous rappelle que nous organisons les Rencontres du Pacte de Milan au mois d'octobre, que nous avons été désignés par les 183 villes mondiales sur l'agriculture urbaine, la protection des terres à fort potentiel, la valorisation des circuits de proximité, et le non-gaspillage alimentaire. Nous recevons toutes ces villes au mois d'octobre et là nous démarchons, nous avons écrit évidemment à l'ensemble de ces villes. Nous sommes passés par les réseaux dans lesquels nous sommes inscrits de villes mondiales. Nous sommes invités en tant que prochaine ville recevant les villes du Pacte de Milan à Rio de Janeiro. Ce sont donc ici les frais de déplacement.

Contre ? Abstention ?

*À l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité.*

*Pour : 85 voix*

**AFFAIRE N° 69 : HORS COMMISSION – ACTUALISATION DES REPRÉSENTATIONS DU CONSEIL DE MÉTROPOLE AU SEIN DE DIVERS ORGANISMES – DÉSIGNATIONS**

**Monsieur le Président**

Affaire 69 : actualisation des représentations du Conseil de Métropole au sein de divers organismes. Je vous propose pour l'Association Office de Tourisme et des Congrès de Montpellier Méditerranée Métropole Madame Véronique PEREZ. Pour l'Association Terres en Ville, Madame Marie-Hélène SANTARELLI. Pour l'Association Villes et Métiers d'Art Madame Véronique PEREZ. Pour la Régie des Eaux de Montpellier, Robert COTTE. Qui demande la parole ? Si personne ne demande de vote secret, je vous propose de faire un vote à main levée.

**Madame Michelle CASSAR**

Simplement une petite question, pourquoi ces remplacements ?

**Monsieur le Président**

Parce que nous avons changé un certain nombre d'élus, de responsabilités au Conseil Municipal de Montpellier. Ce sont les mêmes délégations. Cela ne concerne que des élus de Montpellier de toute façon.

Je mets aux voix. Contre ? Abstention ?

*A l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à la majorité des voix exprimées.*

*Pour : 62 voix*

*Contre : 18 voix*

*Ont voté contre : M. Pierre BONNAL, Mme Michelle CASSAR, M. Christophe COUR, Mme Catherine DARDE, Mme Carole DONADA, M. Pierre DUDIEUZERE, M. Jean-Pierre GRAND, Mme Claire JABADO, M. Alex LARUE, M. Cyril MEUNIER, Mme Marie-Christine PANOS, M. Eric PASTOR, M. Thierry QUILLES, M. Joël RAYMOND, M. René REVOL, Mme Brigitte ROUSSEL-GALIANA, Mme Isabelle TOUZARD, M. Joël VERA.*

*Abstentions : 5 voix*

*Se sont abstenus : Mme Anne BRISSAUD, M. Renaud CALVAT, Mme Julie FRÊCHE, M. Jean-Pierre MOURE, M. Eric PENSO*

**AFFAIRE N° 70 : HORS COMMISSION – COMMISSIONS DU CONSEIL DE MÉTROPOLÉ – MODIFICATION - APPROBATION**

**Monsieur le Président**

Affaire 70 : commission du Conseil de Métropole, il s'agit des modifications. Qui demande des renseignements ?

Je mets aux voix. Contre ? Abstention ?

*À l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité.*

*Pour : 85*

**Monsieur le Président**

Chers collègues, je vous remercie.

***L'ordre du jour étant épuisé, la séance est levée à 22h30.***